



LA VIE INTERNATIONALE

Politique étrangère, diplomatie, sécurité nationale



La Vie Internationale

Revue fondée par le ministère des Affaires étrangères
de la Fédération de Russie.

La Vie Internationale est la principale publication mensuelle russe qui traite de la politique étrangère ; paraissant depuis 1954, elle est largement connue en Russie et à l'étranger.

Les liens solides avec le ministère des Affaires étrangères permettent à la revue de parler dans le langage professionnel de la politique extérieure et de la diplomatie russes, d'exposer une analyse objective des problèmes politiques et économiques auxquels sont confrontés le pays et la communauté mondiale.

Le Conseil de la revue est dirigé par le ministre des Affaires étrangères de Russie Sergueï Lavrov.

L'auditoire auquel la revue s'adresse va de l'administration du Président russe et du gouvernement de la Fédération de Russie aux milieux financiers, économiques et diplomatiques, aux scientifiques, militants d'ONG et étudiants.

La Vie Internationale est éditée en russe, anglais, français, chinois, allemand, espagnol et arabe, portugais et polonais.

Secrétaire d'édition, compilatrice du digest

Evguenia Pyadycheva

Docteur en histoire, maître d'études

Design, mise en pages

Irina Znatnova

Édition française

© SAO Progress,
pour la version française

Directeur général :

Sarkis Oganian

Chef de la rédaction :

Margarita Tarverdova

Traducteurs :

Ekaterina Kolodotchkina,

Alexandre Svetlov

Rédactrice :

Olga Ivanova

Opérateur :

Alexeï Ouvarov

14, Gorokhovskiy pereoulok,
Moscou, 105064,
Fédération de Russie.
Tél. : +7 (499) 265 37 81,
fax : +7 (499) 265 37 71 ;

E-mail : info@interaffairs.ru

© Rédaction de la revue
La Vie Internationale, 2016.

Diplomatie

Sergueï Lavrov, *ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie*. Russie-ASEAN : les nouveaux enjeux après vingt années de partenariat 3

Constantin Kossatchev. Union interparlementaire : la montagne, va-t-elle accoucher d'une souris, ou l'ingérence dans la non-ingérence? 9

Relations bilatérales

Sergueï Riabkov, *vice-ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie*. Les relations russo-américaines après les élections : « Nous serons prêts à un nouveau démarrage... » 23

Vitali Vorobiov. Partenariat stratégique russo-chinois basé sur la confiance : modèle pour le XXI^e siècle 41

Vladimir Olentchenko. La Russie et les pays baltes : tracé d'un concept des relations bilatérales 53

Tendances

Guennadi Gatilov, *vice-ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie*. Crise humanitaire en Syrie : se servir des tragédies humaines à des fins politiques 73

Kamaloudin Gadjiev. Les métamorphoses des conflits et des guerres dans le monde moderne 89

Armen Oganessian. « Califat localisé » en Europe 109

Conceptions

Mikhaïl Titarenko, Vladimir Petrovski. De l'identité néo-eurasiatique de la Russie 113

Valéri Vorobiov, Roman Iliev. Les droits de l'homme dans le judaïsme et dans la tradition juridique hébraïque 141

Kirill Barski. Le « vecteur oriental » fut tracé par Evgueni Primakov 163

**Sergueï Lavrov**

Ministre des Affaires
étrangères de la
Fédération de Russie

Russie-ASEAN : les nouveaux enjeux après vingt années de partenariat

La région Asie-Pacifique affiche actuellement le plus grand dynamisme, s'affirme comme « la locomotive » de l'économie mondiale

et prend une nouvelle dimension sur l'échiquier politique. Il est incontestable que l'Asie-Pacifique accroîtra davantage encore son rôle dans la formation d'une architecture globale polycentrique.

On trouve, au cœur des processus qui se passent dans la région, l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) qui avance dans son prestige international et se dote d'une plus ferme cohésion intérieure. Les dix pays qui composent l'Association et appartiennent aux différents régimes religieux, culturels et socio-économiques, offrent un bel exemple de « l'unité dans la diversité ».

Cette année marque le vingtième anniversaire du partenariat en format de dialogue Russie-ASEAN. En vingt ans, la coopération s'est établie sur un fondement solide de traités, avec

un vaste réseau d'organes de travail qui fonctionnent y compris au niveau élevé. Notre coopération figure en bonne place parmi les priorités diplomatiques de la Russie et des États membres de l'ASEAN. Plus que ça, elle représente un élément important de l'architecture régionale. Aujourd'hui la Russie est activement présente aux Sommets de l'Asie de l'Est (EAS), au Forum régional de l'ASEAN sur la sécurité (FRA), à la Conférence des ministres de la Défense de l'ASEAN avec les partenaires au dialogue (« ADMM-Plus »).

La réussite des relations Russie-ASEAN est garantie par la recherche de résultats pratiques et par l'intérêt qui les porte naturellement l'une vers l'autre. Les liens entre la Russie et l'ASEAN sont dictés par la vie, s'appuient sur un solide fondement historique. Partie intégrante de la région Asie-Pacifique, notre pays avait accordé pendant des décennies son assistance conséquente et agissante à la lutte de libération nationale que menaient les peuples de l'Asie du Sud-Est, à leur indépendance et à la protection de leur souveraineté, à leur développement social et économique.

Notre coopération avec les pays de l'ASEAN se base sur l'égalité et le respect mutuel, sur l'intérêt réciproque, elle reconnaît la diversité culturelle et civilisationnelle du monde moderne, le droit des nations à disposer de leur avenir. La Russie et l'ASEAN ont le même agenda positif visant à réunir les conditions favorables au développement durable, au mieux-être de nos populations, y compris par la modernisation économique et le transfert des innovations.

Notre enjeu commun consiste à établir un véritable partenariat stratégique tous azimuts. Le sommet Russie-ASEAN qui a eu lieu les 19-20 mai 2016 à Sotchi a placé le dialogue sur la trajectoire menant vers cet objectif. Cette rencontre au sommet, la troisième, s'est réunie pour la première fois sur le territoire de notre pays et a marqué un événement majeur de l'anniversaire.

La sécurité régionale compte parmi les priorités du travail commun. Dès 2010, la Déclaration commune des leaders,

adoptée à l'issue du deuxième sommet Russie-ASEAN à Hanoï, avait établi que cette sécurité devait être indivisible et égale pour tous. Assurer sa propre sécurité aux dépens des autres est non seulement impossible, mais encore dangereux, car cela creuse plus profondément les lignes de séparation et augmente le potentiel de conflit.

L'ASEAN et nous-mêmes, nous jugeons nécessaire d'accéder à un véritable équilibre stratégique et à la stabilité en Asie-Pacifique, de rechercher ensemble des réponses aux actuels défis et menaces. En témoigne le dialogue sur une nouvelle architecture de sécurité et de coopération, lancé sur le carrefour EAS à l'initiative de la Russie et largement soutenu par les Dix de l'ASEAN.

Qu'il soit nécessaire d'unir les efforts de la Russie et de l'ASEAN dans ce domaine est imposé par l'intérêt commun de lutter contre le terrorisme international et l'extrémisme, contre la prolifération des armes de destruction massive, le trafic de drogue, la criminalité transfrontalière, ainsi que par la volonté de renforcer la sécurité cybernétique internationale. Outre la coordination déjà mise en place aux niveaux FRA et « ADMM-Plus », cet effort a été relancé lors de la première rencontre informelle des ministres de la Défense Russie-ASEAN, tenue en avril 2016 en marge de la V^e Conférence de Moscou sur la sécurité internationale.

Nous constatons que l'Asie-Pacifique puise volontiers dans la solide expérience russe en matière de sécurité publique, ce qui contribue à renforcer le potentiel anticriminel chez les Dix. La coopération dans ce domaine a beaucoup progressé avec le partenariat mis en place en 2014 entre la Russie et ASEANPOL, ensuite élevé au niveau ministériel.

Dans le domaine économique également, nous nous basons sur l'égalité en droits, l'ouverture et la démarche participative et inclusive. Cette démarche s'impose dans les circonstances actuelles, face à la libéralisation des régimes commerciaux en Asie-Pacifique qui, hélas, entre souvent en contradiction avec les intérêts du commerce mondial à cause surtout des

prétentions à « l'exclusivité ». Nous sommes persuadés que les actes de ce genre sont susceptibles de déséquilibrer et de fragmenter l'espace économique régional.

Nous partons de la considération que la tendance à accélérer l'intégration ne doit pas limiter mais, au contraire, ouvrir de nouvelles perspectives. En décembre 2015, le Président russe Vladimir Poutine a proposé de former un partenariat économique entre l'Union économique eurasiennne (UEEA), l'Organisation de coopération de Shanghai (en impliquant l'Inde et le Pakistan en tant que futurs membres de l'OCS) et l'ASEAN. Ce partenariat, s'appuyant sur l'égalité en droits, le respect mutuel des intérêts et ouvert à quiconque s'y intéresse, s'étendrait sur un tiers ou presque de l'économie mondiale en termes de pouvoir d'achat, et sur environ la moitié de la population de notre planète. En faisant avancer cette initiative, nous pourrions former un hub de coopération qui générerait et garantirait la sécurité et le développement sur l'immense étendue eurasiatique.

Ce travail est déjà mené en direction de l'Association. En mai 2015, l'UEEA a signé le premier accord de libre-échange avec l'un des Dix, le Vietnam. Les demandes de plusieurs autres pays est-asiatiques sont à l'étude. Dans l'avenir, cela s'ouvrira sur des relations commerciales particulières entre l'UEEA et l'ensemble de l'ASEAN.

La Russie tient beaucoup à renforcer ses liens commerciaux et économiques avec les Dix. Ces cinq dernières années, nos échanges ont doublé. Une légère régression du commerce en 2015 était due aux facteurs objectifs, surtout à la mauvaise conjoncture macroéconomique, à la baisse des prix d'hydrocarbures, à la volatilité des monnaies nationales. Pour redonner leur dynamisme aux échanges Russie-ASEAN, il faudra appliquer avec persévérance la « Feuille de route » de coopération dans le commerce et les investissements de 2012 et son programme d'application, mis à jour en 2015. Les nouveaux projets dans l'énergie, la science et les technologies, l'agriculture, lui seront d'une grande aide.

De nouveaux mécanismes sont mis en place pour diversifier la coopération, notamment les Conférences de hauts fonctionnaires agricoles et le Groupe de travail pour l'éducation. En 2015, nous avons lancé un dialogue sur les énergies renouvelables et les technologies vertes. Nous voulons régulariser la coopération en cas d'interventions rapides. Nous sommes prêts à donner notre assistance au développement de l'équipement de transport régional dans le cadre du Plan général sur la connexion, adopté dans l'ASEAN. Nous voulons mettre en pratique certaines idées scientifiques novatrices, notamment dans les procédés cultureux et l'agroécologie, la protection du milieu marin, l'utilisation des eaux, l'alimentation bio.

Nous constatons avec satisfaction l'intérêt réciproque croissant entre les milieux d'affaires de nos pays. Rien qu'en 2015, le Conseil d'affaires Russie-ASEAN a accompli des missions économiques complexes dans plusieurs pays de l'Association, y compris la Malaisie, Brunei, le Cambodge, le Myanmar, le Vietnam. Un forum de leaders industriels de Russie et de l'ASEAN a eu lieu en marge du sommet de Sotchi.

Les liens humanitaires deviennent de plus en plus étoffés. La première Année culturelle croisée Russie-ASEAN s'est déroulée en 2016. Les ministres de la Culture se sont rencontrés à Sotchi. Nous envisageons de développer les contacts au niveau de l'enseignement supérieur, y compris le Forum universitaire Russie-ASEAN appelé à élargir les échanges tant scientifiques qu'étudiantins, ces derniers étant représentés, jusqu'à présent, par de régulières « rencontres au sommets » de jeunes.

L'Asie du Sud-Est reste l'une des destinations touristiques préférées des Russes, dont près de 2,3 millions avaient visité en 2015 les pays de l'ASEAN, ce qui n'est pas une limite, car nous avons convenu avec les Dix que la qualité des services et la sécurité des touristes seront améliorées.

La coopération dense et complexe Russie-ASEAN est tournée vers l'avenir. Les partenaires réaliseront de nouveaux

et amples projets pour le bien de leurs nations, pour renforcer la stabilité globale et régionale, pour construire un système de relations internationales plus juste et équitable.

Je suis persuadé que le sommet de Sotchi a planté un jalon capital sur cette voie, qu'il a ouvert une nouvelle étape de dialogue et de partenariat Russie-ASEAN, et a donné une puissante impulsion au développement tous azimuts des relations entre nos pays.

Mots clés : sommet Russie-ASEAN, Asie-Pacifique, architecture régionale, dialogue et partenariat.



Union interparlementaire : la montagne, va-t-elle accoucher d'une souris, ou l'ingérence dans la non-ingérence?



Constantin Kossatchev

Président du Comité aux affaires internationales du Conseil de la Fédération, docteur en droit

KIKosachev@senat.gov.ru

«**Le** monde est fait d'utopies réalisées. L'Utopie d'aujourd'hui est la réalité de demain »¹, écrivait Frédéric Passy, le premier prix Nobel de la Paix et l'un des deux cofondateurs (aux

côtés de William Cremer) de la plus ancienne organisation parlementaire internationale.

L'idée même de réunir les parlementaires du monde entier pour conjuguer leurs efforts au nom de la paix et de la coopération internationale vit le jour à la fin du XIX^e siècle. Des députés autrichiens, espagnols, français et britanniques discutaient de la création d'une assemblée internationale pour arbitrer des litiges internationaux².

Cette idée tombait à point et fut donc concrétisée sans tarder : la première conférence internationale de députés britanniques, français et américains eut lieu le 31 octobre 1888 à Paris, au Grand Hôtel. Elle aboutit à l'adoption de cinq résolutions et d'une Déclaration. Il fut décidé que l'année suivante une conférence plus large aurait lieu et qu'elle continuerait l'œuvre entamée par la première. À cette conférence prendraient part non seulement des représentants des parlements mentionnés mais encore des membres et autres parlementaires qui avaient

professé des idées analogues³. Cette résolution jeta les bases d'une organisation parlementaire internationale unique en son genre – l'Union interparlementaire (UIP) qui traversa deux siècles et survécut à deux Guerres mondiales.

D'après un récit, le ministre soviétique des Affaires étrangères Viatcheslav Molotov vint voir Joseph Staline au lendemain de la création de l'Organisation des Nations Unies pour lui vanter les qualités de l'UIP, la plus ancienne organisation internationale fondée bien avant la Société des Nations et qui domine toutes les autres telle une montagne. Staline tira sur sa pipe et questionna le ministre pour savoir en quoi l'UIP pourrait être utile à la cause du prolétariat du monde entier. Il se posa ensuite en face de Molotov et lui dit : « Je pense, Viatcheslav, que ton Union interparlementaire est vraiment une montagne. Mais cette montagne qu'elle est n'a pas jusqu'ici accouché même d'une souris⁴. » Il n'est pas étonnant que de son vivant les députés soviétiques n'aient pas participé aux activités de l'UIP.

L'Union Soviétique se joignit pour la première fois à la 44^e Conférence de l'UIP en 1955, après la constitution du Groupe parlementaire de l'URSS le 29 juin 1955. Il est à noter que le groupe soviétique était le plus nombreux car il comprenait l'ensemble des 1 500 députés au Soviet Suprême, les deux chambres fournissant 750 députés chacune. Ses activités s'articulaient autour de trois volets principaux : la participation aux réunions de l'Union interparlementaire, la présentation d'adresses et de déclarations sur divers sujets à l'ordre du jour international, la promotion de contacts avec les groupes parlementaires et députés d'autres pays sur une base individuelle⁵. Depuis lors, la participation aux travaux de l'UIP et de ses organes devint une tradition parlementaire solide de notre pays.

L'Union interparlementaire aujourd'hui

Quel est donc le secret de la longévité et de l'attrait de l'UIP ? Car Staline, un homme politique pragmatique, avait

raison : de nombreuses décennies de l'histoire de l'UIP ne furent pas marquées de décisions capitales. La force de l'Union interparlementaire est ailleurs. La diplomatie parlementaire a pour mission de jouer un rôle important, sinon crucial, pour jeter des ponts d'amitié entre les pays sur une base bilatérale ou multilatérale. La présidente du Conseil de la Fédération (chambre haute du parlement russe) Valentina Matvienko a toutes les raisons d'attirer l'attention sur le fait que l'échange d'opinions au cours des réunions interparlementaires porte, vu la nature même du pouvoir représentatif, sur l'ensemble des questions ayant trait aux relations bilatérales et multilatérales et que ces échanges sont plus libres et francs⁶. Qui plus est, le discours du président de l'Union interparlementaire Saber Chowdhury à la 393^e réunion du Conseil de la Fédération, le 18 mai 2016, lui a fait dire que « nous considérons l'Union interparlementaire comme l'une des plateformes parlementaires les plus prestigieuses, car elle professe les valeurs mondialement reconnues du parlementarisme et de la diplomatie parlementaire en joignant le geste à la parole et contribue énormément pour que notre monde soit plus juste et stable »⁷. L'UIP confirme ces dires par ses activités.

Aux termes de ses Statuts⁸, l'Union interparlementaire est une organisation internationale non gouvernementale car elle réunit des députés au parlement des États souverains qui sont à ce jour au nombre de 170. Sa particularité principale et son trait distinctif se résument au fait que l'UIT réunit des organisations composées de personnes investies du statut représentatif et habilitées par leurs nations à résoudre des problèmes nationaux de l'importance capitale et à représenter leurs intérêts au sein des organes du pouvoir législatif nationaux. L'Assemblée tenue deux fois par an sert de cadre à des réunions de députés appartenant à un large éventail de partis politiques représentés dans les parlements nationaux.

En vertu de l'Article 8 des Statuts, les organes de l'Union interparlementaire sont : l'Assemblée, le Conseil directeur, le Comité exécutif et le Secrétariat. Les groupes nationaux se

composent de parlementaires désignés à titre de délégués. Ces groupes incluent des hommes et des femmes parlementaires dans leur délégation et s'efforcent d'assurer une représentation égale des deux sexes. Six groupes géopolitiques fonctionnent au sein de l'UIP, ils ont le droit de déléguer leurs membres aux comités. Les sujets des futures résolutions de l'UIP sont choisis par quatre Commissions permanentes – pour la paix et la sécurité internationale ; pour le développement durable, les finances et le commerce ; pour la démocratie et les droits de l'homme ; pour les affaires des Nations Unies – qui mettent au point leurs textes finaux et présentent leurs rapports à chaque session de l'Assemblée.

Il n'est plus un secret pour personne que la mise en place d'un nouveau système de relations internationales à laquelle nous assistons en ce moment se base sur le repartage des zones d'influence en faisant pencher la balance des forces au-delà des limites de la « chasse gardée » des Occidentaux qui, d'après une juste remarque du ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov, ont été considérés pendant une période prolongée « comme créateurs de tendances politiques et économiques »⁹. Ce phénomène est également présent à l'UIP : les États qui tiennent à choisir eux-mêmes leur voie souveraine pour se développer sans demander l'avis de certains pays, ont la possibilité d'utiliser l'Assemblée parlementaire internationale comme un instrument servant à mettre en valeur le rôle qu'ils veulent jouer. Cela s'exprime, entre autres, par un large éventail de sujets abordés par l'UIP qui adopte ses résolutions sur la proposition des délégations nationales, ainsi que par la géographie des sessions. L'ordre du jour des sessions de l'Assemblée de l'Union interparlementaire comprend des dossiers très variés, des problèmes locaux aux défis planétaires. Par exemple, la 132^e Assemblée de l'UIP (en 2015 à Hanoï) a adopté les résolutions suivantes : « La cyber-guerre : une grave menace pour la paix et la sécurité mondiale », « La souveraineté nationale, la non-ingérence dans les affaires intérieures des États et les droits de l'homme

dans le droit international », « Définir un nouveau système de gouvernance de l'eau et promouvoir l'action parlementaire dans le domaine de l'eau et de l'assainissement ». La 134^e Assemblée (en 2015 à Lusaka) a adopté les résolutions sur le « Terrorisme : la nécessité de renforcer la coopération mondiale pour endiguer la menace qui pèse sur la démocratie et les droits de l'homme » et « Assurer une protection durable du patrimoine culturel matériel et immatériel de l'humanité contre la destruction et la dégradation ». Même si les résolutions de l'UIP ne sont pas juridiquement contraignantes pour ses membres, elles expriment la volonté des députés aux organes législatifs nationaux et de ce fait exercent une grande influence sur le climat politique mondial et sur l'opinion publique.

Il y a tout lieu d'affirmer que durant les 127 ans de son existence, l'Union interparlementaire cherche à préserver et à augmenter son prestige basé sur le principe démocratique de son fonctionnement, à savoir l'égalité souveraine de tous les parlements membres sans les diviser en meneurs et menés. Il ne dépend que de l'UIP de maintenir cette tendance à l'avenir si elle bien choisit ses approches de la solution des problèmes à l'ordre du jour international.

L'Assemblée interparlementaire de la CEI à l'UIP : « points de croissance »

La présidente du Conseil de la Fédération Valentina Matvienko, qui préside également au Conseil de l'Assemblée interparlementaire des pays de la Communauté des États indépendants (AIP de la CEI), a avancé l'initiative, lors d'une rencontre avec le président de l'Union interparlementaire Saber Chowdhury et le Secrétaire général de l'UIP Martin Chungong, en octobre 2015, de rehausser le statut de l'AIP de la CEI pour en faire un membre associé de l'UIP. Par la même occasion, une invitation a été officiellement remise au Secrétariat de l'UIP à tenir la 137^e Assemblée de l'UIP à Saint-Petersbourg, en octobre 2017.

Le Conseil directeur de l'UIP a décidé lors de sa 198^e session d'accorder le statut de membre associé à l'AIP de la CEI¹⁰. Il est à noter que ce statut n'est accordé qu'aux associations parlementaires internationales les plus importantes qui sont maintenant au nombre de 11 avec l'Assemblée interparlementaire de la CEI. À partir de ce moment, l'AIP de la CEI est investie des mêmes droits et obligations que les délégations nationales sauf le droit de voter et de présenter ses candidats aux organes dirigeants de l'UIP.

La Russie compte poursuivre des activités énergiques sur la plateforme de l'AIP de la CEI à l'Union interparlementaire en ce qui concerne la participation des membres de l'AIP de la CEI aux travaux des organes de l'Union interparlementaire, la proposition de sujets d'importance internationale pour en débattre en vue d'adopter des résolutions de l'UIP et la discussion de l'entrée éventuelle à l'Union interparlementaire d'États membres de la CEI qui ne font pas encore partie de l'UIP.

L'AIP de la CEI a un autre rôle important à jouer. Une fois le statut de membre associé obtenu, cette assemblée a une chance réelle de faire du russe l'une des langues de travail de l'Union interparlementaire. Cette idée a été évoquée lors d'un entretien entre Valentina Matvienko et la direction de l'Union interparlementaire en marge de la 133^e Assemblée, en 2015 à Genève, et il y a toutes les raisons de s'attendre à ce que ce projet s'étoffe dans un proche avenir.

La dimension parlementaire de BRICS et de l'UIP

L'Union interparlementaire est bien placée pour servir d'instrument institutionnel dans le but de rapprocher les positions des parlements des pays de BRICS. Tout en estimant que BRICS est aujourd'hui une communauté d'États souverains et égaux en droits qui sont des locomotives et parties prenantes des processus intégrationnistes sur la planète, capables d'assumer la responsabilité de l'état des

choses dans le monde¹¹, la Russie trouve important de poursuivre le travail commun avec les parlements des pays membres de BRICS en mettant à contribution le mécanisme du Forum parlementaire de BRICS qui a tenu sa première session en 2015 à Moscou.

Ainsi, les femmes parlementaires des pays de BRICS ont convoqué leur Forum les 20 et 21 août 2016 en Inde, qui a abouti à l'adoption de la Déclaration de Jaipur. Ce texte enjoint à ses signataires de resserrer la coopération dans le cadre du plan d'action, concerté et validé lors du premier Forum des parlementaires de BRICS, en 2015 à Moscou, et de renforcer le partenariat stratégique dans tous les domaines du développement durable, plus précisément dans ceux de la croissance économique, du développement social et de la protection de l'environnement.

Les premiers résultats de cette coopération sont déjà connus : la 135^e Assemblée de l'UIP, en octobre 2016 à Genève, a servi de cadre à une réunion des présidents et vice-présidents des parlements des pays de BRICS, organisée sur l'initiative de l'Inde qui assure en 2016 la présidence tournante de BRICS et ayant pour thème « La coopération parlementaire entre les pays de BRICS pour atteindre les objectifs du développement durable ».

La «puissance douce» des parlementaires à l'UIP

Comme l'a noté le président de l'Union interparlementaire dans sa Déclaration sur l'« Interaction entre l'Organisation des Nations Unies, les parlements nationaux et l'Union interparlementaire »¹², les parlements nationaux sont un trait d'union entre les gouvernements et les populations dont les intérêts ils sont censés représenter tous les jours lorsqu'il s'agit de traiter des problèmes de la paix et de la sécurité, du développement durable, de la démocratie, de l'égalité homme-femme et des droits de l'homme. C'est aux parlements qu'il appartient d'adopter des lois qui garantissent que chaque pays honore ses engagements internationaux.

L'UIP qui est une plateforme parlementaire internationale unique en son genre, possède un important potentiel quant à l'emploi des instruments de la « puissance douce »¹³, à savoir d'une « panoplie d'instruments et de méthodes pour atteindre les objectifs de la politique extérieure sans recourir aux armes, grâce aux médias et à d'autres leviers d'action »¹⁴. Et si la « puissance douce » de certains États oppresse traditionnellement toute alternative dans le monde pour imposer aux rivaux en puissance un complexe d'infériorité face à la partie de la civilisation hautement développée, dans le cadre de l'UIP il est tout simplement impossible d'édicter une approche universelle, l'unique qui soit bonne, puisque le groupe des pays « occidentaux » y est largement minoritaire par rapport aux autres pays, nations et civilisations.

Toujours est-il qu'il serait erroné de croire que l'Union interparlementaire se range toujours du côté de la Russie, ce qui ne serait pas possible dans cette assemblée à une grande diversité nationale et aux opinions souvent diamétralement opposées. La délégation de l'Assemblée fédérale russe à l'UIP a déjà eu une expérience de l'opposition lorsqu'en 2015 les délégations occidentales ont bloqué par tous les moyens le projet de résolution russe condamnant l'ingérence extérieure dans les affaires intérieures des États souverains. Or, le bon sens a pris le dessus, et en avril 2017 les parlements nationaux de 170 pays du monde, réunis en 136^e Assemblée de l'UIP, auront la possibilité de confirmer ouvertement et librement leur attachement au principe de la non-ingérence dans les affaires intérieures des États souverains. Voilà pourquoi il faut profiter activement de toutes les ressources de l'Union interparlementaire en tant que plateforme de contacts parlementaires bilatéraux qui offrent la possibilité de discuter « en tête à tête » des divergences des approches nationales de problèmes internationaux, divergences qui peuvent s'avérer moins radicales et ne suscitant pas absolument une opposition stricte et musclée.

Une ingérence dans la non-ingérence?

Evgueni Primakov avait écrit que l'échec du modèle unipolaire résultait de celui de l'exportation de la démocratie¹⁵. Imposer de force aux autres pays le « modèle occidental » de la démocratie sans tenir compte des particularités historiques, traditionnelles, économiques et sociales ou religieuses des pays en question a eu pour résultat les tristes conséquences observées aujourd'hui en Afghanistan, en Irak, en Libye et ailleurs.

L'histoire récente montre bien que pour une ingérence extérieure dans les affaires intérieures d'États souverains il est possible d'évoquer des motifs démocratiques et humanitaires illusoire pour donner des raisons à cette intervention. À l'époque actuelle, la communauté internationale qui agit par l'entremise de l'Organisation des Nations Unies est tenue de recourir à des moyens diplomatiques, humanitaires et autres méthodes pacifiques, conformément aux Chapitres VI et VII de la Charte des Nations Unies, uniquement pour protéger la population contre le génocide, les crimes de guerre, les purges ethniques et les crimes contre l'humanité. La Charte des Nations Unies dans son article 2 (7) stipule le principe de non-ingérence dans les affaires qui relèvent de la compétence intérieure de n'importe quel État¹⁶.

Les activités de l'Union interparlementaire en matière de l'opposition parlementaire à l'intervention dans les affaires intérieures des États souverains depuis ces vingt ans méritent un coup d'œil. La 97^e Assemblée de l'UIP (en 1997 à Séoul) a adopté une résolution « La coopération pour la paix et la stabilité régionales et mondiales ainsi que pour le respect de la souveraineté et de l'indépendance des États sous toutes leurs formes »¹⁷. La 104^e Assemblée de l'UIP (en 2000 à Jakarta) a adopté par consensus la résolution « Prévention des coups d'état militaires et autres contre des gouvernements démocratiquement élus et contre la libre volonté des peuples exprimée par la voie du suffrage direct, et mesures à prendre

face aux graves violations des droits de l'homme affectant des parlementaires »¹⁸. La 126^e Assemblée de l'UIP (en 2012 à Kampala) a adopté par consensus la résolution « Promotion et pratique de la bonne gouvernance comme moyen de favoriser la paix et la sécurité : tirer des enseignements des événements récents au Moyen-Orient et en Afrique du Nord »¹⁹. La 128^e Assemblée de l'UIP (en 2013 à Quito) a adopté la résolution « Responsabilité de protéger : le rôle du parlement dans la protection des civils »²⁰. La 132^e Assemblée de l'UIP (en 2015 à Hanoï) a été marquée par la résolution « La souveraineté nationale, la non-ingérence dans les affaires intérieures des États et les droits de l'homme dans le droit international »²¹.

La résolution « Le rôle du parlement dans la prévention de l'ingérence extérieure dans les affaires intérieures des États souverains », soumise à l'Union interparlementaire par la délégation russe en vue de son adoption par la 137^e Assemblée, se base sur la suprématie du droit international et le strict respect des dispositions de la Charte des Nations Unies dans leur ensemble. La disposition qui revêt une importance de principe stipule que la responsabilité pour la protection des civils incombe aux États. L'assistance internationale devrait être pacifique en premier lieu, en s'inspirant, si cela est justifié juridiquement et politiquement, du Chapitre VI de la Charte des Nations Unies. Le recours à la force militaire ne peut être justifié que dans des cas extrêmes et exclusivement sur la décision du Conseil de sécurité des Nations Unies. Se référant au Chapitre VII de la Charte, le Conseil de sécurité doit remplir ses fonctions prévues par ce texte en se guidant sur les principes fondamentaux et les normes juridiques exposées dans la Charte.

Certes, la souveraineté d'un État dans un monde contemporain hautement intégré ne peut pas signifier son indépendance totale ou d'autant plus son isolement du monde extérieur. La multiplication des dossiers que les États soumettent de bon gré à l'arbitrage juridique international ne signifie pas que

ces dossiers sont automatiquement enlevés de la liste relevant de la compétence nationale. Mieux : malgré les tentatives de plus en plus fréquentes, entreprises par certains pays, de justifier la nécessité de « renoncer à la souveraineté » au profit d'autres États, la souveraineté nationale est une condition *sine qua non* de l'existence des États et de l'ordre mondial en général. C'est pourquoi le principe de la non-ingérence revêt une importance fondamentale d'un « pont » indispensable et nécessaire jeté entre la structure traditionnelle, orientée sur les souverainetés, de la communauté internationale et la « nouvelle » attitude des États, basée sur une coopération plus étroite. Ce principe joue aujourd'hui le rôle de protection inaliénable que les États pourraient utiliser en sachant que les relations internationales intenses n'auront pas d'impact sur leurs intérêts intérieurs vitaux²².

L'UIP : demain commence aujourd'hui

Les événements politiques internationaux de ces derniers temps montrent clairement que la Russie ne pourrait pas être isolée, exclue du processus de l'adoption des décisions globales et que ces décisions ne pourraient pas être réalisées sans la participation russe. Il est évident que le boycott de la Russie a échoué. Elle a toujours utilisé pleinement son privilège de mener une politique extérieure souveraine et indépendante. La mission des parlementaires consiste à aider à établir des contacts de travail sur n'importe quel plateau, même si le « droit au dialogue » est mis en doute.

À la veille du vingtième anniversaire de la déclaration universelle sur la démocratie, adoptée par l'Assemblée de l'Union interparlementaire en 1997 au Caire, il serait logique d'attirer l'attention des membres de l'Union interparlementaire sur la promotion de la démocratie dans le monde en dénonçant la fausseté du postulat comme quoi la démocratie à l'occidentale soit la seule qui soit « bonne ».

Il serait d'une grande importance pour l'UIP de déclarer que la démocratie ne pourrait pas être ramenée à l'« accès aux urnes », qu'elle réside dans le droit fondamental du peuple d'élire ses dirigeants et d'influer sur les décisions qu'ils prennent, ce qui a été souligné par le président russe Vladimir Poutine dans un de ses articles magistraux²³. L'Union interparlementaire pourrait apporter ainsi sa contribution unique au renforcement de la démocratie aux niveaux national et international.

L'Union interparlementaire pourrait aussi poursuivre ses efforts pour encourager la lutte parlementaire contre le terrorisme à l'échelle planétaire, par exemple, en étudiant attentivement et en concrétisant l'idée suggérée par Ilias Oumakhanov, vice-président du Conseil de Fédération russe, et qui consiste à rédiger en commun une Charte antiterroriste des religions mondiales contre le fanatisme et le terrorisme²⁴.

Les députés ont intérêt à encourager une attention de plus en plus soutenue de l'opinion publique aux activités parlementaires pour promouvoir la coopération interparlementaire, notamment en traduisant et publiant les matériaux des Assemblées, en informant la société des réunions des organes de l'UIP pour lui donner la possibilité de s'informer des activités de la délégation russe à chaque Assemblée de l'Union interparlementaire.

L'Union interparlementaire devrait préserver son caractère unique et fondamental en tant que forum planétaire de députés. Et si la « montagne » (UIP) n'a pas pu, pour des raisons objectives, d'« accoucher d'une souris » sous forme de traités ou conventions, ses efforts soutenus en vue de rapprocher les parlements, de respecter la diversité des opinions méritent d'être considérés comme un phare qui indique aux générations actuelle et futures la voie vers la paix et la sécurité.

1. *L'Union interparlementaire de 1889 à 1939*. Publication du Bureau interparlementaire, Lausanne, Librairie Payot, 1939.

2. Vladimir Chvetsov : *Mejparlamentski soyouz*. [Union interparlementaire.] Moscou, éd. Mejdounarodnyie otnochenya, 1969, p. 8.
3. *L'Union interparlementaire...*
4. Édouard Kouzmin : *Mejdou prochlym i boudouchchim*. [Entre le passé et l'avenir.] Moscou, éd. Iourist, 2014, p. 306-307.
5. *Ibid.*, p. 310.
6. Valentina Matvienko : *Mejparlamentskoe sotroudnitchestvo prodoljaentsa*. [La coopération interparlementaire se poursuit.] //Parlamentskaya gazeta, le 20 novembre 2014. URL: <https://www.pnp.ru/opinions/2014/11/20/valentina-matvienko-mezhparlamentskoe-sotrudnichestvo-prodolzhaetsya.html>
7. URL: <http://www.council.gov.ru/activity/meetings/67767/transcript/>
8. <http://www.ipu.org/strct-f/statutes-new.htm>
9. Sergueï Lavrov : *Sdelat' mir stabilnym i bezopasnym*. [Rendre le monde stable et sûr.] //Mezdounarodnaïa jizn, N 10, 2015.
10. 198th Session of the IPU Governing Council (Lusaka, 20 March 2016). URL: <http://www.ipu.org/cnl-e/198/summary.htm>
11. K. Loukachik : *BRICS : itogui rossiïskogo predsedatelsva i vektory dalneïchego razvitiia*. [BRICS: bilan de la présidence russe et vecteurs du développement ultérieur.] //Mezdounarodnaïa jizn, N 2, 2016, p. 53.
12. Déclaration à l'Assemblée générale des Nations Unies : Interaction entre l'Organisation des Nations Unies, les parlements nationaux et l'Union interparlementaire. Adoptée par la Résolution A/68/272 de l'Assemblée générale des Nations Unies le 19 mai 2014.
13. Pour plus d'informations sur l'attitude de l'auteur envers le recours à la « puissance douce », cf. : Constantin Kossatchev : « *Miagkaïa sila* » s *jestkimi posledstviimi*. [Une « puissance douce » aux conséquences dures.] //Rossiïski journal iouridithceskikh issledovani (Revue russe des études juridiques), 2016, n° 1 (6).
14. Vladimir Poutine : *Rossia i meniaïouchtchiïsa mir*. [La Russie et le monde en changement.] //Moskovskie novosti, le 27 février 2012, URL: <http://www.mn.ru/politics/78738>
15. Evgueni Primakov : *Mysli vsloukh*. [Réflexions à haute voix.] Moscou, Rossiïskaïa gazeta, 2011, p. 154.
16. <http://www.un.org/fr/sections/un-charter/chapter-i/>
17. *Resolution adopted without a vote by the 97th Inter-Parliamentary Conference*, Seoul, 14 April 1997, <http://www.ipu.org>
18. *Resolution adopted by consensus by the 104th Inter-Parliamentary Conference*, Jakarta, 20 October 2000, URL: <http://www.ipu.org>
19. *Resolution adopted by consensus by the 126th IPU Assembly*, Kampala, 5 April 2012, <http://www.ipu.org>
20. *Resolution adopted by consensus by the 104th IPU Assembly*, Quito, 27 March 2013, <http://www.ipu.org>
21. *Resolution adopted by consensus by the 132nd IPU Assembly*, Hanoi, 1 April 2015, <http://www.ipu.org>
22. A. Cassese: *International Law*, Second Edition, Oxford University Press, 2005, p. 54.

23. Vladimir Poutine : *Demokratia I kachestvo gossouudarstva*. [La démocratie et la qualité de l'État.] //Kommersant, n° 20, 06 mai 2012.
24. I.Oumakhanov propose de rédiger et d'adopter une Charte antiterroriste des religions mondiales contre le fanatisme et le terrorisme, site internet officiel du Conseil de la Fédération de l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie, URL: <http://www.council.gov.ru/events/news/72223/>

Mots clés: Union interparlementaire (UIP), Organisation des Nations Unies (ONU), Charte des Nations Unies, diplomatie parlementaire, Assemblée interparlementaire de la Communauté des États indépendants (AIP de la CEI), principe de la non-ingérence dans les affaires intérieures des États.



**Sergueï Riabkov**

Vice-ministre des
Affaires étrangères de
la Fédération de Russie
sryabkov@mid.ru

Les relations russo-américaines après les élections :

« Nous serons
prêts à un nouveau
démarrage... »

Armen Oganessian, *rédacteur en chef de la revue La Vie Internationale* : Monsieur Riabkov, malgré la canicule estivale on ne voit pas la vie internationale « partir en vacances ». La Russie – quoique d’aucuns affirment encore que nous sommes dans l’isolement – est présente dans pratiquement tous les grands épisodes politiques mondiaux. Y compris celui de la campagne électorale américaine. Vous vous doutiez bien que je parle de la récente déclaration du président américain sur l’attaque de hackers contre la ressource web du Parti démocrate, piratage qui aurait été machiné par les services secrets russes.

Sergueï Riabkov : L’été est en effet bien chaud, au propre et au figuré. Nous sommes maintenant en plein tourbillon d’évènements et – je crois – en générons nous-mêmes quelques remous.

Pour ce qui concerne les États-Unis, c'est un consensus bipartite qui s'y est établi dans un élan antirusse. Nous nous retrouvons devant une situation où notre pays est sciemment et délibérément diabolisé, où il est accusé, à peu de choses près, de tous les péchés mortels. Les gouvernants américains et ceux qui les sous-tendent « par en bas », éprouvent un complexe certain à l'égard de la Russie. Ils voient en nous le mal presque omnipuissant, ce qui fait penser qu'ils souffriraient de graves troubles au niveau de leur perception du monde.

On en est venu aujourd'hui à nous accuser d'ingérence dans les affaires intérieures des États-Unis. Nous avons eu beau déclarer, et le confirmons une nouvelle fois, que qui que soit élu nouveau président des États-Unis, nous respecterons le choix du peuple américain. Imaginer qu'en piratant un quelconque serveur, la Russe veuille faire gagner des points à l'un ou à l'autre candidat, c'est probablement concevable pour des façonneurs d'image qui se font un nom en exploitant toute sorte de théories du complot, mais purement impossible en réalité.

Je regrette que cette histoire de piratage de serveurs du Parti démocrate, de son Comité national, brièvement jaillie en mars sans avoir eu alors d'autres développements, ait resurgi en pleine convention récente du Parti démocrate. Que les querelles entre partis américains se soient intensifiées, cela se comprend. Assurément, nous en apprendrons de plus belles encore sur les coups de com', mais cela montre que les challengers n'ont pas beaucoup d'arguments probants à avancer. Force est de constater que l'actuelle administration US est bien impliquée dans certaines « tacles » ignobles, ce qui ne l'honore pas.

Telle est bien, hélas, la réalité à vivre. Mais nous gardons notre calme : tous nos avis sont donnés, le secrétaire à la presse du Président russe, le ministre des Affaires étrangères se sont exprimés là-dessus, je n'ai tout simplement rien à ajouter.

Armen Oganessian : Monsieur Riabkov, ces derniers temps la presse a abondamment cité les déclarations de Donald Trump disant qu'il fallait améliorer les relations

avec la Russie. Combien sérieuses sont ces déclarations, à votre avis ?

Sergueï Riabkov : Je n'ai pas l'habitude de croire les paroles, surtout les paroles des politiques américains, des diplomates américains, quelle que soit leur rang. Il faut juger sur les actes.

Nous avons lu le programme du Parti républicain adopté à sa convention, nous suivons les déclarations de Donald Trump, nous avons étudié son discours au congrès. Le programme du Parti républicain, avec lequel il se met en campagne électorale avec Michael Pence comme candidat à la vice-présidence, consacre à la Russie des passages peints dans les pires traditions de ces derniers temps. On nous accuse de déstabiliser la situation, on dit que nous sommes une puissance agressive, que nous lançons un défi aux États-Unis, etc. Je ne voudrais pas reproduire ce verbiage. Mais voyez-vous, c'est à travers de ce programme que s'exprime le Parti républicain qui avait désigné monsieur Trump comme candidat. Les choses sont donc à considérer dans leur totalité pour embrasser le tableau dans son ensemble.

Bien entendu, des messages étaient envoyés de sa part qui donnaient des raisons d'attendre des changements. Ces attentes seront-elles réalisées ou non ? cela ne dépend en aucune façon de nous, mais uniquement de l'interlocuteur américain, du verdict des urnes, de la politique que conduira le nouveau président. Il faut noter que ces derniers temps, Trump a fortement dégringolé dans les sondages. Toutefois rien n'empêche le futur président, qu'il soit du Parti démocrate ou du Parti républicain, de voir d'un œil neuf « l'héritage » transmis par Barack Obama que rien ne permet d'appeler autrement que lourd, difficile et à problèmes. Rien n'empêche de porter un nouveau regard sur les opportunités et, sinon tourner la page (à ce propos, nous ne pouvons plus nous bercer d'illusions), au moins essayer de trouver un nouveau point de départ. De notre côté, nous serons prêts à un nouveau démarrage, je le déclare en toute responsabilité.

Il est une phrase qui a tout d'un lieu commun : « Le tango se danse à deux. » Eh bien, en notre personne le premier pour ce

tango est déjà en piste, alors qu'il reste encore au (à la) partenaire américain(e) de faire son choix, ne serait-ce qu'en commençant par décider s'il/elle veut ou non danser ce tango.

Armen Oganessian : Dans quelle mesure Donald Trump sera-t-il libre de décider de revoir les relations avec la Russie, s'il devient président ?

Sergueï Riabkov : La campagne électorale aux États-Unis, comme dans tout autre pays, se déroule d'après ses propres lois. Il reste moins de trois mois avant le scrutin, pendant lesquels beaucoup de choses pourront changer. Les règles de la campagne électorale supposent qu'on apporte des retouches à l'image du challenger, pour rénover la représentation qu'en a le public. Le profil de candidat « indépendant du système » est susceptible d'être sciemment modifié pour le rendre plus « mainstream », car personne aux États-Unis ne peut compter pour de bon sur la victoire sans se conformer aux tendances prédominantes dans les milieux sociaux influents.

Nous observons le même phénomène dans la campagne de Hillary Clinton. Le programme du Parti démocrate abonde en idées dont le premier à proposer était Bernie Sanders. Le texte a assimilé ce qui devait séduire les gens pour qui le principal candidat n'est pas le leur et qui avaient accordé la préférence, à l'étape de la primaire, au prétendant marqué au coin « hors système ».

Il est possible que le candidat qui remportera la prochaine élection sera en mesure de rompre l'inertie de la machine américaine. Cela est arrivé plus d'une fois aux différents moments de l'histoire des États-Unis. Cela se produira-t-il dans les circonstances actuelles et plus concrètement, dans les relations russo-américaines ? Franchement parlant, je me garderais de répondre par l'affirmative, car *primo*, les relations russo-américaines ne seront certainement pas parmi les priorités dont s'occupera le futur président des États-Unis. Un certain temps passera avant que Washington commence à réfléchir pour de bon à la façon d'organiser les relations avec la Russie. *Secundo*, c'est vraisemblablement dans le dossier russe que le

futur président américain, de quelque parti qu'il soit, consulera très scrupuleusement et très souvent son administration, tandis que leur comportement sera contrôlé avec un soin jaloux par l'establishment qui pense qu'« il n'est pas question de faire des concessions aux Russes », car ces derniers temps précisément les Russes avaient fait tellement de choses qui sapent les intérêts des États-Unis. Je me vois dans l'obligation de le dire et redire. Nous ne devons pas nous bercer de douces illusions ni caresser des rêves irréalisables.

C'est une réalité qui ne se laisse pas annuler ni refaire. L'inertie de la politique américaine se fera sentir même si le président des États-Unis dispose de pouvoirs suffisants pour la rompre, cette inertie. L'Histoire nous enseigne également que tôt ou tard, une fois de plus l'algorithme de nos relations changera. Et cette nouvelle fois, elles suivront une pente plus positive. À coup sûr, le baromètre montera. « Mais quand ? », il ne dépend que des Américains de donner une réponse à cette question.

Armen Oganessian : Monsieur Riabkov, les déclarations de Trump que le public américain serait las de la rhétorique antirusse, de la politique farouchement antirusse, signifient-elles qu'il mobilise ainsi les intentions de vote favorables ?

Sergueï Riabkov : Je ne surestimerais pas l'importance des déclarations que font, aux différentes étapes électorales, les candidats eux-mêmes et leurs équipes de campagne, ce qui ne veut pas dire qu'elles ne sont pas représentatives de l'opinion. Il faut bien reconnaître que les procédés de sondage américains sont bien avancés, si bien que les prises de pouls de l'électorat permettent d'en mesurer les moindres pulsations. Toutefois, je n'apprécierais pas au-delà de leur valeur les déclarations de campagne, car les déclarations sont très distantes des actes. Certes, c'est bien qu'il y ait des gens qui reprennent le sujet – un peu oublié aux États-Unis – sur l'organisation et le développement des relations constructives avec la Russie. À propos, nous ne délaissions pas, nous non plus, cet enjeu, et reprenons en refrain que c'est là notre objectif et qu'il appartient aux partenaires à Washington de faire leur choix. Encore

faut-il se demander : le slogan « Amitié avec la Russie » jouera-t-il un rôle positif aux élections? Là est la question.

L'électorat américain serait-il vraiment las du verbiage antirusse ? Certainement, une portion en souhaiterait voir arriver une alternative positive à l'actuelle dérive antirusse. Cependant, la lassitude générale de l'électorat américain provient surtout des problèmes qui grossissent au sein même de la société américaine. Les politiques en exercice, l'establishment washingtonien, les sénateurs et les membres du Congrès, les bonzes qui sièges au Capitole et font le lobbying des transnationales, leurs larbins qui, au cours des lunches dans les innombrables restaurants de Washington, règlent leurs problèmes en sirotant leur verre d'eau plate, tous ces « décideurs », ces « spin doctors », ces journalistes sans scrupules, bref toute cette camarilla, cette frange qui élabore la politique intérieure et extérieure américaine, n'apportent pas, hélas, de réponses aux questions de plus en plus nombreuses qui portent en tout premier lieu sur la situation actuelle nullement simple et sur l'avenir de la société américaine. Sur ce plan, la Russie se trouve plutôt « off ». Attendons voir comment tout cela se présentera plus tard.

Armen Oganessian : D'aucuns pensent qu'il ne faut pas attendre d'importantes nouvelles sur les relations russo-américaines avant les présidentielles américaines. Soudainement, on voit débarquer à Moscou le secrétaire d'État John Kerry qui mène pendant des heures d'horloge des négociations d'abord avec le Président Vladimir Poutine, puis avec le ministre des Affaires étrangères Sergueï Lavrov. Les Américains auraient-ils donc besoin de quelque chose, et tout de suite ?

Sergueï Riabkov : Le secrétaire d'État s'est exprimé en public à ce sujet, je ne voudrais pas me faire l'interprète des intentions et des objectifs de l'administration US. Je m'en tiendrai à rappeler qu'avant son déplacement de juillet à Moscou, et au cours de la conférence de presse commune avec Sergueï Lavrov dans la nuit du 16 juillet, John Kerry avait souligné qu'il était particulièrement important,

pour Washington, d'obtenir des progrès dans le dossier syrien. La difficulté des négociations de juillet et leur extraordinaire durée – quatorze heures d'affilée – viennent de ce que les Américains et nous-mêmes, nous voyons différemment ce qu'il convient de faire pour préparer la stabilisation en Syrie.

Nous pensons qu'il faut enfin assurer une séparation effective et non déclarative entre Daesh, interdit en Russie, et *Jabhat al-Nusra* qui s'est rebaptisé entre-temps, d'une part, et l'opposition dite modérée, de l'autre, et donner la possibilité de concentrer les efforts tant de la coalition menée par les États-Unis que de la Russie et des forces gouvernementales syriennes sur la lutte contre les terroristes, afin de réunir les conditions supplémentaires qui permettraient à l'opposition modérée de s'engager dans de réelles négociations directes et de poursuivre sa participation au processus coordonné par Staffan de Mistura.

Hélas, les États-Unis adoptent une démarche quelque peu différente et ont un autre ordre des priorités. Washington veut que Moscou et Damas ne fassent rien qui puisse – comme pensent les Américains – renforcer les positions du pouvoir légitime en place en Syrie, y compris dans sa lutte contre l'opposition. Les Américains insistent pour obtenir ce que j'appellerais un régime assez unilatéral et non-équilibré de cessation des combats. Les militaires américains voudraient que l'armée gouvernementale syrienne soit fortement « ligotée » par les arrangements russo-américains. Ce qui est inacceptable pour nous, bien entendu.

Naturellement, les contradictions subsistent au sujet du futur rôle de Bachar al-Assad. Voilà qui explique pourquoi, quand John Kerry était à Moscou, le tir à la corde – appelons les choses par leur nom – a été si long et pénible. Toutefois, nous nous sommes arrangés sur certaines choses, il y a une lente progression. La rencontre que notre ministre a eue ensuite avec John Kerry à Vientiane, en marge des sommets de l'ASEAN, a marqué un nouveau pas vers la stabilisation en Syrie. Nos militaires poursuivent leur travail non-stop, ils sont en contact direct.

Nous notons qu'il est important pour l'administration US – combien qu'il lui reste du temps au pouvoir – d'obtenir des

progrès qui lui sont souhaitables dans le dossier syrien, dans le dossier ukrainien dont on peut également discuter, dans d'autres questions encore. Washington estime que Barack Obama laissera ainsi un héritage positif, et c'est en faveur de cela que travaille, très activement, son secrétaire d'État. Pour ce qui nous concerne, nous faisons valoir nos priorités et protégeons nos intérêts.

Armen Oganessian : L'Occident reste intraitable à propos du sort de Bachar al-Assad. Les Occidentaux exigent que la Russie cesse de le soutenir. À propos, j'ai entendu des journalistes européens dire que la position occidentale manquait de suite dans ses jugements : al-Assad est déclaré dictateur, alors que Recep Tayyip Erdoğan, qui instaurera maintenant la peine de mort, ne le sera pas selon toute évidence. Est-il possible de trouver une solution au problème syrien sur le terrain politique ?

Sergueï Riabkov : Je suis obligé de constater à regret que l'idée que l'avenir de la Syrie est impossible à se représenter avec al-Assad, n'a disparu nulle part. On continue de nous répéter qu'il sera très problématique non seulement d'aménager un avenir pour la Syrie avec al-Assad, mais encore de trouver avec lui une solution comment passer à la phase dite transitoire. Dans ce cas-là, la divergence entre nous et les Américains n'est pas uniquement conceptuelle, mais aussi terminologique. Nous parlons d'un processus politique parce que « la période transitoire » comporte un double sens qui apporte de l'incertitude, au lieu de stimuler ce à quoi nous appelons, c'est-à-dire à la recherche des solutions basées sur les arrangements bénévolement intervenus entre les principales forces de la Syrie contemporaine.

On nous dit : « Plus le conflit dure, et moins il y a de chances que les Syriens puissent s'accorder entre eux. » Nous disons : « OK, mais qu'est-ce que vous avez fait pour que le conflit s'arrête le plus rapidement possible ? » Un exemple : en février, il nous a été promis de procéder à des mesures réelles qui permettront de comprendre où se trouvent les terroristes appartenant aux

deux organisations dont j'ai parlé, et où se trouvent les groupes prêts à se rallier au régime de cessez-le-feu et de participer à la poursuite du processus politique, autrement dit à s'entendre. Nous ne disposons pas sur les adversaires de Bachar al-Assad des informations aussi amples qu'en ont les États-Unis, la Grande-Bretagne, l'Arabie Saoudite, Qatar et d'autres pays qui entrent dans la coalition anti-Daesh dirigée par les États-Unis, par exemple la Turquie. Communiquez-nous donc ces informations, dites avec qui vous êtes en contact et travaillez, et alors nous coopérerons plus étroitement avec vous, et coordonnerons même avec vous nos initiatives, ce qui fera que vous, les collègues américains, vous aurez moins de raisons pour nous accuser de faire des choses inappropriées. Mais rien de pareil ne se produit pas. Les informations ne sont pas communiquées. Qu'est-ce que cela veut dire ? Une chose : il existe à Washington des mécanismes limiteurs intérieurs – ici je donne ma propre interprétation des choses –, des limiteurs empêchant d'exposer l'opposition syrienne au grand jour. Elle doit constituer une force qui pourra, si nécessaire, frapper de nouveau le gouvernement de Damas. Les déclarations des Américains du genre « nous sommes tous pour un processus politique », qu'ils répètent souvent, je les soumets donc à de fortes doutes. En réalité, cela se passe tout autrement.

Armen Oganessian : Monsieur Riabkov, il se passe tellement d'évènements dramatiques autour de nous, que l'on ne peut pas s'empêcher de penser que la majorité, sinon toutes les crises actuelles ont les mêmes raisons communes et profondes. M'accorderez-vous qu'avec la globalisation le monde est devenu très interdépendant, on dirait un vrai « effet papillon » de visu ?

Sergueï Riabkov : En effet, le monde est très interdépendant. Je ne voudrais pas qu'il devienne « monochrome », que les mêmes successions de séquences passent sur toutes les chaînes de télévision, même si CNN, Al-Jazira, Russia today ou la chaîne chinoise CCTV donnent des commentaires différents sur le

même évènement. Je ne voudrais pas que, disons, du Spitzberg à Punta Arenas situé à l'extrémité sud du Chili, les gens regardent les mêmes films et chassent les mêmes Pokémons. Pour l'instant, il se produit que les fluides qui émanent de la pensée, que les fantômes qui circulent sur les réseaux sociaux, que les engouements de la mode voyagent à travers le monde comme une pandémie, comme la grippe espagnole, et se répandent à la vitesse de l'éclair. Et l'humanité n'a pas même de simples respirateurs, sans parler d'antidotes ou d'antibiotiques, pour se prémunir ne serait-ce qu'un tout petit peu contre les toquades douteuses et se mettre à l'écart, s'il lui reste encore un brin de raison. Le phénomène ne mériterait pas qu'on en parle, si tout se limitait à l'engouement pour le tatouage extrême ou pour les godasses à semelles entièrement blanches, les chaussettes n'étant pas de rigueur. C'est « la vogue de la violence » qui arrive.

Il me semble parfois que les innombrables cinglés, vrais ou imaginaires, de notre époque, les hommes aveuglés par les idées suprêmes, ceux qui portent les ceintures d'explosifs, qui se mettent au volant pour écraser les touristes sur un quai ou bondent, armés d'un couteau, dans les endroits les plus inattendus, que cela soit un centre pour handicapés au Japon ou un train en Bavière, ou quelque part ailleurs, que ces hommes-là se contaminent mutuellement par un quelconque procédé mystérieux. Ils professent tous, consciemment ou inconsciemment, le credo formulé par le grand écrivain russe Fédor Dostoïevski dans le roman « Crime et châtiment » pour son héros, Rodion Raskolnikov : « Suis-je une créature tremblante ou ai-je *le droit* ? ». Le droit à quoi ? À ce que, si je porte dans mes mains le « drapeau virtuel » d'une des religions mondiales, il faut l'instaurer fermement partout, y compris au prix du sang des autres ? Ou bien le droit à « purifier » sa nation et la débarrasser de ceux qui ne suivent pas les vagues préceptes ancrés – j'en suis certain – dans la tête de Breivik et enfermés maintenant avec lui dans sa cellule ?

Je n'affirme pas que la réponse à cette question ressemblera à celle donnée par Dostoïevski lui-même, que « tout est permis » s'il

n'y a pas de Dieu dans l'âme, et que Rodion doit assassiner la vieille usurière à coup de hache. Je ne suis pas sûr que cette corrélation existe, mais j'admire la géniale présentation de cette idée capitale dans le grand roman. Il est évident que pour beaucoup de gens, l'impératif catégorique de Kant n'est plus tellement catégorique, alors que la grande majorité de ceux qui surfent 24 heures sur 24 sur Facebook et WhatsApp n'en ont jamais entendu parler. Les normes de la morale, les arrêtoirs éthiques sont cassés, les plombs et les sceaux importants sont brisés à tel point, les freins lâchent si vite que par moments, cela devient inquiétant. Je crois que c'est l'une des conséquences de la globalisation.

Quelle que soit le milieu culturel où vivent les hommes – la société multiculturelle présentée comme objectif à atteindre et de plus en plus instamment imposée à la population par les politiques occidentaux, ou la société monoculturelle et plus traditionnelle, ou encore la société tout à fait archaïque –, les distorsions se produisent toujours, bien que les religions aient dicté depuis des siècles aux hommes un code de conduite responsable et que, semble-il, les civilisations se soient pénétrées d'idées humanistes. Malgré cela, nous assistons à un enchaînement incessant d'événements tragiques et troublants. Ce n'est pas une simple occasion pour engager des discussions. Tel un son de cloche, c'est un puissant rappel à ce qu'il faut enfin concentrer les efforts et les ressources politiques, intellectuelles, matérielles, militaires, juridiques, pour couper les flambées pandémiques de haine et de violence.

Armen Oganessian : Ces derniers temps, le refroidissement des rapports entre les États-Unis et la Turquie s'est manifesté sous différents aspects et formes. Dans ce contexte, une question se pose : la tentative de coup d'État en Turquie ne pouvait-elle pas être manipulée par des forces extérieures ou inspirée par celles-ci ?

Sergueï Riabkov : C'est difficile à dire, je ne voudrais donc pas me lancer dans des spéculations gratuites. Je pense que dans ce cas, l'essentiel et le principal résident quand même dans

les ressorts intérieurs. Toutefois, nous voyons combien graves sont les problèmes qui apparaissent dans la période après l'échec du coup d'État.

La Russie, comme vous le savez, s'est placée et reste toujours et très fermement sur la plate-forme de soutien au pouvoir légitime de ce pays. Nous l'avions déclaré à maintes reprises et publiquement. Anticipant sur les possibles remarques ironiques, je dirai que la Russie est à l'avant-garde des efforts internationaux pour reconnaître illégitimes les tentatives anticonstitutionnelles de coups d'État. Nous déposons toujours à l'ONU des propositions concrètes à ce sujet. Le concept qui rejette les coups d'État comme moyen du changement institutionnel est profondément examiné, chez nous, du point de vue politique et juridique. C'est une question très complexe qui donne lieu à des débats houleux sur les carrefours internationaux. Nous restons malgré tout attachés à cette ligne, car voyons combien largement l'instabilité dangereuse s'est-elle répandue dans le monde. Nous guidant sur cette démarche, nous appuyant sur elle, nous avons établi notre position à l'égard de la Turquie au moment où elle s'est retrouvée dans une passe difficile.

Armen Oganessian : Si Recep Tayyip Erdoğan n'avait pas présenté des excuses pour l'avion russe abattu, nous soutiendrions quand même le pouvoir officiel turc ?

Sergueï Riabkov : Je dirai que oui. D'ailleurs, nous saluons les pas faits par le Président Recep Tayyip Erdoğan et tous les dirigeants turcs vers la normalisation de nos relations bilatérales. Sans perdre littéralement un seul jour, nous nous sommes engagés dans la voie qui mène vers le rétablissement des rapports. Les pays comme la Russie et la Turquie, qui sont voisins et acteurs dans de nombreux processus, ne peuvent pas se permettre de rater l'occasion d'établir des relations positives. Ankara a quand même tiré des conclusions de la tragédie survenue l'an dernier. Nous nous en félicitons et espérons que le développement des relations se poursuivra dans la prochaine période.

Armen Oganessian : Monsieur Riabkov, en organisant les manœuvres *Anaconda*, l'OTAN s'est montré capable de concentrer une importante force militaire devant la frontière russe. L'OTAN explique son comportement par la menace russe contre l'Europe. Nous assistons à une constante avancée des forces armées de l'OTAN plus près de la frontière russe, surtout dans les pays baltes. La pression se fait sentir aussi du côté de la mer Noire. Pensez-vous qu'il s'agit d'une simple démonstration, ou bien il y a un risque de guerre qui ne sera pas seulement froide ?

Sergueï Riabkov : Nous avons appris avec inquiétude les décisions qui augmentent la présence militaire assurée par rotation, mais en réalité le déploiement des effectifs permanents de pays de l'OTAN à proximité de notre frontière – en Lituanie, en Lettonie, en Estonie et en Pologne. Je tiens à dire que les choses ne se limitent pas aux quatre bataillons de composition nationale mixte. Il s'agit aussi de l'installation, ces prochaines années, de dépôts avancés de matériels suffisants pour équiper plusieurs brigades motorisées de l'armée de terre US. On déploie aussi les structures d'état-major, on augmente le groupement aérien dont les avions patrouilleront y compris au-dessus des pays baltes. D'après nos observations, les marines de guerre de pays de l'OTAN se préparent, au cours des exercices de patrouille opérationnelle, à mener des opérations dans les zones maritimes et les régions qui se trouvent bien plus près de la frontière russe que ce n'était précédemment. L'intensité des exercices de l'OTAN augmente, leur extension est très considérable.

On veut nous faire croire – pour la circonstance, le communiqué final du sommet de l'OTAN a été truffé de passages « comminatoires » – que tout cela est une réponse à la « conduite agressive » de la Russie, notamment à son « soutien aux séparatistes » dans le sud-ouest de l'Ukraine, etc. Franchement, cette façon de l'OTAN de voir les choses « de l'autre côté du miroir » nous met en plein désarroi. Les miliciens du Donbass (le mot « séparatistes », les otanais peuvent toujours le remâcher entre eux)

opèrent dans la région où depuis toujours, depuis des siècles habitent les populations russes et russophones. Cela se passe au milieu de l'espace eurasiatique, où les siècles ont brassé les familles à tel point qu'il n'est plus possible de comprendre que faut-il considérer comme terre natale, d'où qui est venu, qui s'est marié à qui...

Quand nous voyons un destroyer de classe *Arleigh Burke*, armé de missiles antibalistiques et de croisière, de missiles d'attaque *Tomahawk* de portée intermédiaire, à une trentaine de milles marins de Kaliningrad, ou quand nous avons vu récemment, à l'occasion d'un nouvel exercice *Sea Breeze*, toute une gamme de bâtiments de l'OTAN, conduits par de grands navires de l'US Navy, au port d'Odessa, ou encore quand nous voyons les chasseurs modernes de l'OTAN basés à une distance de sept ou dix minutes de vol de Saint-Pétersbourg, nous nous demandons : est-ce que c'est « la Russie agressive » qui les a invités là, dans cette proximité ? Aurions-nous fait quelque chose de pareil à trente milles de la base navale américaine à Norfolk ? Ou déployé nos avions quelque part à cinq minutes de vol jusqu'à Long Island, dans l'État de New York ?

Ce n'est même plus de la géométrie variable... Lorsqu'il n'est plus possible de chasser des esprits « de l'autre côté » leur otanocentrisme, leur américanocentrisme, leur obstination à présenter comme « le nombril de la terre » la civilisation occidentale, on commence à comprendre pourquoi en sont-ils venus à affirmer que c'est la Russie qui « se rapproche de la frontière de l'OTAN ».

Mais alors nous voulons demander aux présomptueux stratèges otanais : s'il existe un otanocentrisme, pourquoi nous refusez-vous le droit au russocentrisme ? C'est comme si on faisait une projection sur le globe : selon les angles de prise de vue, on retrouve au centre les régions et les territoires différents. Pour nous il est évident et irréfutable que c'est précisément de la Russie que se rapprochent les potentiels militaires, que c'est autour de nous que sont implantées les bases, que se développent les défenses *ABM*. Cette façon d'aborder la question est non seulement légitime, mais encore l'unique possible, si l'on tient vraiment à sa propre sécurité. Tel est notre angle de prise de vue, il est impossible de l'« annuler ».

Armen Oganessian : Monsieur Riabkov, je voudrais me rappeler du document signé entre la Russie et l'OTAN en mai 1997 : de l'Acte fondateur sur les relations, la coopération et la sécurité mutuelles entre la Fédération de Russie et l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord. La tonalité même de ce texte supposait un partenariat serré. Peut-on dire que l'OTAN s'écarte des clauses fixées dans cet Acte ?

Sergueï Riabkov : Ma réponse est oui. Qui plus est, à la veille du sommet de l'alliance à Varsovie, et puis au cours de cette conférence, certains de nos voisins proposaient de renoncer officiellement à l'Acte fondateur. Ils voulaient que l'OTAN déclare unilatéralement que ce document est caduc. Je voudrais leurs dire : « Merci de votre honnêteté. » Nous ne doutions même pas que les gouvernements de ces pays poussent sciemment et délibérément les choses à l'aggravation des relations entre la communauté occidentale, y compris son Alliance de l'Atlantique Nord, et la Russie.

À l'époque où les pays de l'Europe centrale et orientale passaient par l'étape qui les préparait à l'entrée dans l'OTAN, les « vieux-otanis » nous disaient : patientez un peu, ils rallieront l'alliance, et alors tout s'arrangera, leur attitude envers vous deviendra tout autre – calme, normale. Mais c'est le contraire que nous voyons maintenant : la tension monte, la politique russe n'est pas tolérée et la Russie n'est pas supportée, ni comme voisine, ni – plus encore – comme partenaire. Cette option se manifeste, en fait, dans le comportement de tous ces pays surtout dans les dossiers de sécurité dure, de sécurité militaire. Voilà qui est regrettable.

Pour ce qui concerne l'engagement, inscrit dans l'Acte fondateur, de ne pas déployer en permanence sur le territoire des « jeunes » pays de l'OTAN des forces de combat substantielles, nous avons maintes fois proposé à l'OTAN de nous entendre sur le contenu du terme « les forces de combat substantielles ». Nous disions alors que pour en donner une définition générale, c'est probablement l'échelon de la division qui conviendrait. L'OTAN n'a pas soutenu cette proposition. Nous voyons maintenant avec quelle ampleur sont menés les préparatifs, enroulés dans

une astucieuse enveloppe verbale, en affirmant notamment que ce déploiement n'est pas permanent. De notre point de vue, cette rotation est pire que la présence permanente, car la rotation suppose que des effectifs numériquement beaucoup plus importants, que les contingents fournis par différents pays « explorent » ces régions, s'y adaptent sur le plan opérationnel, apprennent comment y travailler. On voit à la clé que les pays de l'OTAN violent carrément et indubitablement l'engagement inscrit dans l'Acte fondateur, tout en essayant de prouver le contraire.

Armen Oganessian : Notre réaction ?

Sergueï Riabkov : Notre réaction est calme et concrète. Nous ne dramatisons pas le contexte politique général. Strictement parlant, il n'y a rien d'autre à attendre de l'OTAN actuel. Toutefois, au niveau de notre planification militaire, nous prenons en considération ce qui se passe. Malheureusement, après une longue période de calme relatif et d'absence de raisons de nous alarmer, la situation sur l'axe stratégique occidental a recommencé de s'aggraver. Nous en tirons des leçons. Le Président de la Fédération de Russie Vladimir Poutine a déclaré, lors d'une récente réunion des ambassadeurs et des représentants permanents de la Fédération de Russie, que nous ne nous laisserons pas entraîner dans une nouvelle confrontation ni dans la course aux armements.

Armen Oganessian : Mais qu'est-ce qui se passe vraiment du côté de l'OTAN : est-ce une préparation à la guerre ou une tentative de faire peur à la Russie pour qu'elle fasse des concessions au niveau de sa politique extérieure et, pourquoi pas, intérieure ?

Sergueï Riabkov : Je suis persuadé que la guerre n'aura pas lieu, et que ces événements ne sont rien d'autre que la traditionnelle manière des Occidentaux de rouler des mécaniques, une nouvelle tentative de « remettre la Russie à sa place ». C'est aussi une tentative de complaire à ceux des pays situés sur les flancs est et

nord-est de l'OTAN qui, en cette période nullement facile entre la Russie et l'Occident, veulent en profiter dans leurs propres buts égoïstes et dictés par la conjoncture, autrement dit recevoir des « bonus » : une importante présence physique de soldats d'autres pays, la construction d'ouvrages, etc. Les politiques dans les pays en question s'accrochent à ce qui se passe pour garantir à eux-mêmes et à leurs électeurs une attache plus solide avec la « souche occidentale », avec « la souche de la communauté occidentale ».

Il n'y a pas de raisons d'envisager un conflit de grande envergure, mais je ne peux pas ne pas dire qu'il existe, qu'il augmente même le risque d'incidents aléatoires. Aussi avons-nous salué l'initiative du Prédésident finlandais Sauli Niinistö, et le Président russe Vladimir Poutine a-t-il soutenu sa proposition dans la conversation avec son homologue finlandais. Il faut voir ce que l'on peut faire encore pour garantir une plus grande sécurité des vols d'avions militaires au-dessus de la mer Baltique. Nous avons transmis nos idées aux pays de l'OTAN. Il en a été question à la réunion de juillet du Conseil Russie-OTAN. Nous attendons la réaction. Il est dans notre intérêt que la prévisibilité s'améliore.

Armen Oganessian : Monsieur Riabkov, dites-nous, en votre qualité de vice-ministre qui chapeaute la politique latino-américaine, y compris les BRICS, quelles démarches seront faites pour renforcer le groupe des BRICS ?

Sergueï Riabkov : Ce format doit se réaliser dans les projets concrets et les actions concrètes. Notre projet-phare – la Nouvelle banque pour le développement des BRICS – a récemment confirmé le financement de la construction de petites usines hydroélectriques en Carélie. C'est un détail important, qui illustre bien par quels moyens le groupe des BRICS va-t-il s'affirmer et se consolider.

Concernant notre agenda politique, il faut étendre notre travail à de nouveaux dossiers. Nous coopérons étroitement sur ce plan avec la présidence indienne. Je pense que le sommet qui se réunira en octobre à Goa montrera que le groupe des BRICS continue de se renforcer et d'avancer.

Armen Oganessian : Que pensez vous de l'avenir de la coopération russo-cubaine ?

Sergueï Riabkov : Le récent 90^e anniversaire de la naissance de Fidel Castro a été l'occasion de nous rappeler le glorieux parcours de nos pays dans les années qui avaient suivi la révolution cubaine. Nous sommes sur le point de déboucher sur de grands projets dans la métallurgie et l'énergie, nos contacts politiques sont très intenses et productifs. Les responsables cubains, avec à leur tête Raul Castro et el Comandante Fidel, conduisent une politique sage qui accorde à la Russie un rôle exceptionnel, absolument spécial. Nous leurs en sommes reconnaissants, et tâchons de répondre de la manière tout aussi constructive.

Armen Oganessian : Que faut-il faire pour qu'au lieu de l'actuel recul commercial et économique avec l'Amérique latine, on sente que les relations progressent ?

Sergueï Riabkov : Il faut enlever les barrières devant le commerce, et pas seulement tarifaires, il faut diversifier les exportations et les importations, malgré la fluctuation des cours de change. Les contacts directs entre hommes d'affaires sont bien payants. Nous finalisons aujourd'hui une série de nouveaux projets dans le high-tech, notamment la pharmaceutique et les biotechnologies. D'ici la fin de l'année ces projets seront lancés. Vous verrez que les relations avec l'Amérique latine prendront non seulement de nouvelles couleurs, mais aussi une nouvelle qualité.

Mots clés : relations russo-américaines, campagne électorale américaine, Donald Trump, Hillary Clinton, globalisation, BRICS, Amérique latine.

Partenariat stratégique russo-chinois basé sur la confiance : modèle pour le XXI^e siècle

Vitali Vorobiov

Maître de recherches senior au Centre d'études de l'Asie de l'Est et de l'OCS auprès de l'Institut (Université) d'État des relations internationales de Moscou (MGIMO) du ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire
vorobev@mgimo.ru

L'année 1976 est censée marquer la fin de la décennie trouble appelée la « Révolution culturelle » chinoise. Mao Zédong, l'inspirateur et le metteur en scène de ce spectacle de masse qui a profondément traumatisé l'ensemble de la société chinoise, mourait début septembre. Un mois plus tard, la Bande des Quatre instigateurs de cette activité fondée sur l'idéologie ultragauchiste était arrêtée. Le pays se calmait peu à peu et se posait déjà la question de la voie à choisir pour se faire valoir dans l'arène internationale.

Les relations soviéto-chinoises étaient alors frigorifiées au point que leur simple dégel paraissaient à presque tout le monde une possibilité théorique sinon illusoire. Mais comme le dit un sage proverbe chinois, « les deux qui se battent perdent et les deux qui coopèrent gagnent ». Les besoins vitaux effectifs des deux pays limitrophes ont poussé les choses pour les faire avancer dans la voie optimiste. Le sommet de Pékin entre Mikhaïl Gorbatchev et Deng Xiaoping en mai 1989 a marqué avec force l'achèvement de la normalisation des rapports pour les mettre sur les rails du développement progressif infaillible menant du passé vers l'avenir. Le coup

d'envoi a été frappé avec une telle puissance que le départ inattendu de l'Union Soviétique de la scène en décembre 1991 n'a pas freiné ce mouvement. Mieux : l'apparition d'un nouvel État russe indépendant l'a rendu plus riche en couleurs et en intensité.

Boris Eltsine qui a pris l'avion pour Pékin en avril 1996 a trouvé opportun de créer une formule particulière pour faire valoir le niveau et la qualité des relations russo-chinoise : un partenariat stratégique basé sur la confiance et tourné vers le XXI^e siècle. Transmise d'urgence du bord de l'avion présidentiel à Pékin via Moscou, elle a trouvé faveur auprès de la direction chinoise. Introduite dans le langage politique des deux pays, cette formule définit depuis vingt ans d'une manière précise et équilibrée les relations bilatérales qui ne sont pas une alliance mais un format dialectiquement dynamique. Le Traité d'amitié, de coopération et de bon voisinage signé en 2001 sous la présidence de Vladimir Poutine a consacré la logique de coopération et a repoussé les horizons de la coopération pour la rendre universelle, en posant des repères de son développement fructueux à très long terme. « Amis pour toujours, jamais ennemis », résumant leur attitude les décideurs pékinois dans un style aphoristique et vigoureux.

L'ampleur symphonique et une riche palette instrumentale des échanges russo-chinois contemporains sont un résultat surprenant d'une série d'efforts mutuels soutenus. Un sondage prudent d'intentions pour déterminer les opportunités, les moyens de faire bouger les choses, typique pour le début des années 1980, a fini par susciter des échos. Les réactions réciproques étaient d'abord entravées par les résidus quasi-idéologiques toxiques et subissaient l'impact des idées reçues, des clichés et soupçons inventés de toutes pièces, les étiquettes distribuées à qui mieux mieux par le passé et les surnoms dont on s'affublait mutuellement pesant très lourd. Au fur et à mesure de l'application de la politique des petits pas pour encourager la confiance réciproque, ces démarches

prenaient forme de projets créatifs, de foyers de coopération réciproquement utile et de couloirs d'échanges dans divers domaines dont la politique extérieure. Dès 1984, les ministres des Affaires étrangères des deux pays ont pris l'habitude de se retrouver en marge des réunions de l'Assemblée générale des Nations Unies à New York.

Pour se faire une idée approfondie de la manière dont l'aliénation, les préjugés et le scepticisme ont été surmontés et la charpente des relations russo-chinoises foncièrement nouvelles, mise en place, pour suivre la formation et le renforcement de leurs points de repère, il suffit de lire un ouvrage de Guennadi Kireev, diplomate et sinologue: « Russie-Chine. Pages inédites des négociations aux frontières »*. Pas très volumineux et à petit tirage (700 exemplaires), il est paru il y a dix ans, en été 2006, et a vite capté l'intérêt des chercheurs qui n'a pas faibli depuis, ce qui n'a rien d'étonnant. L'auteur qui s'est initié à la sinologie dès les années 1950 y est resté fidèle jusqu'à la fin de ses jours. Loin d'être un simple témoin, il s'est immergé dans toutes les marées hautes et basses des relations bilatérales. Pendant la période de leur normalisation, il a joué un rôle actif et important en posant des pierres angulaires du partenariat stratégique et en accomplissant des missions que lui confiait le gouvernement pour résoudre toute une série de problèmes délicats avec la Chine, hérités du passé et tournés vers l'avenir.

La trame factuelle est présentée dans l'optique de l'analyse des activités sous-jacentes pour montrer comment les choses ont été concoctées, ce qui rend cet ouvrage particulièrement précieux et intéressant. L'auteur met en lumière les moments clés de la formalisation de la prise de position, ce qui s'avère parfois non moins compliqué que le jeu tactique au fil des dialogues devant la table des négociations. Il s'attarde sur la

* G.V. Kireev : *Rossia-Kitai, Neizvestnye stranitsy pogramitchnykh peregovorov.* [Russie-Chine. Pages inédites des négociations aux frontières.] Encyclopédie politique russe, Moscou, 2006, 416 p.

recherche subtile de la forme appropriée pour convaincre le partenaire, ayant en ligne de mire des résultats mutuellement acceptables, sans ménager son temps ni ses forces. Certains propos de l'auteur, notamment au sujet des frontières, touchent de manière intrigante à une reconsidération fondamentale de certaines idées reçues qui ont la vie dure.

Le vingtième anniversaire du partenariat stratégique russo-chinois est une belle occasion d'évaluer à sa juste valeur ce qui a déjà été fait et de tracer des liens entre le passé et le présent des relations bilatérales.

L'invariable géométrie de la frontière

La solution du problème de la frontière du côté russe, problème qui s'est imposé à l'ordre du jour bilatéral dès le début des années 1960, a pris quarante ans (1964-2004). Du point de vue historique, ce n'est pas beaucoup, vu la longueur de la frontière – 4 300 km, le relief accidenté et surtout l'amplitude des fluctuations dans l'atmosphère et les relations entre les deux États à l'époque, la frontière étant un baromètre sensible aux températures politiques.

Trois instruments de ratification rédigés respectivement en 1991, 1994 et 2004, c'est-à-dire des textes validant définitivement les traités, mettent fin à l'ensemble des problèmes qui avaient suscité litiges, reproches mutuelles et conflits et donné matière à de longues négociations méticuleuses sur plusieurs années, pénibles et filandreuses.

La frontière russo-chinoise dont la destination juridique et formelle est de séparer avec précision les territoires des deux pays sert aujourd'hui de symbole de bon voisinage en devenant à vue d'œil un pont jeté entre les deux grandes puissances mondiales, les deux nations. Il est aujourd'hui indéniable que le partenariat stratégique compte parmi ses piliers principaux le règlement définitif des problèmes relatifs à la frontière qui a été rendue visible sur toute sa longueur par des efforts conjoints.

Un fait d'importance capitale échappe cependant à l'attention : la géométrie de la frontière russo-chinoise actuelle suit fidèlement le tracé datant d'il y a 150 ans et établi en vertu du Traité de Pékin de 1860.

Les nouveaux accords stipulent l'emplacement précis de la ligne frontière dans le chenal navigable principal des fleuves, principe établi dès 1964 en lieu et place du procédé maladroit consistant à compter à partir des berges et contenu dans le Traité de Pékin. En procédant de cette manière, l'appartenance des îles situées sur les fleuves en question, notamment au large de Khabarovsk, restait non définie par les deux parties. Or, tous les repères principaux et topographiques marqués en 1860 demeurent les mêmes. Cela veut dire qu'il n'y a pas eu question de litiges territoriaux ou concessions au cours des dernières négociations. Les parties se sont mises d'accord sur les problèmes qui ont surgi sur la frontière déjà existante et qui n'a été contestée par personne.

À l'instar du Traité de Nertchinsk de 1689, le premier acte juridique dans l'histoire des relations bilatérales portant notamment sur la démarcation des territoires, le Traité de Pékin faisait une priorité de la délimitation et séparation des domaines nationaux avant de tracer la frontière. Dans cette optique, il supprimait pour la plupart les clauses correspondantes du Traité de Nertchinsk sans le déclarer directement.

En effet, l'Empire russe prit possession en 1860 de plus de 1 million de kilomètres carrés de terres, y compris la partie nord du bassin du fleuve Amour et le Primorié ayant appartenu à l'Empire chinois en vertu du texte de Nertchinsk. Le Traité de Pékin fut avalisé par l'empereur de Chine. Le gouvernement de la République populaire de Chine a toujours officiellement reconnu que ce texte était juridiquement contraignant, quelles que soient les épithètes politiques et morales qui lui sont attribuées en Chine.

Toujours est-il que les Chinois ne cessent pas de se rappeler et de rappeler aux autres de nombreuses « terres perdues » au XIX^e siècle, notamment sous la pression politique extérieure

exercée par la Russie tsariste qui menait son jeu en Extrême-Orient, parmi d'autres pays occidentaux, en profitant des « faiblesses » de la Chine de l'époque et de la cour impériale. Des cartes des possessions de l'Empire et de leurs frontières sous diverses dynasties sont souvent exposées et éditées, quoiqu'elles soient parfois hypothétiques. Certaines représentent les terres que la Chine a « perdues » au profit de la Russie. Ces documents reflètent et illustrent les vieilles idées bien ancrées en Chine au sujet des particularités de la formation de son territoire et de l'intégration de diverses ethnies à l'État-nation depuis des temps les plus éloignés. Il serait insensé et inutile d'ignorer ou de rejeter ces opinions au risque de ne pas voir clair dans la logique des gestes mentaux des Chinois, qu'il s'agisse de la théorie scientifique ou des affaires pratiques. Ce qui n'exclut pas du tout une approche critique et objective pour aborder certains de leurs aspects.

Puisqu'après la formation de la République populaire de Chine les cartes de ce genre n'ont pas semblé aux autorités officielles un argument suffisant pour avancer l'exigence de rendre ces terres, il serait au moins incorrect de faire l'amalgame entre leur existence et la réalité des réclamations territoriales ou de parler de l'« agression cartographique ». D'autant plus que les parties ont contracté des engagements réciproques formalisés dans le Traité de 2001 en certifiant l'absence de prétentions territoriales mutuelles.

Force est d'admettre que tout pays a sa manière de raconter et d'interpréter son histoire nationale et que les cartes historiques qui y sont publiées l'illustrent bien (il suffit de jeter un coup d'œil à la plupart des anciennes républiques soviétiques). Ces cartes sont parfois choquantes, mais l'essentiel est de faire en sorte que les approches pareilles ne déteignent pas sur les échanges politiques avec les autres pays, d'empêcher de glisser dans une propagande spectaculaire mais vide de sens et servant les intérêts du moment.

Il est à noter qu'à l'époque soviétique le tronçon centrasiatique de la frontière, de la Mongolie à l'Afghanistan, a fait l'objet d'un

examen minutieux lors des négociations avec la Chine. Dans la seconde moitié du XIX^e siècle la cour impériale chinoise opposa à plusieurs reprises son veto à des traités déjà signés par les fonctionnaires. Le gouvernement tsariste accepta de les réviser et de passer des compromis – c'est dire que le Pékin de l'époque n'était pas veule et docile et qu'il ne se soumettait pas sans se révolter à la pression étrangère lorsqu'il était question de la démarcation de la frontière.

Le relief vigoureux de la haute montagne prévalant dans le secteur, la frontière était parfois délimitée « au pif », c'était la « topographie supposée » donnant lieu à plusieurs incohérences telles que « deux » pics Khan-Tengri. Le secteur du Pamir resta en suspens, ne pouvant pas être décrit avec précision dans les documents juridiques internationaux. Une très large partie des problèmes purent être réglés au cours des négociations, cependant les « trous » ou « blancs » restaient encore nombreux.

N'oublions pas que les règlements en vigueur à l'époque soviétique ne prévoyaient pas la participation des collectivités locales, même régionales, à la solution des problèmes de la frontière. Toutes les décisions à chaque étape étaient prises à Moscou de manière hautement centralisée. C'est la direction du Parti communiste qui avait le dernier mot. Dans ce contexte, certaines démarches semblent aujourd'hui littéralement visionnaires. Premièrement, les propositions de tâcher d'obtenir des accords sur certains secteurs de la frontière difficiles d'accès et situés dans diverses républiques soviétique « dans un paquet unique » ont été jugées inconvenables, et deuxièmement, la délégation soviétique a pris l'initiative, à la charnière des années 1980 et 1990, de tenir les chefs d'État et du Parti en Asie Centrale informés des résultats obtenus et des problèmes épineux, notamment dans l'intention d'ajouter au bagage des négociateurs de nouvelles variantes de compromis.

Il paraît que ces démarches ont été appréciées à leur juste valeur, car après le démantèlement de l'URSS les États qui en

sont émergés – le Kazakhstan, la Kirghizie, le Tadjikistan – ont accueilli favorablement l'idée de former une délégation unique avec la Fédération de Russie pour traiter des affaires relatives à la frontière et ont avalisé les accords préalables sur le secteur centrasiatique de la frontière obtenus lors des négociations soviéto-chinoises. Il est vrai que sur ce dernier point, ils ont tenu en haleine Moscou et Pékin car chacun de ces États centrasiatiques était à l'époque sous la coupe de braillards pour qui cette indépendance tombée du ciel était un prétexte de rompre publiquement avec l'héritage soviétique dans son ensemble. Cette attitude clairvoyante a sûrement permis aux voisins centrasiatiques de la Chine, conscients de leurs besoins et de leurs objectifs, de déboucher au courant des années 1990 sur les solutions optimales, parfois originales et insolites, notamment de dénouer le nœud du Pamir.

Ce mécanisme intergouvernemental innovant, à savoir une délégation commune où personne ne faisait pression sur personne, personne ne prodiguait de reproches, mais au contraire, le concept de solidarité était cultivé au même titre que le respect de l'individu dans des situations concrètes, ce mécanisme s'est avéré efficace, et non seulement pour en finir avec le problème de la frontière. Il encourageait la créativité collective, orientait les débats vers le résultat et la performance, développait la culture du consensus qui était une grande valeur unificatrice à l'époque et qui a eu par la suite un important impact positif sur la coopération dans sa dimension politique, contribuant à engendrer l'Organisation de coopération de Shanghai qui a soufflé ses 15 bougies en juin dernier.

Le remplissage du réservoir de confiance

Cette progression rapide des relations bilatérales engagées dans la voie menant du passé vers le futur, cette acquisition par la coopération des traits caractéristiques du partenariat stratégique universel n'aurait pas eu lieu si l'espace de l'entente

mutuelle n'était pas élargi sans cesse pour créer une ambiance de complicité amicale lors des contacts officiels à tous les niveaux et dans les relations publiques.

Il ne fait pas de doute aujourd'hui que l'avancement du règlement des problèmes de la frontière n'était pas qu'un signe de confiance croissante. Il a joué le rôle de catalyseur et a donné une puissante impulsion au renforcement de cette confiance dans l'ensemble des domaines de la coopération russo-chinoise.

Pour conférer l'intégrité et la stabilité au champ énergétique de confiance, la logique des choses suggérait d'inclure la sphère militaire dans le paquet. Les négociations sur la frontière ont ouvert le chemin, là aussi. À l'initiative des Chinois, une prise de vues aériennes d'importants tronçons de la frontière a été effectuée en commun à la fin des années 1980 par des avions militaires des deux pays, munis d'équipements spéciaux, qui ont pénétré dans l'espace aérien du pays voisin s'en tenant aux limites prévues d'avance. On dirait une procédure de routine, mais à l'époque c'était un événement sans précédent. Pourquoi ? Premièrement, les deux parties s'y sont décidées lorsque l'issue des négociations était encore incertaine. Deuxièmement, pour la première fois depuis des décennies les unités militaires qui ne se regardaient jusqu'ici qu'à travers un viseur de fusil ou de canon sont entrées en interaction. L'expérience s'est déroulée sans anicroche. Les hommes politiques se sont rendus compte qu'il était possible et faisable d'étendre la confiance à la sphère militaire également.

À la charnière des années 1980 et 1990, les négociations sur la détente militaire le long de la frontière qui était encore soviéto-chinoise se sont dégagées des négociations générales en constituant un volet à part. Elles ont abouti à la conclusion de deux accords bien connus : sur les mesures de renforcement de la confiance dans le domaine militaire (1996) et sur la réduction des forces armées et des armements dans les zones attenantes à la frontière avec la Chine (1997), signés par cinq pays : la Russie, le Kazakhstan, la Kirghizie, le Tadjikistan et la

Chine. (Pendant la période postsoviétique ces projets ont été gérés par une délégation commune séparée.)

Par manque d'habitude, les experts militaires ont eu d'abord de la peine à se mettre sur la même longueur d'onde, surtout lorsqu'il fallait confronter des renseignements et chiffres précis relatifs à telle ou telle arme, matériel de guerre ou à l'armement des unités. Cependant la réalité politique ambiante, notamment les progrès des échanges militaro-techniques avec la Chine, les visites réciproques des hauts responsables et les premiers achats par les Chinois de matériels militaires de dernière génération dissipaient naturellement les soupçons qui cédaient la place à l'approche pragmatique. Les militaires, eux, ont ainsi ajouté leur pierre solide aux fondements de la confiance.

Or, les méfiances tenaces étaient difficiles à éradiquer, d'autant plus que d'aucuns cherchaient à en faire un sujet de spéculation, comme c'était le cas pendant la procédure de ratification de l'accord multilatéral de 1997 par le parlement russe. L'un des députés, le général de corps d'armée Albert Makachov fameux pour ses déclarations sonores et extravagantes, se faisait passer pour un expert averti du potentiel militaire chinois et pérorait, en jetant la confusion parmi ses collègues, sur l'amasement des troupes chinoises à proximité de la frontière, qui n'a jamais eu lieu en réalité. Au contraire, c'est la Russie qui était obligée de déployer le gros de ses effectifs en Extrême-Orient russe le long de la frontière pour des raisons physiques et géographiques naturelles.

Le terme « réduction » était bel et bien utilisé dans le texte de l'accord de 1997, cependant les limites et contraintes qu'il imposait étaient telles que rien de ça n'était exigée dans les zones de cent kilomètres de part et d'autre de la frontière, couvertes par ce traité. Il n'exigeait pas non plus de retirer les troupes pour « dénuder » la frontière, la laissant sans défense.

Les accords formalisés en 1997 s'inscrivent dans le droit fil du texte de 1996 sur les mesures de confiance. Ils innovaient en prévoyant des échanges annuels de bulletins d'information

sur les effectifs et armes déployés, ainsi que la mise en place du mécanisme des inspections réciproques régulières fondé sur la parité et d'une instance de contrôle sous forme de groupe mixte d'experts militaires et de diplomates. Depuis toutes ces années, l'ensemble des clauses des deux accords étaient appliquées strictement et sans dérogation aucune. Le modèle de mesures de confiance dans le domaine militaire, appliqué pour la première fois en Asie à la frontière séparant la Chine de la Russie et de pays d'Asie centrale, a servi d'exemple à suivre, notamment pour établir des mesures de confiance entre la Chine et l'Inde, quoique le dossier de la frontière entre ces deux pays soit encore loin d'être clos.

Le réservoir de confiance et de bonne entente entre la Russie et la Chine a aussi été alimenté grâce à d'autres accords et démarches, importantes ou pas, notamment dans la coopération militaire qui a progressé jusqu'à l'interaction entre les forces opérationnelles. Néanmoins ce sont les résultats obtenus dans les domaines extrêmement sensibles et émotionnellement amovibles qui demeurent ses éléments de base : il s'agit de la démarcation de la frontière et de la détente militaire dans cette zone. C'est à partir de ce tronc qu'a poussé le partenariat stratégique devenu depuis lors l'un des piliers de la politique extérieure de la Russie et de la Chine, un nouvel étalon de qualité appliqué aux relations bilatérales avec d'autres pays.

Les bons rapports entre les États qui, d'après Friedrich Engels, devraient rappeler dans l'idéal une bonne entente familiale, n'ont pourtant rien d'une idylle, et il serait imprudent et contre-productif de les étendre sur un lit de Procruste. Dans la vie tout peut arriver, d'autant plus que la coopération russo-chinoise a pris une grande ampleur et que les échanges sont effectués à un rythme quotidien en s'enlisant parfois dans la routine.

Même la complicité la plus profonde ne signifie pas la pensée unique ni ne supprime les intérêts, intentions et opinions personnelles. Les vastes pays et puissances mondiales

que sont la Russie et la Chine ne pourraient pas s'en passer. Rechercher sans cesse l'harmonie et les dénominateurs communs tout en préservant l'égalité et en respectant l'avis d'autrui, discerner des risques et dénicher des opportunités, maintenir une ambiance bienveillante dans la société et surtout aller toujours de l'avant – telle est la recette du partenariat stratégique pour donner aux parties des points de repère dans le tohu-bohu d'évènements et incidents d'un monde en pleine mondialisation en cas de fluctuations de température intérieure et extérieure.

Mots clés : relations russo-chinoises, géométrie de la frontière, réservoir de confiance.



La Russie et les pays baltes : tracé d'un concept des relations bilatérales



Vladimir Olentchenko

Maître de recherches senior
au Centre des études européennes
de l'Institut de l'économie mondiale et
des relations internationales (IMEMO)
auprès de l'Académie des sciences
de Russie, docteur en droit
olentchenko.vladimir@mail.ru

Avant-propos

Plusieurs précisions s'imposent pour examiner les pays baltes du point de vue de la Russie. Par exemple, il convient de ne pas tomber dans les extrêmes et d'éviter de traiter ces pays avec condescendance sans pourtant surestimer leur importance. Il est aussi sensé de se rappeler qu'une large partie de l'histoire de ces pays était liée à la Russie, voire était un élément de l'histoire de la Russie et que leur potentiel d'aujourd'hui, dans tous les sens du terme, résulte de l'utilisation des opportunités offertes par la Russie. Dans cette optique, nous estimons qu'il serait correct d'envisager la prise de position à l'égard des pays baltes comme une partie très peu importante, mais toujours inhérente de la politique extérieure russe.

À l'heure actuelle, les pays baltes sont aux yeux de l'opinion publique russe et internationale un irritant antirusse constant. La propagande locale et les dirigeants des pays baltes peignent agressivement la Russie comme la menace principale pour la stabilité régionale et mondiale en insistant sur la culpabilité de l'URSS qui serait à l'origine des handicaps actuels du développement de la région baltique. 2016 est l'année du 25^e anniversaire de la séparation officielle des républiques baltes de

l'URSS *. Tout cela est une raison solide pour procéder à une analyse de l'état des choses dans la région. Cette analyse devrait s'articuler autour des volets suivants : le cheminement des pays baltes vers l'indépendance ; l'évolution des relations entre la Russie et les pays baltes ; l'avenir des pays baltes dans la politique extérieure européenne et russe.

Le développement des pays baltes à l'étape actuelle

L'assertion que l'accession à l'indépendance en 1991 ait été le résultat du développement intérieur des républiques baltes est une idée très populaire dans la région. Or, elle omet de mentionner le fait que le mouvement pour l'indépendance n'en a été qu'un parmi tant d'autres mouvements sociaux engendrés par la politique du renouveau en URSS, connue sous le nom de « perestroïka ». Ses dates coïncident d'ailleurs avec celles avancées par les historiens du mouvement pour l'indépendance dans la région de la Baltique (1988-1991). Les organisations nationalistes de l'époque qui se posent aujourd'hui en indépendantistes n'évoquaient pas initialement la séparation de l'URSS même dans leurs noms : le Front national de l'Estonie (Rahvarinne), le Front national de la Lettonie (Tautas Fronte), le Mouvement pour les réformes en Lituanie (Sajūdis). Elles cherchaient de l'appui l'une auprès de l'autre, et ce n'est que plus tard, en se réunissant, qu'elles ont proclamé l'idée de l'indépendance défendue par l'Assemblée des mouvements pour l'indépendance de la Baltique (Assembly of the Baltic Independence Movements)¹. Leur programme commun en

* Le président de l'URSS signa en septembre 1991 un décret sur la reconnaissance de l'indépendance des républiques baltes, en validant ainsi juridiquement leur séparation de l'Union Soviétique. Ce décret se fondait sur la résolution du Conseil d'État de l'URSS datant du 6 septembre 1991 et les résolutions des Soviets Suprêmes des républiques baltes : la Déclaration sur le rétablissement de l'indépendance de la République lettonne (le 4 mai 1990), l'Acte sur le rétablissement de l'indépendance de la Lituanie (le 11 mars 1990), la résolution Sur l'indépendance nationale de l'Estonie (le 20 août 1991).

vue d'accéder à l'indépendance était modéré et attirait de ce fait beaucoup de partisans.

Le développement des pays baltes après l'accession à l'indépendance nationale a suivi plusieurs étapes. Début des années 1990 : la dénationalisation par le biais des privatisations et restitutions. 1995-2004 : la préparation à l'adhésion à l'OTAN et l'Union européenne. À partir de 2004 et jusqu'à présent : l'intégration et une participation active aux activités de l'OTAN et de l'UE. L'intégration dans l'UE s'est d'ailleurs renforcée depuis 2011 à la faveur de l'adhésion à la zone euro que l'Estonie a rejointe le 1^{er} janvier 2011, la Lettonie, le 1^{er} janvier 2014 et la Lituanie, le 1^{er} janvier 2015.

Devenues des États indépendants au début des années 1990, les républiques baltes hésitaient entre la préservation des liens historiques et géographiques traditionnels, notamment avec la Russie et la Biélorussie, et la promotion en parallèle des contacts avec les pays de l'Europe occidentale. La priorité a été accordée à l'axe ouest-européen devenu exclusif au fil du temps. En 1995, la Lettonie, la Lituanie et l'Estonie ont déposé les demandes d'adhésion à l'UE, mais les négociations n'ont débuté qu'en l'an 2000. Cette pause quinquennale est due au fait que le concept du développement de l'UE de l'époque ne prévoyait pas d'élargissement à l'Est. L'affaire a été tranchée au sommet européen de Nice en l'an 2000. Les pays baltes sont entrés dans l'UE le 1^{er} mai 2004. Un mois plus tôt, le 29 mars 2004, ils sont devenus membres de l'OTAN.

Les pays baltes ont actuellement leur profil à eux au sein de l'UE et de l'OTAN. L'Estonie, la Lettonie et la Lituanie se posent à l'Alliance en pays de la ligne du front en faisant allusion à la frontière géographique avec la Russie. Cette prise de position est encouragée par la direction de l'OTAN qui promeut l'idée de déployer sur le territoire des pays baltes des contingents militaires et des armes des tenors de l'Alliance (États-Unis, Grande-Bretagne, Allemagne). Le facteur de la menace extérieure est aussi largement utilisé dans la politique intérieure des pays en question, notamment dans les luttes entre partis. Au sein de l'Union européenne, les pays baltes font bloc avec le Royaume-Uni

et la Pologne sur deux questions capitales, à savoir le problème des migrants et les sanctions antirusse. Ils sont aussi très actifs à mettre en œuvre le Programme du Partenariat oriental en avançant des initiatives en vue de sa promotion. Pour le reste, les pays baltes n'élèvent leur voix que lorsqu'il s'agit des relations avec la Russie, s'en tenant en général à la ligne commune.

Conformément aux statistiques européennes, les indices actuels du développement des pays baltes sont généralement conformes à leur grandeur et leur statut et se situent au même niveau ou presque que ceux des pays de l'Europe de l'Est ayant adhéré à l'UE dans les années 2000. Leur PIB est surtout généré par les efforts de sociétés étrangères qui consomment aussi les recettes, une fois les impôts et taxes déduits. La place des pays baltes au sein de l'UE peut être définie par les statistiques démographiques.

Population des pays baltes et sa part dans l'UE au 1^{er} janvier 2015

	UE (28 pays)	Zone euro (19 pays)	Estonie	Lettonie	Lituanie
Million d'individus ²	508,450	338,471	1,313	1,986	2,921
% ³	100	66	0,3	0,4	0,6

Le statut actuel des pays baltes

Cela dit, il serait raisonnable de se poser la question sur la bonne définition des pays baltes. Entraînés par une certaine inertie, nous continuons de les appeler des pays post-soviétiques, compte tenu de leur appartenance par le passé à l'URSS. D'où la tentation de les jager à l'aune des anciennes républiques soviétiques, comme s'ils faisaient partie de la CEI et hésitaient par moments à choisir la voie à suivre. Or, la structure des pays baltes et de leurs économies, ainsi que leur politique extérieure sont définies par leur appartenance à part entière à une organisation militaro-politique – l'OTAN et à une communauté économique – l'Union européenne. Dans le même temps, il ne serait pas tout à fait correct de considérer les pays baltes comme des pays occidentaux par excellence.

Examinons le rapport entre les forces politiques en Estonie, en Lettonie et en Lituanie. Il est à noter que ni les partisans du choix pro-occidental, ni les adeptes de la tradition historique et géographique n'ont jamais remporté la majorité absolue des voix aux élections générales ou locales. Les gouvernements des pays baltes sont normalement ceux de coalition où les radicaux de part et d'autre font bloc avec les modérés. Il en découle que les partisans et les adversaires des voies de développement pro-occidentale et traditionnelle sont à peu près à armes égales dans les pays baltes. En jetant un coup d'œil sur l'évolution historique de cette balance des forces, on constate qu'elle s'est établie il y a longtemps pour devenir une sorte de tradition. Par conséquent, les pays baltes seraient des pays de type mixte où coexistent les principes pro-russe (géographique et historique) et pro-occidental.

Les Russes et les Occidentaux feraient preuve de raison en acceptant cette vérité pour l'assumer et pour en tenir compte en édifiant leurs relations avec les pays baltes. Mais il est hors de doute que la Russie et l'Occident conçoivent différemment l'image de la région. Côté russe, le rôle des pays baltes dans la politique et l'économie internationale est évalué d'une manière plutôt objective, vu leur potentiel modeste. Côté occidental, le parallèle avec David et Goliath est imposé, les pays baltes jouant le rôle du premier et la Russie, du second. Pour rapprocher la vision russe et occidentale de l'importance des pays baltes, il serait utile de commencer par trouver un nom unique pour désigner ces pays.

Pour les Russes qui évoquent ces pays il s'agit du « littoral de la mer Baltique » associé surtout aux vacances estivales. Vu la situation géographique et les étendues de ces pays, cette région pourrait être désignée en anglais comme «Baltic strip»^{*}, ou le «cordon de la Baltique ». Accepter ce terme serait pratique pour les Occidentaux pour se représenter correctement de quoi

^{*} «Strip» signifie « bande », « languette ». Ce terme traduit bien les contours géographiques, les trois pays baltes se côtoyant le long du littoral de la mer Baltique. Géographiquement, ils forment, en effet, une « bande » entre la Russie (dans le cas de la Lituanie et de la Biélorussie) et la mer Baltique, et l'étroitesse de leurs territoires renforce cette image.

il s'agit lorsqu'ils entendent des rhétoriques anti-russes et se rendre compte que les prétentions présumées de la Russie sur le « cordon de la Baltique » ne lui apporteraient guère de gains. Dans un sens plus large, le terme « cordon de la Baltique » serait d'une grande utilité pour l'opinion publique mondiale qui puisse ainsi se faire une idée de l'enjeu de cette hystérie politique et militaire.

Dans le même temps, il convient de revisiter le stéréotype de la soi-disant communauté consolidée des pays baltes, assez répandu dans l'espace post-soviétique, ainsi qu'en Europe et aux États-Unis. Il tire son origine de la similitude des positions de ces pays sur plusieurs questions internationales, surtout en ce qui concerne la confrontation avec la Russie. Mais si cet aspect est mis en parenthèses, il ne serait pas aisé de trouver des points communs entre les pays baltes. Il existe entre eux des différences ethniques (par exemple, les Estoniens font partie du groupe finno-ougrien et sont apparentés aux Finnois, mais n'ont rien à voir avec les Lettons ou les Litvaniens) et confessionnelles (les Litvaniens sont catholiques, les Lettons, protestants classiques, les Estoniens, luthériens) ; par ailleurs, leurs élites politiques ont des points de repère géographiques différents (l'Estonie s'oriente sur la Finlande, la Lituanie, sur la Pologne et la Lettonie, sur l'Allemagne). Des frontières invisibles existent au quotidien. Ainsi, quelque 3% des habitants de chacun des pays baltes résident en permanence sur le sol d'un pays balte voisin. L'Assemblée balte, un parlement commun qui ne s'occupe que des relations avec la Russie, serait une institution purment formelle.

Les ressources humaines des pays baltes

La circulation des ressources humaines dans les pays baltes au lendemain de leur accession à l'indépendance a pris plusieurs directions. Comme on pouvait s'y attendre, la main-d'œuvre qualifiée russophone quittait ces pays sous l'influence de deux facteurs. D'un côté, c'était la discrimination de la population russophone et d'un autre côté, la déindustrialisation sous

forme de fermeture des entreprises employant des spécialistes russophones. Le chômage et la baisse du niveau de vie ont provoqué de leur côté l'émigration de la population autochtone vers la Grande-Bretagne, l'Irlande ou l'Allemagne pour y faire des petits boulots.

Taux de chômage dans les pays baltes
(pourcentage par rapport à la population active) au 1^{er} janvier 2015⁴

UE (28 pays)	Zone euro (19 pays)	Lituanie	Estonie	Lettonie
9,4	10,9	9,1	6,2	9,9

Pour ce qui est du taux d'émigration, la législation des pays baltes ne donne pas de définition précise de l'émigré, s'en tenant à deux choses. Un citoyen absent dans son pays pendant plus de douze mois peut être rangé parmi les émigrés. Il en est de même si une personne se déclare émigrée aux autorités locales. Il est clair qu'il serait impossible d'obtenir des statistiques claires et nettes en adoptant cette approche. Les opposants aux régimes en place dans les pays baltes gonflent les chiffres relatifs à l'émigration, et les partisans de ces régimes les minimisent. Les deux parties s'accordent à croire que le taux d'émigration oscillerait entre 10 et 15% de la population. Comme ce sont des travailleurs actifs qui émigrent, il est possible d'additionner les deux chiffres pour obtenir un taux de sous-emploi permanent au niveau de 20-25%. D'où des questions sur la structure des économies des pays baltes, leurs perspectives démographiques, les sources de la formation de leur PIB et la distribution de ce dernier.

Les concepts permettant d'aborder les relations entre la Russie et les pays baltes

Après le démantèlement de l'Union Soviétique, la Russie et les pays baltes se sont proposé des concepts des relations bilatérales. La Russie s'appuyait sur la primauté des

relations économiques sur celles politiques et multipliait des investissements dans les pays baltes en croyant que les volumes et l'ampleur de ces investissements serviraient d'un argument convaincant en faveur du maintien des relations diversifiées avec le voisin russe. Les pays baltes, eux, développaient la thèse d'après laquelle leur ancienne communauté avec la Russie pourrait servir à faire d'eux un « pont » naturel entre la Russie et l'Occident.

Les deux concepts ont fait fiasco. C'est la position des pays baltes qui a échoué la première. Ils ont faussé le ton dans le dialogue avec la Russie en se posant en transmetteurs d'idées occidentales au lieu de médiateurs. Ce concept a été définitivement rejeté après l'adhésion des pays baltes à l'OTAN et à l'UE, les relations entre ces organisations et la Russie étant régulées par des accords particuliers et qui n'avaient pas besoin du « pont » baltique.

Le concept russe de la primauté des relations économiques n'a pas résisté à l'épreuve non plus, ce qui est devenu évident après l'apparition du « Troisième paquet énergie » adopté par l'UE en 2009 et qui réunissait des conditions pour réduire la présence économique russe dans les pays baltes. Le concept économique a perdu toute sa valeur après l'introduction des sanctions anti-russes par l'Union européenne en 2014. Pour se consoler, il faut noter que le concept de la primauté des relations économiques a fait long feu par rapport aux relations avec l'Occident dans son ensemble, et non seulement avec les pays baltes.

La population russophone des pays baltes

La situation des russophones dans les pays baltes est un sujet à part dans les relations bilatérales. Des diasporas russophones existent dans de nombreux pays du monde, mais les pays baltes se distinguent par une discrimination ethnique consacrée par des textes juridiques et appliquée d'une manière soutenue, les autorités imposant la division de la population en habitants autochtones et russophones.

Certains experts, notamment allemands, estiment que la division de la population selon le critère ethnique dans les pays baltes était artificielle et visant à écarter les russophones de la dénationalisation des biens socialistes pour privilégier les autochtones pendant les privatisations. Par ailleurs, les russophones et la population des pays baltes dans son ensemble sont tenus à l'écart des médias russes et privés ainsi d'informations. Le climat russophile est créé et maintenu artificiellement. Des organisations européennes prestigieuses (Conseil de l'Europe, Union européenne) évitent de se prononcer de manière objective sur ces aspects de la situation des russophones dans les pays baltes.

Des migrations peu importantes de la population autochtone entre l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie, les différences religieuses et historiques, la politique de l'héroïsation du nazisme ont pour résultat que la population russophone s'avère être pratiquement l'unique facteur de la consolidation des pays baltes, surtout dans les domaines de la culture, de l'éducation et de la politique sociale, porteur de bon sens et gage de l'équilibre interconfessionnel.

Les Russes trouvent naturel de se soucier de leurs compatriotes, de leur venir en aide, de les assister dans leur lutte pour leurs droits et contre la discrimination, pour changer le climat des haines imposé par les autorités locales et les forces radicales. Par exemple, il serait prometteur d'œuvrer pour rétablir les droits des russophones bafoués au cours des privatisations et d'insister sur la réparation du manque à gagner par les autorités aux employés russophones des entreprises privatisées.

Les griefs des pays baltes contre la Russie

Au lendemain de l'accession à l'indépendance, certains politiciens des pays baltes, incapables de remplir ces indépendances d'un contenu constructif, se sont concentrés sur les prétentions à formuler contre l'URSS et ensuite la Russie qui a pris sa succession. Leurs griefs se résumaient

à ceci : si les pays baltes n'avaient pas été intégrés dans l'Union Soviétique, ils auraient maintenant atteint le niveau de développement économique et social de la Suède, de la Finlande, voire de l'Allemagne fédérale. Dans cette optique, il faut exiger des indemnisations à la Russie se chiffrant à l'écart entre les PIB.

Cette idée était promue par un homme politique énergumène, le Lituanien Vytautas Landsbergis qui, en brandissant le mot d'ordre des comptes à demander à l'URSS/Russie, mettait tout en œuvre pour procurer à la Lituanie le rôle de chef de file parmi les pays baltes. L'hypothèse de l'étouffement par l'Union Soviétique du potentiel des pays baltes n'a pas été confirmée : en 25 ans d'indépendance, les pays baltes n'ont pas fait de bond en avant pour leur développement économique et social, ils sont des lanternes rouges éternels de l'Union européenne et de l'Europe dans son ensemble.

Formuler des griefs sous-entend assumer sa responsabilité. Par conséquent, pour examiner en profondeur le sujet des indemnisations éventuelles à verser par la Russie, il faudrait commencer par le programme de l'indépendance avancé dans les années 1990 par certains hommes politiques des pays baltes et qui a servi de raison pour la séparation de l'URSS.

La réalisation effective du programme des mouvements pour l'indépendance dans les pays baltes

Il serait utile de rappeler aux Russes, aux élites politiques des pays baltes et aux sponsors de ces pays le contenu du programme des mouvements pour l'indépendance des pays baltes.

1. La lutte pour le droit à l'autodétermination et la souveraineté nationale.
2. Le rétablissement et le renforcement des indépendances des pays baltes.
3. La démilitarisation graduelle de la région baltique.
4. La sécurité économique des pays baltes et la formation de leur marché commun.

5. Une politique extérieure et un commerce extérieur harmonieux.
6. La formation d'un espace de l'information commun pour l'ensemble des pays baltes⁵.

En plus de 25 ans de l'existence du programme des mouvements pour l'indépendance, aucun de ses points n'a été mis en œuvre dans son intégralité, et le programme a été reformulé dans une large partie. Ainsi, les activités des politiciens des pays baltes en vertu des points 1 et 2 ont été interrompues avec la séparation de l'URSS ; une indépendance réelle et une souveraineté nationale authentique, à savoir une politique indépendante et servant les intérêts nationaux, n'ont jamais été obtenues. Les pays baltes ont été placés sous un protectorat économique de l'Europe du Nord et ensuite de l'UE pour se dissoudre politiquement au sein de l'OTAN et de l'Union européenne.

Le point 3 – sur la démilitarisation des pays baltes – a été brutalement dénaturé. Contrairement à ce programme, les pays baltes ont rejoint le bloc militaire de l'Alliance et sont en train de réaliser les projets de cette dernière visant à faire de leur territoire une tête de pont dans la confrontation avec la Russie. Pour ce qui est du point 4, le mot d'ordre de la sécurité économique a eu pour résultat la transformation des pays baltes en un segment du « home market » des pays de l'Europe du Nord, sans que les dirigeants des premiers aient jamais osé protester. La plupart des experts locaux et internationaux s'accordent à reconnaître que la sécurité économique des pays baltes dépend aujourd'hui pour beaucoup de la situation économique et financière des pays de l'Europe du Nord.

Pour ce qui est du marché commun régional, les échanges commerciaux entre les pays baltes demeurent au même niveau que pendant leur intégration dans l'Union Soviétique, à savoir entre 5 et 8% du commerce extérieur de chaque pays. En abordant le point 5, on constate un paradoxe. La politique intérieure et extérieure des pays baltes ne pouvait être appelée harmonieuse qu'à l'époque soviétique : elle était alors équilibrée et dénuée de confrontation. Dans l'arène mondiale, les républiques baltes

maintenaient des relations d'affaires normales avec tous les pays. À l'intérieur, c'était un mariage réussi des aspects social, économique et idéologique. À l'heure actuelle, ni les dirigeants des pays baltes, ni l'opposition n'oserait affirmer que la politique extérieure et intérieure de ces pays soit harmonieuse.

Enfin, le point 6 : de toutes les nombreuses acceptions du mot « commun » les décideurs des pays baltes ont choisi la plus étroite : « borné », « isolé ». C'est ainsi que l'espace de l'information régional est aujourd'hui. Pire, cet espace est militarisé car il est formé conformément aux normes de l'OTAN.

Dans ce contexte, il convient de préciser les raisons pour lesquelles le programme de l'indépendance n'a jamais été concrétisé. Soit les auteurs du programme n'étaient pas sincères et donnaient le change à la population, soit ils croyaient sincèrement à ce programme, mais n'ont pas réussi à garder le pouvoir. Le plus important, c'est que la décision sur la séparation des républiques baltes de l'URSS a été adoptée en vertu de ce programme. Il y a donc toutes les raisons de poser la question de savoir si l'oubli du programme de l'indépendance pourrait servir de prétexte pour revenir sur la résolution d'accorder l'indépendance. Dans cette optique, les réclamations formulées par les républiques baltes pour que la Russie leur verse les dommages-intérêts pour leur participation à l'URSS ne signifient rien d'autre qu'une tentative dissimulée de se décharger de la responsabilité pour la mauvaise gestion, le non-respect des intérêts des populations et le traitement arbitraire du programme de l'indépendance. Des chercheurs objectifs de la région baltique admettent que la question peut être posée comme ça. L'un d'eux a même écrit un bouquin à ce sujet⁶.

Les vecteurs occidentaux des relations entre la Russie et les pays baltes

Plusieurs événements ont créé la surprise sur cette toile de fond. Premièrement, la candidate du Parti démocrate à l'investiture suprême aux États-Unis, Hillary Clinton a

déclaré pendant les primaires que les Américains devraient garder les pays baltes dans leur collimateur, sinon ces derniers renoueront avec la Russie. À son avis, c'est la Lettonie qui est la plus vulnérable*. Ensuite, les élites des pays baltes ont énoncé la thèse selon laquelle la Russie n'a pas assez lutté pour ces pays et que c'était la cause de leur éloignement. Enfin, une autre thèse a été formulée au niveau académique, comme quoi la culture et la mentalité des peuples baltes n'étaient pas en tout point identiques à celles des Européens occidentaux et que leur dérive vers la Russie n'était pas à exclure. Cette thèse a été énoncée par Andrejs Plakans, un chercheur américain d'origine lettonne⁷. Il y a tout lieu d'affirmer que ses idées sont partagées par d'autres car il avait soumis son ouvrage aux critiques de nombreux représentants des pays baltes dans les milieux académiques des États-Unis, des pays scandinaves et de l'Allemagne. Une récente déclaration du candidat du Parti républicain Donald Trump s'inscrit dans le droit fil des faits susmentionnés : il a dit que s'il était élu président américain, il ne réagirait pas automatiquement aux appels des pays baltes.

La déclaration de Donald Trump tombe bien pour adopter la même attitude lors du dialogue avec les élites des pays baltes. Ces dernières se sont habituées à nos sollicitations et à notre attitude qu'on pourrait appeler paternelle, lorsque les parents sont indulgents envers les crises d'ado, mais leurs enfants ont tendance, malheureusement, à prendre des mauvaises habitudes à la faveur de cette position trop laxiste. Il est temps de les rappeler à l'ordre ! Il paraît que cette idée vient à l'esprit non seulement des Russes, mais aussi des Américains et des Européens.

Tout cela pourrait être considéré comme une exhortation faite à la Russie à rivaliser pour les pays baltes. Ce ne serait

* Hillary Clinton a été officiellement investie candidate du Parti démocrate aux élections présidentielles du 8 novembre 2016 par la convention réunie le 28 juillet dernier.

pas une invitation à accepter. Elle est contre-productive pour toutes les parties concernées en puissance : pour la Russie, pour les Occidentaux et pour les pays baltes. Le revers de ces avances semble évident : les Occidentaux, les États-Unis en premier lieu, ont besoin d'arguments pour renforcer leur présence aux frontières russes. Le plus grave handicap de la situation actuelle des pays baltes consiste dans leur développement univectoriel, c'est-à-dire qu'ils renoncent en partie aux relations historiques et géographiques traditionnelles. Dans ce contexte, la rivalité éventuelle entre la Russie et l'Occident revêt le caractère de lutte pour l'imposition de son vecteur de développement aux pays baltes. Par contre, la Russie ferait mieux d'aider les pays baltes à renouer avec une politique extérieure multi-vectorielle et à appliquer le principe de la neutralité en commençant par la démilitarisation qui a d'ailleurs été la pierre angulaire du programme commun de l'accession à l'indépendance nationale en 1988-1991. Sous cet angle de vue, les pays baltes seraient devenus vraiment indépendants, stables et prévisibles et ne seraient plus perçus comme une source de l'attitude agressive. Autrement dit, les pays baltes auraient guéri de leur manie de chercher les causes des échecs de leur politique intérieure et extérieure en fantasmant sur la menace russe.

Bref, la Russie n'a aucun intérêt à marcher dans les pas de l'Union européenne pour prendre les pays baltes à sa charge. Les États-Unis avaient effectué à l'époque une manœuvre astucieuse en chargeant l'UE de s'occuper de leurs alliés politiques, à savoir les pays baltes et ceux de l'Europe de l'Est. La Russie n'a pas besoin d'alliés politiques qui vivront à ses crochets.

Les potentialités d'affaires russes dans les pays baltes

Pour bien évaluer les potentialités et opportunités d'affaires russes aux pays baltes il serait utile de comparer les rhétoriques et les gestes de la Russie et des pays baltes dans les relations bilatérales. Certes, le dialogue est dominé par la confrontation,

cependant les pays baltes devancent largement la Russie en ce qui concerne les démarches inamicales. En voilà quelques exemples les plus éloquents. Les pays baltes se rangent aux côtés de la Pologne et du Royaume-Uni pour préconiser le maintien des sanctions de l'UE contre la Russie, voire conférer à ces sanctions le caractère de relations de travail « normales ». Le gouvernement lituanien a incité le géant gazier russe *Gazprom* à vendre ses actifs en Lituanie. Une politique des barrages est appliquée, une clôture étant érigée à la frontière entre la Lituanie et la Russie. L'Estonie s'apprête à en faire autant. Cette liste est incomplète. Des signes précurseurs des démarches susmentionnées étaient apparus dès le début de la seconde décennie de notre siècle.

Dans ce contexte, les investissements directs russes n'ont pas de sens. Le capital russe est serré dans un étau aux pays baltes. Sur le plan politique, il subit une pression massive de la part des autorités locales qui se servent à volonté d'instruments de russophobie et de discrimination. Sur celui économique, les investisseurs russes n'obtiennent des opportunités relatives de développer leurs affaires que dans les branches et domaines où ils ne rivalisent pas avec le capital de l'Europe du Nord qui, comme la pratique le montre, agit de mauvaise foi pour écraser ses concurrents.

Jusqu'à ces derniers temps, le capital russe était investi surtout dans le complexe énergétique et de combustibles (Estonie, Lettonie, Lituanie), les transports ferroviaires (Estonie), le traitement des métaux (Lettonie). Après l'entrée en vigueur du « Troisième paquet énergie », le capital russe a été retiré du complexe énergétique lituanien et est en train de quitter ceux de la Lettonie et de l'Estonie.

L'activité de fusion-acquisition se résume surtout à l'acquisition d'entreprises russes. La société russe « Pobeda » offre un exemple rarissime de la création d'une tête de pont pour déboucher sur le marché de l'UE (port libre de Ventspils). Sur cette toile de fond, les investissements russes sont surtout canalisés vers l'immobilier, locatif pour la plupart, notent des

experts locaux. Les investissements de portefeuilles russes sont signalés dans tous les trois pays, sans pourtant concurrencer le capital local ou celui des pays de l'Europe du Nord qui domine aux pays baltes.

Les perspectives d'évolution de la situation dans les pays baltes

Relevons plusieurs aspects caractéristiques de l'état des choses actuel. Premier constat : la politique courante des pays baltes est ouvertement univectorielle. Dans le même temps, la concurrence croissante entre l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie représente une tendance indéniable. C'est naturel car les économies des pays baltes sont du même type par rapport à la génération du PIB : la place prépondérante est détenue par les transports, le commerce, les services commerciaux et financiers ; l'agriculture joue un rôle de taille. Par ailleurs, les économies des pays baltes reposent sur les subventions, et leur évolution dépend dans une grande mesure des volumes des financements extérieurs qui font aussi l'objet d'une concurrence.

D'après des experts locaux, les institutions financières des pays de l'Europe du Nord exercent une influence grandissante sur la compétitivité des entreprises des pays baltes en privilégiant les uns au détriment des autres. À titre d'exemple de cette compétition, citons les chocolateries « Kalev » (Estonie) et « Laima » (Lettonie) : les Nord-Européens refusent des crédits à cette dernière pour qu'elle ne devance pas la première.

Force est de constater que le capital nord-européen qui a fait preuve de professionnalisme et de compétence en investissant le marché des pays baltes, a épuisé les ressources de la libre progression et est au bord de la compétition intraspécifique. Par exemple, la Finlande s'est imposée en Estonie en posant des câbles énergétiques. La Suède fait de même en Lituanie. Dans les deux cas, il s'agit de livrer de l'électricité produite par des centrales nucléaires finlandaises et suédoises. La Suède et la

Finlande ne cachent pas leurs intentions de s'implanter sur le marché énergétique letton en partant des territoires lituanien et estonien. Ce qui aura pour conséquence, d'après les experts, une compétition acharnée entre les fournisseurs suédois et finlandais qui déteindra, d'une manière ou d'une autre, sur la vie économique et politique des pays baltes.

Sur le plan militaro-politique, on assiste à l'établissement d'un tête de pont de l'OTAN aux pays baltes. L'ajout de cet élément militaire et la diffusion de l'ambiance de confrontation militaire se traduiront par le durcissement des conditions de la vie sociale et politique aux pays baltes. La répression de la dissidence se profile en Lettonie et en Lituanie.

Dans l'espace post-soviétique, les pays baltes se posent en porteurs et promoteurs des idées du Partenariat oriental de l'UE, c'est-à-dire du changement de cap pour inciter les anciennes républiques soviétiques à troquer la participation à la CEI contre l'association avec l'UE.

La stratégie russe en matière de relations avec les pays baltes

Pour la Russie, les conditions optimales de maintien et de promotion des relations avec les pays baltes seraient les suivantes :

Inciter les pays baltes à élaborer et rendre publique une politique intérieure intelligible dans les domaines économique et social, politique qui définirait nettement la place et le rôle des relations avec la Russie. Le vecteur russe est actuellement absent des listes officielles des priorités politiques extérieures des pays baltes. Il faut insister pour que les pays baltes réunissent des conditions favorables aux investissements russes. Il faut les libérer de tout impact de la conjoncture politique et leur garantir une concurrence à armes égales avec le capital étranger, surtout nord-européen.

Il convient d'œuvrer pour conférer au développement régional un caractère multivectoriel pour que le capital national des pays baltes et les investisseurs russes ne soient pas obligés,

en établissant des contacts bilatéraux, de garder toujours un œil sur les nuances idéologiques ou la présence économique nord-européenne dans les pays baltes. Le développement multivectoriel des pays baltes aurait encouragé le tourisme, le mouvement des capitaux, des services et des marchandises dans la région. Il serait aussi sensé d'insister sur le fait que la population russophone est un facteur de consolidation sûr pour les pays baltes. Il ne s'agit pas seulement de régler les problèmes actuels de la population russophone.

Il faudrait partir du rétablissement des droits des russophones, foulés aux pieds dans les années 1990. Il convient de poser la question des indemnisations pour les spécialistes russes écartés des privatisations et restitutions. Il serait très prometteur de réduire au minimum les activités militaires dans les pays baltes en vue d'y instaurer la neutralité, car dans un contexte plus large cela diminuerait des points de tension dans les relations entre la Russie et l'Occident, et dans un contexte étroit, cela permettrait aux élites et aux populations des pays baltes de se concentrer sur la garantie du bien-être national.

Cette neutralité pourrait être garantie par les pays voisins dont des pays neutres (Finlande), des pays membres de l'OTAN (Pologne) et des pays membres de l'OTSC (Organisation du Traité de sécurité collective ; Russie, Biélorussie). Ce serait une expérience intéressante de renforcement de la confiance entre les pays d'Europe appartenant à divers blocs. Sur un plan plus large, il convient d'apporter à l'ordre du jour du dialogue avec les pays baltes la mise en œuvre du programme des mouvements pour l'indépendance des pays baltes, en invitant les partenaires occidentaux et les élites locales à envisager l'état et les perspectives des activités dans la région à travers le prisme de ce programme.

Des scénarios sur l'avenir des pays baltes

Premier scénario : le maintien des tendances prédominantes actuelles aux pays baltes et leur cristallisation. Il engendra

à terme le déclin graduel des branches fondamentales des économies nationales (secteur tertiaire, transit, agriculture) à cause de la réduction de la demande, ces branches devenant avec le temps des activités auxiliaires du capital étranger. Ce scénario est réaliste. Les rapports pratiques entre la Russie et l'UE ont démontré que nos partenaires faisaient litière du volet économique de ces échanges.

Deuxième scénario : le rééquilibrage des relations avec la Russie et leur maintien à un niveau qui permette de poursuivre un dialogue politique et de promouvoir des échanges économiques. Cette variante possède un grand potentiel car elle servirait également les intérêts de la Russie.

Troisième scénario : le rapprochement avec la Russie et l'édification de rapports avec elle qui rappelleraient ceux entre la Russie et la Biélorussie. Il n'est que purement hypothétique.

Nombreux sont les facteurs à base de ces scénarios. Les plus importants d'entre eux sont les intérêts du capital national, les activités des élites politiques locales, la stratégie de l'Alliance dans la région, les horizons du développement de l'UE, la vision de la situation dans les pays baltes par le capital nord-européen, les points de repère euro-atlantiques de l'Europe. Par conséquent, c'est le scénario du maintien de la situation en place qui serait à retenir. La situation pourrait d'ailleurs évoluer à la faveur de changements stratégiques dans les relations entre la Russie et l'Occident.

Dans le même temps, il ne faut pas sous-estimer la montée en puissance inévitable de l'identité nationale aux pays baltes et l'aspiration au pouvoir des hommes politiques qu'on appelle étatistes, c'est-à-dire ceux qui placent par-dessus tout les desiderata de la population, sans la diviser en autochtone et autre, et non des principes imposés de l'extérieur. L'apparition, tôt ou tard, de personnalités vraiment indépendantes parmi la classe politique régionale, celles qui soient capables de défendre résolument des intérêts vraiment nationaux, serait à même de changer radicalement en un clin d'œil la situation dans les pays baltes et dans leur voisinage et, par conséquent, de rétablir leur

prestige régional et international pour redorer leur blason en tant que partenaires indépendants.

1. Cf. : Le site internet de l'Assemblée de la Baltique//<http://baltasam.org/en/history/pre-histor>
2. <http://ec.europa.eu/eurostat/tgm/table.do?tab=table&init=1&language=en&code=tps00005&plugin=1>
3. *Ibid.*
4. *Ibid.*
5. Cf. : Le site internet de l'Assemblée de la Baltique...
6. Janis Zelmenis : *Maiātnik bogatstva. [Pendule de richesse.]* Riga, éd. Goldberg Trust, 2015.
7. Andrejs Plakans : *A Concise History of the Baltic States*, Cambridge, University Press, New York, 2011.

Mots clés: La Russie et les pays baltes, programme des mouvements pour l'indépendance, affaires russes, stratégie russe vis-à-vis des pays baltes.





Guennadi Gatilov

Vice-ministre des
Affaires étrangères de la
Fédération de Russie
GMGatilov@mid.ru

Crise humanitaire en Syrie : se servir des tragédies humaines à des fins politiques

La crise humanitaire en Syrie, conséquence d'un conflit civil qui s'éternise

dans ce pays, serait la plus grave de l'histoire moderne. Citons quelques chiffres derrière lesquels se cachent des vies et des destinées humaines.

À compter de mars 2011, cette cruelle guerre civile a fait au total 250 000 victimes en Syrie, plus de 1 million de blessés et 4,8 millions de réfugiés (dont près de 2 millions sont en Turquie, plus de 1,5 million au Liban, plus de 600 000 en Jordanie, quelque 300 000 en Irak et 130 000 en Égypte), plus 6,5 millions de déplacés internes.

Conformément aux données à la disposition de l'ONU, plus de la moitié de la population syrienne, à savoir 13,5 millions de personnes dont 6,5 millions d'enfants, avaient besoin d'aide humanitaire en 2016 ; 11,5 millions de personnes ont besoin de soins médicaux et 12,1 millions n'ont pas accès à l'eau potable pure. Un migrant sur deux en Europe vient de

Syrie (jusqu'à 600 000 individus au total). Cela fait déjà six ans que ce drame se joue dans ce pays du Proche-Orient, autrefois prospère.

Le conflit en Syrie est devenu nettement interconfessionnel : les groupes terroristes *L'État islamique de l'Irak et du Levant* (ÉI) et *Jabhat al-Nusra*^{*}, ainsi que les groupes armés illégaux constitués en grande partie par les djihadistes professant l'islam radical, cherchent par tous les moyens à détruire les traditions séculaires de la coexistence pacifique entre diverses ethnies et confessions.

Il est de coutume de rappeler aujourd'hui que la Syrie a été pendant des siècles une maison commune pour sunnites, chiites, chrétiens, alaouites, druzes, ismaéliens, Arméniens, Grecs, etc. Par contre, l'objectif des islamistes belliqueux consiste à créer un soi-disant califat islamique où le pluralisme, la démocratie et l'égalité n'auront pas droit de cité. Résultat : il ne reste presque plus de chrétiens, alaouites, yezidis, druzes, Assyriens ou chiites dans les régions passées sous la coupe du *Jabhat al-Nusra* ou de l'ÉI. Ceux qui n'acceptent pas le mode de vie des djihadistes, comme au Moyen Âge, se réfugient dans les régions contrôlées par le gouvernement syrien.

Il est déplorable de constater que ni des opérations militaires d'envergure, ni la catastrophe humanitaire en Syrie n'ont pu solidariser la communauté internationale pour venir en aide à la population martyrisée comme un seul homme. Les principes de l'humanisme et de la compassion ont été relégués au second plan. Les pays qui placent par-dessus tout le changement du régime politique en Syrie cherchent tout au long du conflit à se servir des dossiers humanitaires pour traîner dans la boue les autorités en place et faire pression sur la Russie. Des initiatives étaient avancées qui contredisaient les principes internationaux bien établis de l'aide humanitaire,

^{*}Interdits en Russie, figurent sur la Liste des organisations terroristes de l'ONU.

notamment le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des États.

En serrant le gouvernement syrien dans leur étau, les Occidentaux poussaient pour porter les dossiers humanitaires à l'ordre du jour du Conseil de sécurité des Nations Unies. Les adversaires de Damas voulaient faire de cet organe, le seul habilité par la Charte de l'ONU à adopter des résolutions « musclées », un instrument pour atteindre leurs objectifs politiques. Le non-respect de ces résolutions pourrait servir de prétexte aux Occidentaux pour une ingérence extérieure en Syrie visant à mettre fin aux violations massives des droits de l'homme et au génocide. L'opposition à ces mesures aurait provoqué des sanctions (qui ont d'ailleurs déjà été décrétées par de nombreux pays occidentaux, de manière unilatérale). Les Occidentaux ont tenté à plusieurs reprises d'entraîner les autres dans leur jeu malsain, mais toutes ces tentatives ont été vigoureusement repoussées par la Russie appuyée par la Chine.

Il est à noter que les questions humanitaires se retrouvaient au centre de l'attention des pays occidentaux à la veille ou pendant des manifestations internationales importantes visant à inciter les parties concernées à régler la crise syrienne. C'était le cas, par exemple, après l'inauguration de la Conférence internationale sur la Syrie à Montreux, fin janvier 2014 (qui était l'occasion d'entamer des négociations entre le gouvernement et l'opposition), lorsque les soi-disant *Amis de la Syrie* ont voulu exercer une pression supplémentaire sur le gouvernement syrien.

Il était évident qu'une nouvelle résolution du Conseil de sécurité ne serait d'aucune aide pour les agences humanitaires internationales opérant en Syrie. Ces agences faisaient déjà leur travail, et pour faciliter l'accès à l'aide humanitaire, on n'avait pas besoin de nouveaux textes, mais d'une coopération de la part des parties au conflit en Syrie, coopération qu'il fallait obtenir à force de patience et de persévérance. C'est ce que faisait la Russie qui maintenait un dialogue permanent avec Damas et avec l'opposition. Par contre, les Occidentaux ont

cessé tout contact avec les autorités syriennes, sans pouvoir (ou vouloir) exercer une influence sur les rebelles. Ils cherchaient à cacher leur impuissance derrière une activité effrénée au Conseil de sécurité des Nations Unies afin de se faire passer pour des champions de la cause humanitaire en Syrie.

Au bout de longues concertations, le Conseil de sécurité a fini par adopter la Résolution 2139 (en février 2014) qui invitait toutes les parties au conflit en Syrie à coopérer avec les agences humanitaires et à faciliter l'accès humanitaire aux régions bloquées et inabordables, y compris celles occupées par les djihadistes. Cette dernière exigence a d'ailleurs été formulée par la délégation russe.

Nous avons mené des pourparlers avec Damas pour lui faire adopter une attitude responsable vis-à-vis de la Résolution. Par la suite, le gouvernement syrien a substantiellement simplifié les procédures bureaucratiques et a levé de nombreuses contraintes pesant sur les convois humanitaires.

Tout cela a de fait ôté des mains de la coalition anti-syrienne un nouveau levier de pression unilatérale sur l'administration syrienne. Des fonctionnaires de l'ONU ont d'ailleurs souligné eux-mêmes que Damas se montrait toujours disponible lorsqu'il était question de l'acheminement de l'aide humanitaire, ce qui n'était pas le cas de l'opposition. Celle-ci ne mettait à son actif que le pillage des convois, les meurtres d'employés humanitaires et l'échec des opérations de secours.

Il fallait absolument redresser la situation pour la mettre sous contrôle. Une autre Résolution du Conseil de sécurité (2165) a vu le jour qui a mis en place un mécanisme de surveillance pour superviser tous les envois de secours humanitaires en Syrie à travers les frontières des pays limitrophes.

Il est à noter que les pays occidentaux insistaient au début sur le passage de ces envois humanitaires par les frontières des pays voisins de la Syrie sans l'aval des autorités légitimes syriennes. Or, il est évident que ces actions non avalisées par le gouvernement national seraient contraires

au droit international*. Pire : l'absence d'un mécanisme de surveillance alors que la frontière turco-syrienne n'était que faiblement contrôlée, comportait des risques très graves. Il suffit de rappeler le drame d'Idleb à l'automne 2014 lorsque des dizaines d'enfants, vaccinés contre la variole, sont morts dans cette province à cause de la mauvaise qualité des vaccins. Cette région était alors contrôlée par des groupes gérés par la Coalition nationale (en opposition) qui devrait donc assumer la responsabilité de la mort des enfants.

Les diplomates russes ont réussi à maintenir le principe de l'acheminement de l'aide à la population civile à travers les frontières sous la supervision internationale (assurée par les Nations Unies) et celui du respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale du pays. Cela a permis de canaliser les opérations humanitaires dans la bonne direction.

Les forces antigouvernementales se servaient des dossiers humanitaires à des fins de propagande pour diaboliser l'administration Bashar al-Assad et discréditer ceux qui s'opposaient à son renversement. C'est très pratique parce qu'en abordant le sujet humanitaire, on peut jouer sur les sentiments. Les « drames du jour » étaient montés en épingle à tour de rôle : la famine à Zabadani, les malheurs de la population à Daraya ou à Homs, l'impossibilité d'accorder des soins médicaux aux habitants d'Alep.

Des accusations pleuvaient sur des plateaux internationaux contre les autorités « non coopératives » de la Syrie, dénoncées pour la création préméditée d'obstacles logistiques et les empêchements aux envois humanitaires. Dans le même temps l'échec des opérations humanitaires par la faute de l'opposition, les meurtres de personnels humanitaires, les pillages de

* Il s'agit de la Résolution 44/182 de l'Assemblée générale des Nations Unies formulant les Principes directeurs en matière d'aide humanitaire. Elle stipule : « La souveraineté, l'intégrité territoriale et l'unité nationale des États doivent être pleinement respectées en conformité avec la Charte des Nations Unies. Dans ce contexte, l'aide humanitaire devrait être fournie avec le consentement du pays touché et en principe sur la base d'un appel du pays touché. »

convois par les rebelles et le chaos régnant dans les régions occupées par les djihadistes étaient passés sous silence.

Les ONG contrôlées par les Occidentaux et les pays arabes du Golfe se frayaient le chemin vers les zones de combats acharnés pour y collecter des renseignements avant de les présenter sous un certain jour. Ces gens risquaient leur vie, mais si le gouvernement leur barraient l'accès aux « points chauds » pour des raisons de sécurité, ils se lamentaient sur des plateaux internationaux en dénonçant « les restrictions aux libertés des observateurs indépendants, imposées par le régime pour cacher ses crimes ».

L'ensemble des mécanismes, à commencer par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), y mettaient du leur pour attiser des passions autour de la situation humanitaire. Incité par les Occidentaux, le HCDH a publié un rapport sur « La vie sous l'état de siège »¹ en accablant Damas, responsable, selon lui, du mal-être de la population des territoires occupés. Le rapport de la Commission d'enquête de l'ONU sur la situation des droits de l'Homme en Syrie, paru à la même époque, était consacré dans une large partie aux problèmes des sièges, quoique la Commission n'ait encore jamais abordé ce sujet². Les ONG occidentales faisaient beaucoup de bruit à chaque fois que le Conseil de sécurité devait tenir une réunion à propos de la situation humanitaire en Syrie. Il ne fait aucun doute que ces actions étaient dirigées depuis un seul et même lieu et que cette insistance sur « la famine et l'absence des médicaments chez les civils » était une commande politique. Les villes mentionnées dans ce contexte étaient uniquement celles qui étaient assiégées par les forces gouvernementales syriennes (Ghouta orientale, Douma, etc.), alors que personne ne se souvenait de Nobl et Zahraa, Fua, Kafraya ou El Haseke bloquées par les rebelles.

Il convient de citer ici les conclusions tirées par l'ONG italienne *No War Network* qui a enquêté sur les attaques contre des sites médicaux en Syrie qui ont fait des remous. Ce texte

prend le contre-pied des accusations contre les Forces spatiales russes et l'Armée de l'air syrienne qui auraient effectué des frappes aériennes contre ces sites médicaux. Il affirme que la plupart des attaques contre les hôpitaux en Syrie sont signalées dans les régions contrôlées par les rebelles. Or, la plupart de ces sites sont des hôpitaux de campagne dissimulés, aménagés dans des maisons d'habitation, des écoles et autres bâtiments qui n'ont rien à voir avec la Santé publique. Ils ne portent pas non plus l'emblème de la fonction médicale (Croix-Rouge et Croissant-Rouge), ce qui ne permet pas de les identifier sur terre ou depuis les airs.

Par ailleurs, des critiques sont proférées contre les méthodes utilisées pour la collecte des renseignements sur les frappes aériennes présumées contre les sites médicaux. Par exemple, certains États et organisations « droitdelhommistes » internationales, ainsi que des médias tirent le gros des renseignements des rebelles qui contrôlent telle ou telle région syrienne. Cependant les groupes armés illégaux engagés dans le conflit ont intérêt à discréditer la Russie et le gouvernement syrien et ne peuvent pas de ce fait être considérés comme des sources d'information fiables. Les renseignements qu'ils fournissent ne sont ni objectifs ni authentiques.

Cet exemple typique prouve que les pays qui crient le plus fort à propos de la situation humanitaire désastreuse en Syrie font en fait deux poids deux mesures en consacrant les sanctions anti-syriennes unilatérales décrétées par l'Union européenne, les États-Unis et la Ligue arabe. Ces mesures n'ont eu pour résultat que la dégradation de la situation économique en Syrie et, par conséquent, l'exacerbation des problèmes humanitaires. Les restrictions imposées ont fait chuter le PIB de 60% et le commerce et l'industrie, de 80%. Des milliers d'individus ont perdu leurs emplois, la santé publique est en détresse, l'industrie pharmaceutique a été anéantie. Le taux d'inflation a frisé 400% en 2015 par rapport à 2010 – l'année d'avant-crise. Le minimum vital pour une famille de cinq personnes est descendu jusqu'à 550 dollars par mois –

du jamais vu en Syrie. Le nombre des chômeurs a dépassé 3,7 millions, à savoir 57% de la population active (contre 8,6% en 2010)³. Les sanctions font naître l'économie de l'ombre, souterraine, où les fournisseurs des marchandises et des services ont intérêt à ce que le conflit ne cesse jamais pour vivre aux dépens du peuple malheureux de la Syrie.

Cependant les sanctions sont régulièrement prorogées malgré les rapports des organismes onusiens et des agences analytiques internationales qui mettent en relief les conséquences néfastes de ces mesures. Certains pays de l'Occident et du Golfe ne cessent d'affirmer que la situation humanitaire ne peut pas être redressée par la faute du gouvernement syrien, et non à cause des terroristes du *Jabhat al-Nusra* et de l'ÉI. Certains membres du Groupe international de soutien à la Syrie, européens en premier lieu, ne sont pas prêts à admettre que la crise des migrants en Europe n'aurait pas pris une ampleur aussi désastreuse si l'UE était revenue sur sa décision d'imposer des restrictions, en faisant le bon choix.

La Russie accorde une aide humanitaire à la population syrienne dès le début de la crise. Cette assistance n'a jamais été conditionnée par des préalables ou une conjoncture politique. Il s'agit d'envois humanitaires destinés aux nécessiteux, sans distinction de leur appartenance politique, religieuse, ethnique ou géographique (s'ils résident dans les régions contrôlées par les forces gouvernementales ou antigouvernementales).

Ne citons que quelques données ayant trait à l'assistance accordée par la Russie à la Syrie. Conformément à l'ordre donné par le président russe, les avions du ministère des Situations d'urgence ont effectué, entre janvier 2013 et octobre 2015, 25 vols en Syrie et dans des pays voisins (Liban, Jordanie) pour livrer plus de 600 tonnes de cargaisons humanitaires à la population syrienne touchée.

Depuis le début de 2016, les Forces spatiales de Russie sont chargées de l'opération de secours à la population de Deir ez-Zor assiégée par les djihadistes de l'ÉI. Des vivres, des articles de première nécessité et des médicaments sont parachutés

par des avions de transport militaire affrétés par une agence russe bénéficiant du soutien technique et logistique des Forces spatiales de Russie. Au total, plus de 300 tonnes de cargaisons humanitaires ont été livrées de la sorte.

Le Programme alimentaire mondial des Nations Unies s'est joint à l'opération de ravitaillement de Deir ez-Zor assiégé à partir du 10 avril 2016. Rappelons que l'opération est réalisée par une agence russe bénéficiant du soutien technique et logistique des Forces spatiales de Russie. Plus de 70 vols ont été effectués, le poids total des cargaisons livrées à Deir ez-Zor dépasse 1 140 tonnes.

Les Russes ont aménagé à Hama un camp d'hébergement pour les déplacés internes, avec cantine, cuisine de campagne, réservoir d'eau et douches. Les Syriens sont ravitaillés en vivres, médicaments et articles de première nécessité.

Avant mars 2016, la Russie a acheminé en Syrie plus de 620 tonnes d'envois humanitaires, médicaments et articles de première nécessité. Cependant la Russie a toujours manifesté sa disponibilité à coopérer avec les organisations internationales et la communauté mondiale dans leurs efforts pour aider les Syriens.

L'Église orthodoxe russe y participe également. Les dons collectés par elle sont ensuite transmis au Patriarche Jean X d'Antioche et au Grand Mufti de Syrie, cheikh Badr el-Dine Hassoun. L'association nationale russe d'anciens combattants *Fraternité d'armes* et la Société impériale orthodoxe de Palestine acheminent en Syrie des vivres, des médicaments et de l'argent collectés par le groupe inter-fraction de députés pour la défense des valeurs traditionnelles, la Fondation *Russar* et la communauté syrienne orthodoxe en Russie.

Notre pays est aussi un donateur important de fonds aux projets des agences humanitaires des Nations Unies (HCR, OCHA, PAM, PDNU) et du CICR.

Un volet à part a été constitué pour aider les gouvernements libanais et jordanien à accueillir et approvisionner les réfugiés syriens.

L'opération d'aide humanitaire russe aux Syriens a pris de l'ampleur et de la durabilité après la création, en février dernier, du Centre pour la réconciliation des belligérants, dans les locaux de la base aérienne russe Hmeymim. Ce sont les militaires russes qui livrent tous les jours, au péril de leur vie, des vivres et des articles de première nécessité dans des « points chauds » de la Syrie, ainsi que dans les localités ayant rejoint l'accord de trêve. À ce jour, 760 villes ont déjà signé cet accord⁴. Le Centre de réconciliation déploie à un rythme quotidien des efforts soutenus visant à accorder une aide réelle aux nécessiteux.

Qui plus est, les spécialistes du Centre russe de réconciliation en Syrie assurent le passage des convois humanitaires des Nations Unies vers de nombreuses régions assiégées du pays. Nos hommes sont postés sur les postes-frontières à l'entrée de ces localités. Par exemple, le convoi humanitaire qui a livré en juin 2016 ses cargaisons à Daraya – une banlieue de Damas, symbole de la révolte – n'a pu le faire que grâce à la présence de militaires russes sur les postes-frontières. Le fait que la Russie a contribué à l'acheminement des cargaisons humanitaires à Daraya envahie par des groupes antigouvernementaux montre que Moscou œuvre pour alléger les souffrances des civils syriens où qu'ils résident. Notre pays n'entremêle pas les questions politiques et humanitaires.

Le groupe de travail pour la mise en œuvre du volet humanitaire, créé en février dernier dans le cadre du Groupe de soutien international à la Syrie (ISSG), a fait beaucoup pour coordonner les efforts internationaux dans ce domaine. Ce groupe de travail a réuni les pays les plus influents (dans l'optique du conflit syrien), notamment des puissances régionales*.

* L'ISSG est composé de l'Algérie, de l'Allemagne, de l'Arabie Saoudite, de l'Australie, de la Chine, du Canada, de l'Égypte, des Émirats arabes unis, de l'Espagne, des États-Unis, de la France, de l'Iran, de l'Irak, de l'Italie, du Japon, de la Jordanie, de la Ligue arabe, du Liban, des Nations Unies, de l'Organisation de la coopération islamique, d'Oman, du Qatar, des Pays-Bas, du Royaume-Uni, de la Russie, de la Turquie et de l'UE.

Les activités de cette structure ont eu pour résultat que les agences des Nations Unies ont obtenu l'accès humanitaire, avec l'assistance du gouvernement syrien, à l'ensemble des 18 régions assiégées. Force est d'admettre que les opérations humanitaires des Nations Unies enregistrent des progrès considérables. Si en 2014 et 2015 l'ONU et le CICR ont réussi à faire parvenir dans les régions difficiles d'accès respectivement 50 et 34 convois humanitaires mixtes, ces derniers ont été plus de 80 pendant les six premiers mois de 2016. Plus de 6 millions de personnes ont reçu de l'aide humanitaire depuis le début de l'année, dont 290 000 dans les régions assiégées ou difficilement accessibles. Par ailleurs, des activités humanitaires se poursuivent normalement dans les régions contrôlées par les forces gouvernementales où la menace de la famine a été éloignée.

C'est dans une grande partie un résultat des contacts entre la Russie et les autorités syriennes pour faciliter l'accès des envois humanitaires aux localités assiégées.

Et les prétendus *Amis de la Syrie*, qu'ont-ils fait ? Rien, à y regarder de près. L'accès humanitaire à Fua et à Kafraya, dans le gouvernorat d'Idleb, assiégées par les rebelles, est toujours inexistant. Les rebelles ont bloqué les bureaux de la Société syrienne du Croissant-Rouge à Aazaz. La Turquie (qui fait d'ailleurs partie de l'ISSG) refuse d'ouvrir le poste-frontière de Nusaybin / Kamisli sans donner ses raisons.

Ayant échoué à « faire leurs devoirs », les Occidentaux et certaines organisations régionales ont pourtant commencé à monter en épingle une autre « tragédie humanitaire », cette fois à Alep oriental assiégé par les forces gouvernementales syriennes (et ravagé par les terroristes). Les agences humanitaires des Nations Unies y ont été mises à contribution également.

La Russie a fait preuve de souplesse, là aussi, en annonçant le 28 juillet dernier le début de sa propre opération humanitaire de grande envergure à Alep. Des « fenêtres humanitaires » de trois heures étaient ouvertes, pendant lesquelles toutes les hostilités, frappes aériennes et d'artillerie

étaient suspendues. Les militaires russes se sont déclarés disponibles à garantir la sécurité des convois humanitaires. La durée et la fréquence de ces « pauses humanitaires » ont ensuite été amplifiées, à la demande des Nations Unies, pour permettre à la ville de respirer.

Cette décision n'a pas été facile, vu que l'Armée de l'air syrienne, appuyée par les Forces spatiales de la Russie, était alors engagée dans une opération antiterroriste dans le nord d'Alep et dans le sud-ouest (Ramoussa) contre les djihadistes du *Jabhat d'al-Nusra* et de nombreux groupes armés « modérés » (du point de vue des Américains) qui les ont rejoints – *Ahrar al-Cham*, *Feylak al-Cham*, *Ajnad al-Cham*, *l'Armée des Moudjahidines*, etc. Néanmoins, un cessez-le-feu a été instauré pour que l'aide humanitaire puisse parvenir dans les quartiers d'Alep occupés par les rebelles. L'exigence des Nations Unies qui voulaient que les camions chargés des cargaisons humanitaires partent du territoire turc (après être inspectés par des employés onusiens) a été satisfaite. Et le gouvernement syrien a accepté de ne pas revisiter les convois humanitaires onusiens pour réduire les délais de l'opération. Les contrôles ne devaient porter que sur les sceaux onusiens pour s'assurer qu'ils sont intacts.

Enfin, il paraissait que l'adoption, le 9 septembre dernier, du texte russo-américain « La baisse du niveau de violence, le rétablissement de l'accès et la création du Centre exécutif commun » offrait l'occasion de créer un climat favorable au règlement des problèmes, à commencer par ceux humanitaires.

Cependant la réaction à ce texte de ceux qui ne cessaient de geindre des semaines durant, « accablés » par la catastrophe humanitaire, a été indécente, et c'est le moins qu'on puisse dire. Plusieurs groupes et mouvements d'opposition n'ont pas tardé à publier des déclarations qui rejetaient l'initiative russo-américaine. Le Conseil local de la ville d'Alep (qui gère ses quartiers orientaux), le « gouvernement provisoire » autoproclamé qui siège en Turquie à Gaziantep et la coalition militaire rebelle *Fatah Halab* ont opposé leur refus à

l'acheminement des cargaisons par la route du Castello, lui voulant substituer la route de Ramoussa contrôlée par les terroristes, à savoir exposer au feu les employés de l'ONU.

Il est clair que leur objectif consistait à faire capoter la livraison des cargaisons dans les quartiers d'Alep contrôlés par les terroristes. Ces tueurs n'ont absolument pas de soucis pour la population civile qu'ils utilisent comme un « bouclier vivant ».

Un long entretien accordé par l'un des chefs de guerre du *Jabhat al-Nusra* au célèbre journaliste allemand indépendant Jürgen Todenhöfer a attiré notre attention dans ce contexte. L'interlocuteur du journaliste dit que les rebelles ne reconnaissent pas la trêve en Syrie. Il parle pour l'ensemble des groupes faisant partie du *Jabhat al-Nusra*, *Jaysh al-Islam* y compris. Le chef de guerre affiche la même attitude à l'égard des négociations inter-syriennes. Les représentants de l'opposition syrienne qui y participent sont à ses yeux des gens faibles et véreux, et il range parmi eux l'Armée syrienne libre composée de « modérés ». Le terroriste ne cache pas que le *Jabhat al-Nusra* a profité de la trêve pour regrouper ses forces en vue de préparer une attaque puissante contre les forces gouvernementales syriennes. Et maintenant, le plus important. Le rebelle a déclaré sans ambages que ses hommes n'avaient aucune intention de laisser passer les camions chargés de l'aide humanitaire tant que l'armée syrienne ne se sera retirée de la route du Castello et des quartiers nord d'Alep.

La réaction des Occidentaux au règlement de la situation à Daraya (banlieue de Damas) est un autre exemple de la politique à géométrie variable. Les rebelles qui contrôlent cette localité et les militaires syriens ont conclu un accord fin août pour procéder à l'évacuation bénévole des civils vers des régions sûres. Ce projet a été mené à bien sans incidents. Les cars remplis de femmes et d'enfants et accompagnés d'employés de l'ONU et de la Société syrienne du Croissant-Rouge sont passés tranquillement vers un lieu sûr.

Les pays occidentaux ont pourtant critiqué cette opération, la traitant de « capitulation », voire de purge ethnique. Ces

mêmes pays avaient appelé à lever le siège. Mais dès que cela a été fait, et sur accord mutuel des parties en plus, le camp anti-Assad s'est mis à tirer à boulets rouges contre cette opération humanitaire.

Des ONG engagées appuient activement les efforts en vue de faire capoter les mesures visant à redresser la situation humanitaire en Syrie. Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires siégeant à Genève a reçu le 9 septembre dernier une déclaration collective d'un groupe d'ONG qui suspendent leur coopération humanitaire avec les organismes des Nations Unies opérant en Syrie. Ce texte a été signé par 73 ONG financées principalement par les États-Unis, l'Arabie Saoudite, le Qatar et la Turquie. Il contient des accusations contre les missions humanitaires internationales déployées à Damas par les Nations Unies et la Société syrienne du Croissant-Rouge qui pratiquent une coopération « trop étroite et sélective » avec le gouvernement syrien. Les ONG ci-nommées ont posé une sorte d'ultimatum en refusant d'échanger d'informations sur les sujets humanitaires et de renseigner les Nations Unies sur leurs activités en Syrie, notamment sur les livraisons humanitaires à travers les frontières.

Il est tout à fait clair que l'objectif principal de cette démarche était de prendre sous contrôle les activités humanitaires des Nations Unies en Syrie, notamment pour garder les filières d'approvisionnement des groupes armés illégaux établies sous prétexte de la coopération avec les organisations prestigieuses relevant de l'ONU.



Au moment de rédiger cet article, nous avons appris la décision de Washington de suspendre le dialogue avec Moscou sur le rétablissement de la paix en Syrie. La déclaration du Département d'État américain sur le retrait unilatéral du projet commun avec la Russie ne peut susciter

qu'une profonde déception. En outre des efforts pour rétablir le cessez-le feu, il était question de l'accord du 9 septembre sur la livraison des envois humanitaires dans la partie orientale d'Alep. Les autorités syriennes étaient prêtes à faire preuve de bonne volonté en acceptant la proposition russe, elles ont même commencé à retirer leurs troupes de la route du Castello qu'un convoi humanitaire devait emprunter, mais Washington n'a pas pu alors et n'a pas voulu aujourd'hui faire en sorte que les groupes rebelles qu'il contrôle fassent de même. Pourquoi ? Il se peut qu'il soit en fait indifférent aux besoins des civils syriens et n'exploite le dossier humanitaire qu'à ses fins politiques, ou bien il n'est tout simplement pas en mesure de faire quoi que ce soit aux rebelles.

Ainsi, toute l'histoire de la « dimension » humanitaire du conflit syrien et de la coopération au sein de la communauté internationale en matière de problèmes humanitaires en Syrie a montré que la Russie demeure de fait l'unique État responsable qui œuvre pour résoudre des problèmes concrets concernant l'accès humanitaire. C'est grâce aux efforts de la Russie que l'aide humanitaire ait pu parvenir à l'ensemble des localités syriennes assiégées. C'est Moscou qui a élaboré, avec l'ONU, un plan détaillé d'opérations humanitaires à Alep dont la réalisation a échoué par la faute des rebelles. Face à la montée des tensions sur les plateaux internationaux, notamment au Conseil de sécurité des Nations Unies, la Russie poursuivait calmement ses contacts avec les autorités syriennes et l'ONU sur l'ensemble des dossiers ayant trait à l'accès humanitaire. Les déclarations criardes et l'utilisation de la plateforme du Conseil de sécurité pour faire pression sur les autorités syriennes et la Russie ne mèneront pas loin.

La politisation des questions humanitaires, la confrontation, les tentatives de traîner dans la boue des officiels n'aident pas à résoudre des problèmes concrets, portent préjudice à l'ONU et produisent un impact négatif sur le climat politique. Tout cela n'est pas de nature à rapprocher le règlement politique du conflit syrien qui s'éternise. La coopération pour alléger la vie

du Syrien moyen, l'abandon des approches partiales doivent inciter à la solidarité les pays se trouvant des deux côtés des barricades politiques.

1. *Living Under Siege. The Syrian Arab Republic*//OHCHR, 2014, February 14.
2. *Report of the International Commission of Inquiry on the Syrian Arab Republic*, 12 February 2014//UN document A/HRC/25/65.
3. *Syria at war. Five years on*//UNESCWA, University of St. Andrews, 2016.
4. *Bulletin d'information du Centre russe pour la réconciliation des belligérants dans la République arabe syrienne*, le 10 octobre 2016//www.mil.ru

Mots clés: Syrie, aide humanitaire, *État islamique de l'Irak et du Levant*, *Jabhat al-Nusra*, Conseil de sécurité des Nations Unies, Forces spatiales de Russie, ISSG.



Les métamorphoses des conflits et des guerres dans le monde moderne

Kamaloudin Gadjiev

Directeur de recherches à l'Institut de l'économie mondiale et des relations internationales de l'Académie des sciences de Russie, docteur d'État en histoire

Un monde sans guerres ni conflits sanglants a été l'idéal que les meilleurs esprits de l'humanité prêchaient à travers les âges. Cette idée s'est ralliée de nombreux suffrages à l'époque moderne, à mesure que mûrissaient l'économie de marché et la démocratie politique. À l'aube de l'ère nouvelle, les hommes se posaient déjà les questions quasi rituelles : le libéralisme et la liberté, le commerce et la concurrence libre, la démocratie et l'économie de marché, qu'apportent-ils ? le conflit ou la coopération ? la paix ou la guerre ? Quel est le rapport entre la démocratie et la liberté démocratique, d'une part, et les conflits et les guerres, de l'autre ? La démocratie, peut-elle être le stimulant de conflits et de guerres ?

Une fin de l'Histoire qui n'a pas eu lieu ?

À ces questions, les différents penseurs donnaient à chaque époque des réponses différentes, en fonction de très nombreux facteurs. Il paraît utile de seulement noter, à cette occasion, qu'en entrant dans la Première guerre mondiale à son étape finale, le Président américain de l'époque, Woodrow Wilson, avait proclamé que son objectif était, ni plus ni moins, de « sauver le monde pour la démocratie ». On présumait qu'elle sera la dernière guerre qui mettra fin à toutes les guerres. Cependant, vingt ans seulement après le Traité de Versailles,

la planète toute entière fut le théâtre d'une hécatombe que l'humanité n'avait encore jamais vue, d'une dimension et d'une cruauté sans précédent.

Quand le Mur de Berlin tomba le 9 novembre 1989, beaucoup appelaient de leurs vœux l'harmonie et l'ordre parfaits pour l'Europe et partant, pour l'ensemble du monde. Ils étaient convaincus que le mouvement vers une plus ferme démocratie dans un nombre croissant de pays et de régions du monde conduirait finalement à un changement radical de la nature même des relations politiques intérieures et extérieures à l'échelle mondiale. Cette tendance, pensaient de nombreux scientifiques et observateurs, finira par supprimer les guerres de la vie de l'humanité, parce que formera un système mondial basé sur une transformation capitale – sociale, économique, politique, idéologique – du monde moderne qui évoluera vers l'économie de marché et la démocratie politique.

De très nombreux ouvrages sont parus, centrés sur la thèse qu'à l'époque moderne, avec l'affirmation, partout dans le monde, du modèle occidental de démocratie politique, les conflits et les guerres entre États et autres, tomberont dans l'oubli¹. Qui pis est, certains faux prophètes ont annoncé la victoire définitive des valeurs libérales occidentales à l'échelle mondiale, donc en quelque façon, la fin de l'Histoire.

La globalisation était supposée réunir le monde moderne autour du libéralisme, de l'économie de marché et du libre-échange, du consensus washingtonien. On croyait que la globalisation refoulait au second plan, quand elle n'éliminait pas tout court, la souveraineté nationale des États. Logiquement, la supposée dénationalisation des peuples devait faire de l'identité nationale une survivance du passé. L'Union européenne a parlé avec sérieux de la citoyenneté européenne et de l'identité européenne, qui viennent remplacer la citoyenneté de l'État national et l'identité nationale.

En réalité, la globalisation et les technologies de l'information, considérées comme moyens de diffuser la démocratie politique à l'échelle mondiale, contribuent, d'une part, à intensifier

l'interpénétration des cultures mais de l'autre, conduisent à une plus grande fragmentation et diversification des cultures, ce qui représente le revers de la globalisation. Prise dans ce sens, la globalisation est devenue un agent de déconstruction et de fragmentation du monde contemporain. Il est vrai que la souveraineté nationale des États est sujette à une évidente transformation, mais l'un des paradoxes du monde au moment de sa globalisation de plus en plus rapide réside dans une tendance contraire à la globalisation : c'est la désagrégation des États plurinationaux, avec comme exemples l'URSS, la Yougoslavie, la Tchécoslovaquie, c'est la formation sur leurs décombres d'une multitude de nouveaux États nationaux, ce sont la politisation et l'idéologisation de l'ethnisme et du nationalisme, les phobies de tous genres, les différentes formes du fondamentalisme, du tribalisme, du radicalisme de droite et de gauche qui semblent vraiment inonder le monde entier. En réfléchissant à ces processus et tendances, certains auteurs ont même parlé des débuts de la « fragmentation » ou de la « balkanisation du monde »².

La portée de ces tendances et des mouvements analogues devient particulièrement évidente quand on comprend que l'arène mondiale, quelque attrayants que soient les stéréotypes culturels occidentaux, est caractérisée par la guerre des idées, des standards de vie, des doctrines socio-philosophiques, guerre qui prend une ampleur toujours plus vaste. Nous assistons à une large concurrence entre images de marque et cotes de popularité dans le repartage des marchés mondiaux, à la lutte pour la primauté mondiale entre différents modèles d'auto-organisation économique et politique de peuples et de régions.

Du point de vue où nous sommes placés, une importance tout à fait particulière revient au fait que les transformations, survenues ces quelques dernières dizaines d'années, n'annulent pas l'expérience mondiale historique mais aussi contemporaine, qui montre que dans certaines conditions, la démocratie se mêle organiquement avec l'idée impériale, avec l'aggravation des relations internationales, les contradictions, les conflits et les guerres. On sait que les Empires britannique

et français s'élargissaient vers l'extérieur, alors que dans leur sphère de politique intérieure, on voyait s'affermir les valeurs et les institutions démocratiques. L'époque de genèse et d'institutionnalisation de la démocratie sur le continent nord-américain s'accompagnait d'une autre épopée, parfois sanglante, de peuplement de vastes étendues de terres alors appelées « libres » du continent nord-américain, en chassant de là et en éliminant physiquement les peuples et les tribus autochtones. Pratiquement dès les premiers pas de l'histoire américaine, deux principes à première vue contradictoires – impérial et démocratique – étaient inséparablement liés entre eux, se complétaient et se renforçaient mutuellement. Dans cette étroite interaction, ils ont assuré la formation des valeurs, des orientations, des idées qui ont composé la base pour la théorie de l'exclusivité américaine, de la « prédestination » de l'Amérique en tant que « Cité lumineuse sur la colline » et exemple à suivre pour tous les autres peuples du globe terrestre.

De nos jours, après la disparition de la confrontation frontale, systémique, idéologique et militaro-politique entre les principaux acteurs politiques mondiaux, il semble que sont également disparus les prémisses pour utiliser les conflits et les guerres comme instrument de règlement des contradictions et des différends inter-étatiques et internationaux, pour protéger les intérêts nationaux et garantir la sécurité nationale et internationale. Cependant, force est de constater avec regret que les transformations cardinales de ces trois ou quatre dernières décennies, y compris le passage d'un nombre croissant de pays et de peuples à l'économie de marché et à la démocratie politique, n'ont pas diminué le risque de guerres et de conflits armés. On découvre que l'élargissement de l'aire de diffusion des valeurs, orientations et idées de la démocratie politique ne mène pas toujours ni obligatoirement à l'affermissement des principes démocratiques dans les relations entre États.

Qui plus est, nous assistons à un phénomène qui paraît au premier abord paradoxal : parallèlement à l'augmentation du nombre des États qui se sont engagés, semble-t-il, dans la voie

du développement démocratique, on voit aussi augmenter le nombre de pays où surgissent à la surface les forces dormantes des attachements et xénophobies inter-communautaires, ethniques, tribalistes, clanistes et autres. Elles servent de substrat fertile pour les conflits ethniques et territoriaux, les guerres de religion et civiles qui, dans le contexte de la globalisation et de la révolution numérique, acquièrent les traits nouveaux même par comparaison au passé récent³. Arrêtons-nous sur les aspects les plus remarquables, selon l'auteur, de ces processus et tendances.

Les « guerres hybrides » comme phénomène de politique mondiale

Dans le contexte des chocs tectoniques et des transformations qui se sont produits ces dernières décennies dans le monde, de nombreux problèmes concernant la protection des intérêts nationaux et la sécurité nationale apparaissent sous un jour totalement nouveau. Au cours de toute l'histoire précédente de l'humanité, c'est la puissance militaire qui était considérée comme le principal instrument pour accomplir cette fonction, alors que dans les conditions actuelles, à côté d'elle, on voit d'autres formes, méthodes et moyens acquérir une importance croissante.

Un des fondateurs et idéologues du Parti communiste italien Antonio Gramsci avait élaboré dès les années 30 du siècle dernier la théorie de la soi-disant hégémonie culturelle, qui était une tentative de justifier la thèse affirmant que pour remporter la victoire dans la lutte pour le pouvoir politique, il faut d'abord conquérir l'hégémonie sur l'espace culturel. Cette façon de poser le problème a pris une signification et une actualité particulière dans le contexte de la globalisation et de la révolution numérique. Au lieu des formes et des méthodes traditionnelles de propagande idéologique massive, on voit arriver les procédés de la communication profondément pensés, échelonnés et diversifiés, qui exercent une influence puissante au niveau non seulement rationnel, mais encore et surtout au niveau émotionnel, psychique, subconscient et irrationnel.

Il s'agit, entre autres, de moyens économiques, médiatiques, idéologiques, psychotropes et autres pour protéger et promouvoir les intérêts nationaux, sauvegarder la sécurité nationale, acquérir du prestige, rendre son État influent dans l'arène internationale. Sur cette toile de fond, on a vu rapidement s'introduire dans le vocabulaire militaire et politique la notion de « guerres hybrides ». Malgré une courte période de son utilisation, on a vu apparaître un grand nombre d'ouvrages qui emploient, dans tel ou tel autre contexte, cette notion.

Elle n'a pas seulement acquis droit de cité dans la littérature scientifique et politique, ainsi que dans les médias, mais encore est largement utilisée dans les documents officiels, qui déterminent le comportement des États dans l'arène internationale. Par exemple, la rencontre du Conseil des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN, qui a eu lieu le 1^{er} décembre 2015 à Bruxelles, a adopté pour la première fois « La stratégie des guerres hybrides ». Le secrétaire général de l'OTAN Jens Stoltenberg a noté que « la guerre hybride couvre un vaste choix de types d'actions armées. <...> Ce terme est utilisé pour décrire la combinaison des moyens militaires et non militaires, d'opérations cachées et ouvertes. <...> C'est une combinaison de différents procédés civils et militaires ». Selon Stoltenberg, un exemple de « guerre hybride » est donné par le comportement de la Russie qui a conduit à « l'annexion de la Crimée », ainsi que ces actions au Donbass⁴.

Toute guerre est le résultat des décisions politiques pour parvenir aux buts politiques. La particularité des « guerres hybrides » par comparaison avec les guerres traditionnelles réside en ce qu'elles emploient toutes les formes militaires et non militaires disponibles, tous les moyens, toutes les méthodes et technologies de lutte économique, géo-économique, politique, culturelle, géopolitique et autres. Élément constitutif de « guerres hybrides », les caricatures provocatrices, ces produits de la liberté d'expression illimitée qui sont, en fait, une des manifestations de la propagande du racisme, de la xénophobie

et d'autres formes de fondamentalisme politique et idéologique, et différent peu de l'islamisme radical, ont acquis une scandaleuse notoriété.

On peut croire que les « guerres hybrides » se sont également manifestées, pendant la préparation aux Jeux olympiques d'hiver à Sotchi en 2014, par d'intenses tentatives de les discréditer et annuler, ou au moment de la soi-disant campagne antidopage contre la Russie, dans sa version politisée en hiver et en été 2016, ou encore pendant d'autres campagnes de ce genre. C'est sous cette même optique que l'on peut envisager la campagne, qui n'en finit pas, pour annuler le championnat du monde de football en Russie, qui doit avoir lieu en 2018. Il va de soi que « les bonhommes verts », qui avaient joué un rôle assez important dans l'opération parfaitement réussie de rattachement de la Crimée à la Russie, peuvent eux aussi être considérés comme instruments de la « guerre hybride ». Cette liste peut être prolongée, mais cela ne semble pas absolument indispensable pour comprendre la nature des transformations en cours.

Dans une guerre de type traditionnel, tout est plus ou moins clair : qui est l'ami et qui est l'ennemi, qui attaque et qui se défend, qui a remporté la victoire et qui a subi la défaite, quelles sont les forces qui sous-tendent chacune des parties belligérantes. Avec une « guerre hybride », c'est autre chose. En elle, il n'y a pas de fronts nettement alignés ni de participants nettement désignés, il n'y a pas de ligne de front, car elle passe partout, ce qui la rend transparente. L'hybridation délaye les lignes de séparation entre la guerre et la paix, entre les menaces intérieures et extérieures à la sécurité nationale, entre un coup d'État et une révolution, entre les formes de lutte permises et prohibées, entre les défenseurs et les destructeurs du droit international.

On voit s'actualiser le postulat du secrétaire d'État américain du début des années 1950 John Foster Dulles : « l'économie devient notre première ligne de défense. <...> S'il n'y a pas de stabilité dans le secteur économique, on ne peut

pas parler d'un niveau nécessaire de sécurité de la nation ». Petit à petit, la notion de « sécurité économique » a fait son chemin. Elle a acquis une actualité particulière après la fin de la guerre froide et l'intensification des processus de mondialisation. Sur ce plan, une importance croissante revient aux questions concernant les conditions du commerce, le mouvement des ressources – capitaux, technologies, marchandises, services, etc. De plus en plus souvent, les différends entre États sont réglés au moyen de taux d'intérêt, de cours de change, de la compétitivité de l'économie nationale sur les marchés mondiaux, etc.

En mettant entre parenthèses une multitude d'aspects qui ne sont pas suffisamment étudiés par la géopolitique russe et étrangère, je considère comme une des manifestations de la « guerre hybride » dans ce domaine les sanctions économiques, qui méritent qu'on y prête attention. On peut les qualifier à juste titre de guerre des sanctions, menée par tel ou tel autre pays ou par un groupe de pays contre le pays ennemi afin de détruire son économie et, partant, pour étouffer sa volonté de résistance. Les sanctions deviennent un moyen sérieux et de plus en plus souvent employé pour exercer une pression politique et économique sur l'adversaire.

Déclenchée par l'Occident contre la Russie en tant que réponse à sa résistance à l'expansion de l'OTAN, cette guerre est considérée comme moyen de briser sa résistance et de l'isoler, comme une sorte de punition pour le rattachement de la Crimée à la Russie et pour le soutien, accordé aux aspirations de la population du Donbass qui veut protéger ses intérêts vitaux. En reprenant la célèbre formule de Carl von Clausewitz « La guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens », on peut affirmer que les sanctions sont un procédé employé pour déclencher et mener la guerre froide par d'autres moyens. Cependant, comme le montre l'expérience de toute la période d'application des sanctions, la Russie a prouvé la stérilité des tentatives de détruire son économie nationale et d'isoler le pays par ce moyen.

La « puissance douce » comme prédécesseur de la « guerre hybride »

Avant l'apparition de la notion même de « guerre hybride », on a vu figurer dans la littérature militaro-politique, scientifique et publiciste le terme « puissance douce » (soft power), qui couvre l'ensemble des ressources et des avantages dont dispose un État et qui n'est pas lié à la force armée, appelée « puissance dure » (hard power). La « puissance dure » a pour but de punir et d'intimider l'adversaire par les armes, alors que la « puissance douce » est appelée à l'attirer à ses côtés, ou tout au moins le neutraliser, par des moyens pacifiques, sans effusion de sang. La « puissance douce » s'appuie sur la culture et les valeurs, sur les idées, les symboles, les mythes et ainsi de suite. Il devient évident que dans les conditions actuelles, les principales caractéristiques et les grandes priorités de la politique mondiale ne sont pas nécessairement déterminées et modifiées par les bombes et à la baïonnette, par les triomphes militaires et les capitulations. Les changements fondamentaux se déclarent souvent sans sensations tapageuses ou, en d'autres mots, les « cygnes noirs » peuvent apparaître sur l'horizon géopolitique à la surprise, pour ainsi dire, de tous les acteurs de la politique mondiale.

Dans ce contexte, la « puissance douce » est devenue l'une des principales composantes de la puissance et des capacités de l'État. « Quand tu peux inciter les autres à convoiter ce que tu veux toi-même, écrivait l'un des auteurs de ce concept Joseph Nye, les bâtons et les carottes, indispensables pour pousser les gens dans la direction voulue, te reviennent moins cher. La tentation est toujours plus efficace que la coercition, or les valeurs telles que la démocratie, les droits de l'homme et la performance individuelle sont cruellement tentantes. Toutefois, l'aspiration peut tourner en dégoût si la politique sent l'arrogance ou l'hypocrisie⁵. »

Toutefois, la « puissance douce » sous ses formes différemment agencées n'est pas du tout une invention de notre époque. La propagande, le mensonge, la diplomatie, les légendes et les mythes

de toute sorte, les faux tels que le « Testament de Constantin », le « Testament de Pierre le Grand » et d'autres documents semblables, les potentats les ont été utilisés depuis des temps immémoriaux pour conquérir le pouvoir et le garder. À propos, pour conquérir le Midwest et le Far West, les Américains n'utilisaient pas uniquement la winchester et le colt, mais avec autant de succès les babioles de tous genres et la fameuse « eau-de-feu ».

Il se trouve donc que certaines choses ne se laissent pas convenablement expliquer par des avantages purement économiques ou la puissance militaire. La grande aisance matérielle et même la puissance militaire inégalée ne garantissent pas toujours ni assurément le succès ou la victoire. On sait que les empires puissants et les grandes civilisations s'engageaient dans la pente dangereuse, qui les menaient au déclin et à la disparition, au moment où ils atteignaient le sommet de leur épanouissement économique et de leur prospérité matérielle. De nos jours également, la puissance absolue dégénère parfois en inefficacité et impuissance patentes quand ces empires et civilisations ne sont pas appuyées par un idéal, une vocation, une volonté qui sont les seules capables de convertir assurément la puissance économique et militaire en bénéfiques politiques. Sans cela, un colosse aux pieds faits avec des armes nucléaires ou super-précises peut se montrer pas plus capable d'action que le colosse aux pieds d'argile. À preuve, l'expérience que les États-Unis ont acquise en Asie du Sud-Est et au Grand Moyen-Orient, l'URSS et l'OTAN en Afghanistan, etc.

À cette occasion, il sera utile de rappeler que l'URSS, qui semblait un empire puissant et indestructible, est tombée sans qu'un seul coup de feu soit tiré. À bien des égards, elle a perdu la guerre froide contre l'Occident parce qu'au moment de la révolution numérique, les pays occidentaux ont disposé d'une arme médiatique et idéologique plus puissante. Le lent effritement du rideau de fer et la pénétration des idées, valeurs, orientations, modes de vie occidentaux ont joué un rôle substantiel dans la désagrégation du système soviétique. Cet aspect recevait une dimension croissante au fur et à mesure des

progrès de la révolution numérique dans la deuxième moitié des années 1970, qui ont rendu inefficaces, inconsistants voire contre-productifs les moyens et les méthodes de propagande et de contre-propagande.

Dans cette optique, une importance spéciale revient au fait que dans les conditions de la révolution numérique, les connaissances et l'information deviennent des éléments essentiels de la force, de la richesse et du pouvoir. Comme le faisait remarquer à juste raison Alvin Toffler, le pouvoir maximal est accessible à ceux qui savent, si nécessaire, manier ses trois instruments – la force, la richesse et le savoir, « en les combinant ingénieusement l'un avec l'autre, en alternant la menace de punition et la promesse de récompense avec la persuasion et la compréhension rapide ». Notons que parmi les trois sources du pouvoir, une signification croissante revient aux connaissances, desquelles dépendent désormais la force et la richesse : « Le savoir a cessé d'être un appendice au pouvoir de l'argent et au pouvoir de la force, le savoir est devenu leur attribut. En fait, il est leur ultime renforçateur. C'est la clé pour comprendre les futures métamorphoses du pouvoir, ce qui explique pourquoi le combat pour le contrôle sur les connaissances et les moyens de communication se déchaîne dans l'ensemble de l'espace mondial⁶. » Finalement, les connaissances « se présentent non seulement comme source du pouvoir de meilleure qualité, mais encore comme élément essentiel de la force et de la richesse »⁷.

Le savoir et l'information

Le savoir ne devient pas une force puissante par lui-même, mais une fois converti en information. Réfléchissant sur ces processus et tendances, de nombreux scientifiques ont acquis la conviction que progressivement, le pouvoir dans la société passe entre les mains de ceux qui créent, traitent et contrôlent les connaissances et l'information. Le politologue américain James Barber indiquait, non sans raison, que ceux qui dessinent les mythes et les images du monde moderne « exercent le pouvoir

qui ne représente rien d'autre que le pouvoir de déterminer la direction dans laquelle évoluera la civilisation »⁸. En effet, les fabricants et les diffuseurs de l'information – qui se transforment en créateurs de concepts, de mythes, de symboles, de normes et de règles du jeu et manipulent le comportement d'énormes masses de la population à l'échelle de toute l'œcumène – deviennent de véritables vecteurs du pouvoir économique et politique. Dans ce sens, on peut affirmer que la célèbre formule de Francis Bacon « La connaissance est en elle-même puissance » peut maintenant être remaniée pour devenir « L'information est en elle-même puissance et pouvoir ».

Ces transformations acquièrent une signification et une actualité croissantes sur fond d'expansion média-culturelle et média-idéologique de l'Occident. Dans ce domaine, la plus grande énergie est déployée par les États-Unis qui, prétendant au leadership incontesté du monde contemporain, veulent s'établir en dominateur dans l'espace mondial médiatique, et pas seulement.

David Rothkopf, ancien fonctionnaire à l'administration de Bill Clinton, notait qu' « à l'époque des technologies de l'information, c'est la victoire sur le marché des courants mondiaux de l'information qui doit être l'objectif central de la politique extérieure des États-Unis. Les USA doivent parvenir à la domination égale à celle que la Grande-Bretagne avait autrefois sur les mers ». Cela pour que « si une langue se propage dans le monde, il faut que cela soit précisément l'anglais ; si les normes communes de télécommunication et de sécurité se propagent, il faut que ces normes soient obligatoirement américaines ; si la télévision, la radiodiffusion et la musique sont employées au cours de la fusion de différents groupes sociaux, il faut que le premier rôle soit joué précisément par les médias américains ; si les valeurs communes sont élaborées, il faut que le système adopté soit tel que les Américains s'y reconnaissent ». C'est dans cette politique de Rothkopf voyait le bien non seulement pour l'Amérique, mais encore pour le reste du monde. « Ce qui est bon pour les États-Unis d'Amérique, affirmait-il, est bon pour toute l'humanité ! »⁹

Au cours de ces mêmes « guerres hybrides », une énorme importance revient à leur justification idéologique ou média-idéologique. Les néoconservateurs américains de leur première vague des années 1980, comme par exemple Irving Kristol, Norman Podhoretz, Daniel Moynihan, Jeane Kirkpatrick et autres, se distançaient déjà des conservateurs traditionnels qui ne voyaient guère la nécessité de quelques constructions idéologiques que ce soit, se prononcèrent pour la réinsertion de l'idéologie dans la politique, pour le réarmement idéologique de la stratégie extérieure des États-Unis. Reprenant en quelque sorte à leur compte la thèse ci-dessus de Gramsci, ils ont déclaré que pour conquérir le pouvoir et l'influence sur la communauté mondiale, et à plus forte raison encore, pour conquérir et conserver les positions prépondérantes ou l'hégémonie sur le monde, il fallait s'assurer l'hégémonie idéologique, idéologico-médiatique. Ils ont annoncé par la bouche de Kristol que « la politique non-idéologisée, c'est la politique désarmée »¹⁰.

Il est patent que l'objectif central en est, ni plus ni moins, de changer la mentalité même, le fondement mental ou paradigmatique de la vie de l'ensemble du monde non-occidental. En même temps que la culture, les idées et l'idéologie, on exporte et impose aux autres peuples les distractions, mais encore les valeurs, les orientations, les stéréotypes, les images et la philosophie de l'existence.

Par exemple, en justifiant la participation britannique à l'agression contre l'Irak souverain, Tony Blair, alors Premier ministre, avait notamment affirmé que dans cette guerre, « il ne s'agit pas tout simplement de la sécurité et de la tactique militaire. C'est la bataille des valeurs que l'on peut gagner par la victoire de la tolérance et de la liberté. L'Afghanistan et l'Irak sont les points initiaux obligés de cette bataille ». Le succès y doit être associé à une promotion hardie et conséquente des valeurs globales sous la direction de Washington. Pour cette raison, disait Blair, en déclarant la guerre au terrorisme, l'Occident a choisi comme champ de bataille les valeurs au lieu de la sécurité, car il est impossible de vaincre une idéologie fanatique

en arrêtant ou en éliminant ses dirigeants, il faut détruire ses valeurs. « Nous pouvons gagner en prouvant que nos valeurs sont plus fortes, qu'elles sont meilleures et plus justes que les valeurs alternatives¹¹. » Le sens profond de ces interventions ne consistait pas en simple changement de régimes, mais dans le changement des systèmes de valeurs sur lesquels se guidaient les pays en question. « Si nous voulons protéger notre mode de vie, il n'y a pas d'alternative au combat pour lui. Cela signifie protéger nos valeurs non seulement dans nos pays, mais encore partout dans le monde », a-t-il conclu¹².

Cette thèse a pris une couleur fondamentaliste chez les actuels néoconservateurs américains qui, à la différence de leurs prédécesseurs des années 1980, sont couramment appelés néo-cons. Intervenant en qualité de grands concepteurs de la justification idéologique de la politique extérieure de l'administration de George Bush junior, ils se sont chargés de justifier idéologiquement la politique d'exportation de la révolution démocratique et des droits de l'homme à travers le monde, afin de changer la mentalité et les valeurs dans les pays considérés comme objet de cette exportation.

Compte tenu des événements et des processus liés à la mise en œuvre de la stratégie d'exportation de la révolution démocratique, les « guerres hybrides » ne se passent pas de menaces d'user ou de l'emploi réel de la « puissance dure ». Il est impossible d'oublier le fait patent qu'à toutes les époques, c'étaient les idées appuyées par la force qui prenaient le dessus, que la victoire revenait aux prophètes armés capables de mobiliser la force pour faire triompher leurs idées. Dans les conditions actuelles, la réelle « puissance dure » n'a pas perdu sa signification en tant que ressource capitale de l'État, qui lui assure son statut géopolitique et son influence dans le monde. Qui plus est, dans le contexte qui se forme ces dernières décennies, le facteur de « puissance dure » dans ses nouvelles formes et manifestations acquiert une importance croissante.

Une sorte de symbiose organique entre puissances « douce » et « dure » s'est formée au niveau de la stratégie d'exportation

de la révolution démocratique, s'exprimant par une série de guerres déclenchées par les pays occidentaux avec à leur tête les États-Unis au Proche-Orient et en Afrique du Nord, ainsi que par « le printemps arabe » et les « révolutions de couleur » dans l'espace post-soviétique. Bien souvent, sous le couvert de toutes sortes de « révolutions de couleur » et de « maïdans », on effectue des coups d'État bien préparés et tout aussi bien financés. En voici les exemples : « la révolution des roses » en Géorgie et « la révolution orange » en Ukraine en 2004, le rassemblement *Euromaïdan* en hiver 2013-2014 en cette même Ukraine, qui a conduit au coup d'État inspiré et soutenu par les pays occidentaux. Ce coup d'État, quoi qu'on fasse pour le dissimuler derrière les paroles sur la révolution populaire, sur la volonté du peuple ainsi réalisée, est à considérer comme un élément de la « guerre hybride », menée contre un adversaire réel ou imaginaire.

Les guerres déclenchées par l'Occident, le « printemps arabe », les « révolutions de couleur » ont modifié à s'y méprendre le tableau géopolitique des deux régions, ainsi que d'une partie de l'Europe de l'Est et du Caucase du Sud. En admettant que leur principal objectif était d'imposer aux différents pays et régions une démocratie selon le modèle occidental, leur résultat est à considérer comme un échec total et complet, avec des conséquences catastrophiques. Par contre, en supposant que leur objectif central était de semer le chaos, alors oui, leur « succès » est incontestable. En effet, dans la généralité des cas, les pays qui faisaient l'objet d'expériences en matière d'exportation de révolutions démocratiques, devenaient le champ de chaos, de perpétuels conflits sanglants et de guerres. Ce qui est parfaitement dans la logique des choses : Napoléon Bonaparte, qui s'y connaissait bien, n'a-t-il pas dit à ce sujet : « On peut tout faire avec une baïonnette, sauf s'asseoir dessus » ?

Réfléchissant sur ces réalités et non par hasard, de nombreux personnages en vue de l'establishment politique et intellectuel américain ont appelé révolutionnaires George Bush junior et certains membres de premier rang de son administration, ont

qualifié de révolutionnaire leur politique. Un des patriarches de la diplomatie mondiale, Henry Kissinger, écrivait à ce propos : « Il me paraît que les néoconservateurs s'apparentent fortement aux trotskystes¹³. » Deux autres experts américains en science politique, Dimitri Simes et Robert Ellsworth, ont noté que les actions des États-Unis en Afghanistan et en Irak se basaient « sur la foi néo-trotskyte en révolution permanente (fut-elle démocratique et non-prolétarienne) »¹⁴.

Certes, ces jugements ne sont pas à prendre à la lettre, mais ils n'en sont pas moins une critique fondée de la part des adversaires de l'administration Bush. Dans bon nombre de ses aspects, sa stratégie politique extérieure comportait effectivement des éléments de la théorie trotskyte de révolution permanente, diffusait et imposait aux peuples sans cesse nouveaux les valeurs et les orientations du libéralisme singulièrement interprété. Il est important de noter que l'administration actuellement en place aux États-Unis n'a pas renoncé à un certains nombre de thèses caractérisant cette théorie.

La dimension terroriste de la « guerre hybride »

Il semble que c'est dans la même optique qu'il faut envisager certains courants du terrorisme qui trouvent leur raison d'être dans l'exportation de la révolution islamiste. Pour prouver ce raisonnement, il y a ce fait indéniable que la flambée de terrorisme et sa dissémination, qui passe de l'intérieur d'un pays au niveau international, sont très étroitement liées à une grandissante expansion culturelle, médiatique et idéologique de l'Occident, progressivement soutenue par l'accroissement des efforts militaires et musclés et des moyens qui devaient faire croire aux peuples du Grand Moyen-Orient qu'il n'existe pas d'alternative aux valeurs, à la philosophie et au mode de vie occidentaux.

Dès la période où l'ordre mondial était bipolaire, avec la bénédiction et le soutien des deux superpuissances, il s'est formé un original et anonyme sujet parallèle de la politique mondiale,

capable d'exercer une influence considérable sur les grandes tendances de l'évolution géopolitique du monde contemporain. La force et le danger qui émanent de ce « souterrain mondial » singulier et agressif, sous la forme de différents groupes et organisations terroristes, criminels et autres au niveau subnational, national et supranational, proviennent de leur non-reconnaissance des normes et restrictions morales, éthiques et juridiques universellement reconnues qui se sont établies au niveau de l'État et entre les États.

Le terrorisme se prête mal à l'analyse et au jugement correct, la tâche étant encore compliquée par l'absence de sa définition tant soit peu nette en tant que fait social et politique, de ses caractéristiques essentielles, de ses limites, de ses composantes, de son statut juridique, etc. Cela malgré qu'il existe des centaines de définitions de ce phénomène qu'on trouve dans une bibliographie qui compte des milliers d'ouvrages. Le sujet est d'ailleurs exploré dans tous les sens dans la littérature russe et étrangère. Je trouve utile de souligner ici qu'à en juger d'après ses objectifs, ses procédés et ses moyens d'action, le terrorisme moderne est en quelque sorte une manifestation de la réaction asymétrique à l'attaque agressive qui vient du côté des valeurs socio-culturelles, politico-culturelles et démocratiques occidentales, ainsi que des principes, du mode de vie occidental.

Il se peut que nous soyons en présence d'une variété de phénomène qui a reçu dans les ouvrages scientifiques l'appellation « la petite guerre ». Le chercheur allemand M. Hoch indique que par définition, « la petite guerre » n'a pas de frontières, tous les moyens lui sont bons et sont employés avec la brutalité qui lui est propre. Elle acquiert les traits qui la rapprochent du phénomène de guerre totale : elle considère comme ennemi un adversaire total, elle l'attaque dans son entier, et pas seulement ses forces armées¹⁵.

Sur ce fond, on a vu surgir en été 2014 au premier rang géopolitique du Grand Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord un phénomène inédit dans l'histoire contemporaine,

dénommé ÉI – *L'État islamique de l'Irak et du Levant**. En août 2014, l'ÉI a proclamé le Califat islamique sur une portion assez vaste des territoires syrien et irakien, tout en conservant son appellation *L'État islamique de l'Irak et du Levant*. Ses leaders poursuivent les tentatives d'étendre leur influence vers d'autres pays : la Libye, le Yémen, l'Arabie Saoudite, l'Indonésie, l'Afghanistan, etc.

L'ÉI diffère d'avec les groupes radicaux et terroristes traditionnels par sa qualité de disposer d'une base territoriale. Sur le plan général, les dirigeants, les membres et les partisans de l'ÉI constituent une fraction de la communauté terroriste qui est sortie de la clandestinité, qui a annoncé ouvertement, insolemment et agressivement son existence et a proclamé devant le monde entier ses mobiles et priorités en tant qu'État basé sur l'idéologie de la terreur. Il va de soi qu'il s'agit en réalité d'un quasi-État que ses leaders tentent de transformer en État réel, avec tout ce que cela comporte comme compétences, institutions, principes et organes de gestion.

En témoignage le document « Management Principles », dont la presse a reçu une copie. D'après *The Guardian* anglais, ce texte représente un recueil de lois spécifiques en matière de politique internationale, de propagande extérieure et intérieure, de contrôle sur le pétrole, le gaz et d'autres secteurs économiques du « califat »¹⁶.

Il est évident que quels que soient leurs déguisements, les islamistes ont prouvé leur capacité de profiter des acquis de la civilisation technologique moderne, de les maîtriser rapidement et efficacement, et de surclasser intellectuellement les services

* Il faut noter que la formation de cette structure quasi-étatique fut initialement annoncée en octobre 2006 en Irak sous l'appellation *L'État islamique de l'Irak*. C'est Al-Qaïda en Irak qui a joué le premier rôle dans sa formation. En 2011, au début des hostilités, Al-Qaïda a aidé à former en Syrie le groupe terroriste antigouvernemental *Jabhat an-Nusra*. En avril 2013, *L'État islamique de l'Irak et Jabhat an-Nusra* ont fusionné pour constituer une organisation djihadiste unifiée, appelée *L'État islamique de l'Irak et du Levant*. Cependant, dès novembre 2013, il y a eu scission entre l'ÉI et Al-Qaïda sur plusieurs problèmes, causée, comme on pense, par les ambitions personnelles de leurs leaders.

secrets des grandes puissances avec toutes leurs gigantesques possibilités. Ils ont associé les procédés de destruction modernes les plus sophistiqués avec le fondamentalisme et le fanatisme, qu'il soit islamique, laïc ou autre. L'ÉI utilise les méthodes et les procédés spécifiques de propagation de ses idées et objectifs, mobilise ses partisans au moyen de médias électroniques et sur les réseaux sociaux pour réaliser sa propre stratégie d'exportation de la révolution islamique, bourrée de « fragments » terroristes.

De ce que nous venons de dire, on peut déduire que le nouvel ordre mondial ne s'établit pas dans une ambiance de liesse à cause du triomphe mondial de la démocratie, mais dans l'instabilité et l'incertitude, au milieu de nouvelles formes de conflits, de guerres et de terreur, venues au monde contemporain sur les ailes de la science, de nouvelles technologies et du progrès. Cela confirme, dans un certain sens, la prévision de Winston Churchill qui disait que l'âge de pierre pourrait revenir chez nous sur les ailes étincelantes de la science. Dans un avenir prévisible, le monde ne se transformera pas en univers cohérent, caractérisé par la domination de la paix et de l'entente entre les peuples, il restera toujours un conglomérat composé d'une multitude d'États et de peuples, de pays, de cultures, de confessions, d'unions, de coalitions, etc., qui se feront concurrence ou s'associeront, entreront en conflits ou coopéreront...

-
1. Cf. par exemple J. Mueller : *Retreat from Doomsday : The obsolescence of major war*, N.Y., 1989.
 2. P. Boniface : *The Proliferation of States*//The Washington Quarterly, Spring 1009, Vol. 2, n°3, p. 110.
 3. Pour de plus amples informations, voir K.S. Gadjiev : *Gueopolititcheskie gorizonty Rossii : Kontoury novogo miroporiadka. [Les horizons géopolitiques de la Russie : contours d'un nouvel ordre mondial.]* 2^e édition revue et corrigée, Moscou, 2011.
 4. Cf. : A. Polounine : *NATO : kours na guibridnouïou voïnou. Tchto daïot alliansou novaïa strateguia borby s Rossiëi. [L'OTAN : cap sur la guerre hybride. La nouvelle stratégie de lutte contre la Russie, que donne-t-elle à l'alliance?]*//Svobodnaïa pressa// <http://svpressa.ru/politic/article/137300>
 5. J. Nye Jr. : *Soft power* // *Foreign Policy*, n°80, 1990, Autumn, p. 167.

6. A. Toffler : *Powershift : Knowledge, Wealth and the Edge of the 21st Century*.
7. *Ibid.*
8. J. Barber : *The Puls of politics : electing presidents in the media age*, N.Y., London, 1980, p. 3.
9. D. Rothkopf : *In Praise of Cultural Imperialism*//Foreign policy, 1997, Summer, n° 107, p. 40.
10. *Commentary*, February 1984, p.45.
11. T. Blair : *A Battle for global values*//Foreign affairs, 2007, January/February//<http://www.feelingeurope.eu/Pages/A%20battle%20for%20global%20values.html>
12. *Ibid.*
13. *The Times*, 2004, 19 October.
14. D. Simes, R. Ellsworth : *Realism's Shining Morality*//The National Interest, Winter 2004/2005 18.
15. M. Hoch : *Krieg und Politik im 21. Jahrhundert*//Aus Politik und Zeitgeschichte. Beilage zur Wochenzeitung Das Parlament, 2001, 11 Mai, S. 19.
16. L'ÉI a découvert ses « Principes de gestion »//<http://vz.ru/world/2015/12/7/782398.html>

Mots clés : « guerres hybrides », « puissance douce », « puissance dure », le savoir et l'information.



« Califat localisé » en Europe



Armen Oganessian

Rédacteur en chef de la revue
La Vie Internationale
oganessian@interaffaires.ru

Copier le modèle américain de « melting pot » (creuset démographique) revient cher à l'Europe. Il ne fait aujourd'hui plus aucun doute que

l'Europe, tout en faisant partie du monde occidental, possède une identité particulière, une certaine énergie qui attire ou repousse telle ou telle culture ou civilisation. Cependant la discorde au sein des institutions européennes au sujet de l'immigration fait planer une menace tangible sur la cohésion de l'Union européenne. La chancelière Angela Merkel qui monte au créneau pour proner l'ouverture et la tolérance vis-à-vis de la nouvelle vague des migrants vient de reconnaître l'échec du multiculturalisme. Si c'est le cas, quelle politique adopter face aux millions d'étrangers qui prennent pied en Europe ? Berlin n'a pas de réponse à cette question.

Bruxelles qui avait tenté en « temps calme » de mettre au point une approche commune du problème de l'immigration, ne cherche plus à en faire son cheval de bataille, consciente qu'elle est de l'impossibilité de prescrire un remède universel sans provoquer de tollé général. À l'instar de nombreux pays ouest-européens, l'Allemagne avait préconisé le principe des « trois A » face aux ressortissants du tiers monde : les immigrés musulmans devraient commencer par s'adapter avant de s'assimiler pour s'absorber, à savoir s'incorporer dans la société d'adoption. Cela n'a pas eu lieu, et pour plusieurs raisons. Il suffit de noter qu'un membre de la communauté turque en Allemagne sur quatre ne maîtrise pas l'allemand et qu'un

Turc sur deux n'a pas de contacts avec les Allemands. La Directive de l'Union européenne sur le droit au regroupement familial a brisé les espoirs fondés sur les mariages mixtes, les hommes préférant s'unir avec leurs familles et fiancées venues de leur pays d'origine.

L'apparition de communautés monoethniques et monoreligieuses, une sorte d'enclaves fermées, a poussé en faveur de l'autorisation de construire des mosquées accordée aux musulmans. C'est l'Arabie Saoudite qui a financé en large partie ces chantiers à l'échelle européenne. « Les mosquées ont dressé une barrière entre les musulmans et la société ouest-européenne, ressort-il d'une étude menée par l'Institut de l'Orient auprès de l'Académie des sciences de Russie. Et tout cela s'est opéré dans le cadre des droits et des libertés garantis par les constitutions démocratiques des pays occidentaux¹. » L'éducation des jeunes, les cours de Coran, l'arbitrage des conflits entre musulmans, entre travailleurs immigrés et employeurs, entre membres de la communauté et institutions, tout cela se faisait au sein des enclaves où l'autorité incontestable et en dernier ressort est détenue par l'imam. Les tribunaux de la charia ont commencé à exercer leurs activités dans presque l'ensemble de l'Europe occidentale en « dominant les diasporas musulmanes et en se substituant aux cours de justice de l'État. Les tribunaux de la charia en Europe sont financés pour la majeure partie par le Qatar »². Ces enclaves musulmanes incrustées dans l'Europe sont désignées par un terme expressif – « califat localisé ».

Les tentatives d'absorber et d'« occidentaliser » les immigrés musulmans ont échoué. « Les années 2000 ont vu apparaître en Europe occidentale la troisième, voire la quatrième génération des travailleurs immigrés dont les autorités européennes espéraient l'intégration sociale. Les descendants des musulmans étrangers qui bénéficiaient de nombreux avantages et privilèges accordés par leurs pays d'adoption refusaient de plus en plus souvent d'apprendre les langues nationales et d'accepter la culture européenne, en manifestant leur attachement au Coran et à la Oumma³. »

Au lendemain de la Seconde guerre mondiale, l'Europe occidentale accueillait entre 60 000 et 70 000 immigrés par an venus principalement de pays musulmans ; vers la fin du siècle

leur nombre oscillait entre 700 000 et 1 million de personnes. Cependant la part des immigrés représentait 10,3% de la population locale en l'an 2000 pour friser 15% en 2013 ; aujourd'hui, elle risque d'augmenter davantage suite aux évènements que nous connaissons. Autant de raisons pour inciter plusieurs pays membres de l'Union européenne à adopter une position ferme face à l'immigration. Le chef du gouvernement slovaque Robert Fico n'y est pas allé par quatre chemins en déclarant dans une récente interview : « Si nous avons introduit dans le pays plusieurs milliers de migrants conformément aux quotas, la population ne les aurait pas acceptés de bon gré. Il aurait fallu les installer dans un endroit particulier où ils auraient créé un monde à eux avec leur criminalité, injustice et chômage⁴. » D'après Fico, l'immigration qui échappe à tout contrôle entraîne un grave danger terroriste. Il cite à l'appui les services secrets allemands qui admettent que la menace des attaques terroristes est aujourd'hui plus présente qu'à l'époque de l'attentat contre les tours jumelles à New York. Les attaques à Cologne ne laissent plus de doutes que le comportement des migrants est irrationnel. Toujours d'après Fico, « la meilleure mesure de prévention consiste à prévenir l'apparition d'une enclave ». Il trouve que « la communauté musulmane dans son ensemble représente un grave danger pour le mode de vie européen ». Et de conclure : « Nous ne sommes pas en mesure d'accepter plusieurs milliers de migrants venus d'Afrique du Nord et du Proche-Orient. L'expérience des autres États européens a montré qu'il n'est pas possible de les intégrer dans un autre milieu. »

Certes, le Premier ministre slovaque prend des risques en appelant les choses par leur nom. À en croire l'un de mes collègues allemands, « ceux qui prennent le contre-pied de l'attitude de Merkel à l'égard des migrants sont traités de fascistes en Allemagne ».

Les migrants sont pour la plupart des hommes âgés entre 25 et 35 ans : les jeunes constituent jusqu'à 80% des immigrés. Voilà le portrait qu'en fait Robert Fico : « Normalement, ce sont des gens bien vêtus, munis de cartes de crédit et ayant très peu en commun avec les migrants qui fuient la faim et la soif. J'admets qu'il y a parmi eux des nécessiteux, et nous leur viendrons en aide, notamment aux chrétiens syriens qui couraient le risque de mort. »

Force est de constater que plusieurs nations européennes ont plus d'égards pour les chrétiens venus du Proche-Orient qui ont vécu une catastrophe non moins importante, voire plus grande que les réfugiés musulmans, car les communautés chrétiennes ont été victimes des persécutions religieuses les plus atroces. Par ailleurs, il est hors de doute que les réfugiés chrétiens ne posent pas de problème d'assimilation majeur sur le plan ethnique et confessionnel. Mieux : l'Europe laïque peut espérer que ces réfugiés martyrisés feront renaître ou pour le moins aideront les Européens à se remémorer les origines de leur civilisation. Jusqu'ici, le tableau des relations interconfessionnelles entre la population locale et les immigrés musulmans était anormal, et c'est le moins qu'on puisse dire : 500 000 Allemands de souche se sont convertis à l'islam, 300 000 Français ont fait de même. Les experts en concluent ceci : « Le Christianisme européen (catholicisme et protestantisme) perd du terrain. » L'ex-président libyen Moammar Kaddhafi avait même invité les Italiens à se faire musulmans.

Il existe, naturellement, des experts optimistes qui pensent que l'Europe est assez forte et riche pour « digérer » et maîtriser cette masse de réfugiés étrangers. Cependant l'Histoire connaît des exemples où le plus fort a été vaincu.

« Or, à la fin de l'année, l'armée d'Aram monta contre le roi Joas et arriva en Juda et à Jérusalem. Ses hommes massacrèrent tous les princes du peuple et envoyèrent tout le butin au roi de Damas. L'armée d'Aram ne comptait qu'un petit nombre d'hommes, et pourtant le Seigneur leur livra une armée très importante, parce que les gens de Juda avaient abandonné le Seigneur, Dieu de leurs pères. » (2 Chron. 24 : 23-24).

1. <http://sov-europe.ru/2014/1/Starkenkov.pdf>

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*

4. *Hospodarske Noviy*, 11 janvier 2016.

Mots clé : immigration, Union européenne, « califat localisé », Angela Merkel, Robert Fico, réfugiés chrétiens, échec du multiculturalisme.

De l'identité néo-eurasiatique de la Russie



**Mikhaïl
Titarenko**

Académicien
de l'Académie
des sciences
de Russie



**Vladimir
Petrovski**

Docteur d'État
en sciences
politiques

petrovsky@gmail.com

En donnant le coup d'envoi au projet stratégique du tournant vers l'Est, la Russie a redonnée de l'actualité aux débats théoriques, politiques et sociaux sur l'identité eurasiatique de notre pays et sur sa perception adéquate. À notre avis, il reste encore un bon bout de chemin à faire pour formuler et comprendre la portée philosophique, géo-économique et géopolitique réelle de l'eurasisme russe.

« L'eurasisme est une tradition de notre pensée politique, notait le président russe Vladimir Poutine. Solidement enraciné en Russie, il prend aujourd'hui une toute nouvelle dimension, surtout sur fond de l'intensification des processus intégrationnistes dans l'espace postsoviétique. Qui plus est, cette notion relevant de la philosophie politique a déjà trouvé sa place dans le domaine politique et à l'ordre du jour ordinaire¹. »

Pour préciser le concept de l'eurasisme russe il convient, sans aucun doute, de faire une excursion dans l'histoire et la philosophie, ce qui implique à son tour la nécessité d'un commentaire circonstancié sur la nature de la notion d'eurasisme et son

Mikhaïl Titarenko est décédé en février 2016. Cet article est le dernier ouvrage de l'académicien qu'il destinait à publier dans notre revue.

application. La tâche est compliquée par l'histoire de l'apparition et l'évolution de ce terme dans les années 1920-1930, par les luttes idéologiques et politiques et la contestation entre diverses communautés des émigrés russes en Europe (à Prague, Paris, Berlin ou Sofia) et en Asie (Harbin, Shanghai). Ces débats reflétaient toute la complexité de l'attitude des éléments patriotiques de l'ancienne élite russe obligés de quitter leur pays envers la réalité soviétique de l'époque, mais aussi la recherche de voies du dialogue.

Notre objectif n'est pas de suivre le cheminement de ce terme ni d'examiner ses interprétations, datant des années 1920-1930, dans les ouvrages du grand savant le prince Nikolaï Troubetskoï, des professeurs Petr Savitsky, Lev Karsavin, Gueorgui Vernadsky et ensuite de Lev Goumilev dans les années 1960-1980. La littérature scientifique à ce sujet est abondante. Au début des années 1990, au lendemain de la dislocation de l'URSS, certaines idées créatrices et étatistes des eurasistes des années 1920-1930 ont été reprises et reconsidérées pour donner une impulsion à divers mouvements du *néo-eurasisme* proné en Russie par Alexandre Douguine, Sergueï Panarine, Mikhaïl Titarenko ou Guerassim Iougaï. Le projet eurasiatique du président kazakh Noursoultan Nazarbaïev revêt une importance particulière aux yeux des partisans de ce mouvement idéologique et politique.

Notre propos d'aujourd'hui est de résumer l'essence du néo-eurasisme qui fait l'objet de nombreuses discussions sur les idées politiques après le démantèlement de l'Union Soviétique dans le cadre de la recherche de l'idée nationale qui permettrait de solidariser la Russie et de stimuler sa croissance dans le contexte d'une rude expansion culturelle et civilisationnelle occidentale. Cette expansion a sapé l'identité culturelle et civilisationnelle russe en provoquant l'apolitisation des Russes et des autres ethnies peuplant la Russie, les plongeant dans la dépression spirituelle, engendrant des idées de séparatisme local, d'isolationnisme régional et en suscitant et exacerbant des tensions interethniques.

Les Russes qui ont mis des siècles à rendre habitables les environnements sévères d'Eurasie, ont accumulé, avec les autres

peuples vivant à leurs côtés, une expérience unique de mise en valeur de vastes espaces et de leurs richesses naturelles, en créant parallèlement une culture et une civilisation richissimes et multiformes qui forment un cadre naturel et historique favorable non seulement à la survie dans de dures conditions climatiques et naturelles, mais aussi à l'épanouissement de chaque entité nationale qui se soit installée sur ce territoire et dans ce pays, épanouissement basé sur le bon voisinage, la coopération, le codéveloppement, l'entraide, l'influence et l'éducation mutuelle, ainsi que la compétition dénuée de rivalités. En somme, c'est un immense apport inestimable des Russes et des peuples de la Russie à la civilisation mondiale.

Les traits positifs inhérents aux Russes – générosité, convivialité, largeur d'esprit, bonhomie, grandeur, ouverture, désintéressement – sont une réflexion fidèle des particularités de leur parcours historique et géographique dans la culture et la nature étique et intellectuelle.

L'idée russe consiste à préserver, promouvoir et augmenter les bons côtés de la culture politique, économique et quotidienne, de la psychologie collective, de l'adaptation des Russes aux particularités géopolitiques eurasiatiques et à la variété des civilisations, car cette partie de l'Eurasie est un carrefour de grandes cultures et religions : le christiannisme sous toutes ses formes, l'islam, le chamanisme, le bouddhisme, le confucianisme et le daocisme, le judaïsme, etc.

L'identité nationale des citoyens de la Russie et des Russes qui forment son superethnos se doit de prendre en compte le fait établi : la civilisation russe et celle de Russie se sont formées, se développent et exercent leur action vivifiante dans l'espace géopolitique où s'entrecroisent et interagissent les grandes méta-civilisations – russe, slave, byzantine, romano-germanique, finno-ougrienne, musulmane, chinoise, indienne, turco-mongole, ainsi que les civilisations d'une grande centaine de peuples autochtones peu nombreux vivant dans le bassin de la Volga, dans l'Oural, en Sibérie, en Extrême-Orient russe et dans les régions septentrionales.

Sous leur impact conjoint, un champ puissant d'interaction, de l'éducation mutuelle et de synergie ethnique, sociale et culturelle, de la convergence culturelle est apparu dans la noosphère pour conférer à la culture russe et celle de Russie, à savoir la combinaison des acquis culturels de l'ensemble des ethnies peuplant la Russie, un caractère civilisationnel particulier dénommé « *eurasisme* ».

Cela dit, il serait erroné d'opposer l' « idée russe » au « *néo-eurasisme* », car l'idée russe est l'élément porteur, l'instrument de survie de l'eurasisme. Force est de constater malheureusement que ce terme – « eurasisme » – pourrait paraître bancal car, abordé superficiellement, il ne traduit qu'un seul aspect de ce phénomène, à savoir l'emplacement du foyer de ce phénomène culturel, civilisationnel et spirituel. Les débats qui en découlent ne portent le plus souvent que sur des aspects d'importance secondaire.

Que signifie donc l' « eurasisme » ? Quels sont ses traits caractéristiques et qu'est-ce qui le distingue de l' « idée russe » ? Certains scientifiques objectent contre la substitution de l' « eurasisme » à l' « idée russe », ce qui finirait, à leur avis, par faire fondre les Russes dans la masse imprécise de citoyens de Russie. D'autre part, une remarque de Efim Pivovarov semble très pertinente dans ce contexte : le « monde russe » est un terme qui cache un phénomène culturel et social à multiples facettes qui réunit la Russie et la civilisation associée avec elle².

Les critiques de l'eurasisme en tant que paradigme de développement de la Russie, appartenant au camp des « européistes », cherchent à discréditer ce concept se référant à un exemple historique, à savoir l'eurasisme surgi après la Première guerre mondiale dans les années 1920-1930, qui était ouvertement anti-occidental. Or, cette opposition au monde occidental découlait de la situation courante.

1. Le trait principal de l'eurasisme consiste à reconnaître la spécificité du « lieu de développement » géographique³, de la situation internationale et des origines historiques de la civilisation russe basée sur la culture russe et utilisant la langue russe comme moyen de communication.

2. L'eurasisme reconnaît le polycentrisme en tant que principe méthodologique général⁴, l'interaction et la complémentarité des cultures, leur influence réciproque et l'éducation mutuelle. Aux termes de l'eurasisme, les rapports entre toutes les cultures s'étendent horizontalement s'inspirant des principes de conciliarité, d'égalité en droits, de symphonisme et de reconnaissance du caractère unique des cultures de toutes les ethnies, même si elles ne comptent que plusieurs milliers de membres⁵.

3. Les relations eurasistes entre les cultures sont basées sur leur interaction harmonieuse. Sur ce point, l'eurasisme adopte l'approche confucéenne du développement culturel, de l'harmonie de la diversité (*he er butun*) et la dialectique daociste de l'interaction entre les éléments opposés dans la nature et la culture (*he er er yi et feng wei er*) : c'est l'union des opposés et la bifurcation d'une chose unique en nouveaux opposés⁶.

4. L'eurasisme affiche plusieurs tendances de la formation des cultures basée sur la synthèse convergente, l'influence réciproque et l'éducation mutuelle. Sa structure est multicouche, polyethnique, polycivilisationnelle, ce qui garantit la cohabitation de divers ethnos et cultures au sein d'un seul et même État ou à l'échelle planétaire.

Au fait, l'eurasisme en tant que phénomène contient des éléments qui ne sont pas propres qu'aux cultures des peuples d'Eurasie. À la différence de l'eurocentrisme, l'eurasisme stipule l'égalité en droits et la structure horizontale des rapports entre diverses cultures, alors que l'eurocentrisme établit la structure verticale où l'une des cultures est supérieure et les autres, inférieures. La stratégie de l'eurocentrisme considère l'assimilation des autres cultures et la disparition des cultures des ethnies peu nombreuses, uniques en leur genre, comme quelque chose de normal est inévitable. Elle exige le remplacement des systèmes originaux de valeurs culturelles par les soi-disant valeurs « universelles » qui sont en fait celles de la culture de masse occidentale.

Sous prétexte de l'« intégration dans la civilisation mondiale », les eurocentristes russes veulent dévaloriser les principes spirituels

des cultures russe, slave et de Russie, écorner la spiritualité de la culture russe. Ils s'en servent également dans la politique et l'économie pour affaiblir l'unité politique et la stabilité intérieure de la Russie en tant qu'État multiethnique et pluriconfessionnel.

Le même problème faisait l'objet des débats et de la confrontation politique entre les occidentalistes, partisans de l'euro-périsation de la Russie, et les slavophiles relayés par les nationalistes étatistes qui mettaient l'accent sur le caractère unique de la culture russe, creuset et synergie de nombreuses cultures et de l'expérience historique de nombreuses ethnies ayant résidé ou résidant toujours sur le sol russe et dans le voisinage.

Aujourd'hui il est surtout question de la combinaison convergente et de la synthèse entre la culture slave et russe originale et la culture politique et humanitaire empruntée à Byzance avec le christianisme, ainsi que les cultures des peuples finno-ougriens, turcs et mongoliques par le truchement desquelles la Russie a acquis, sous une forme révisée, des éléments de la culture matérielle et politique de la Chine et de l'Inde⁷.

Gueorgui Vernadsky écrivait à ce propos : « Le peuple russe reçut deux héritages historiques richissimes – celui mongol et celui byzantin. L'héritage mongol, c'est l'État eurasiatique. L'héritage byzantin, c'est l'État orthodoxe. Les deux principes fusionnèrent au fur et à mesure du développement historique du peuple russe. Mais en démêlant les fils de ce développement, il faut se rendre compte de la présence des deux origines et discerner l'influence de l'une et de l'autre. D'une certaine manière, le rapport entre l'influence mongole et byzantine dans l'histoire russe se résume au rapport entre l'ordre factuel et l'ordre idéal⁸. »

Nikolaï Troubetskoï est allé plus loin en affirmant ceci : « Le territoire de l'URSS moderne dans son ensemble à peu près avait jadis fait partie de l'Empire mongol fondé par le grand Gengis-Khan. L'annexion à l'URSS de Khiva et Boukhara qui vécurent dans l'illusion de l'indépendance sous les derniers empereurs russes et la proclamation d'une république soviétique en Mongolie sont le prolongement et le renforcement du lien historique entre la Russie et la monarchie de Gengis-Khan. En continuant dans

cette voie, il est possible de prédire avec certitude l'adhésion future du Turkestan chinois. Dans cette optique historique, l'État contemporain qui peut être appelé Russie ou URSS (la dénomination n'a pas d'importance) est en fait une partie de la grande monarchie mongole fondée par Gengis-Khan⁹. »

Nous tenons à noter que l'eurasisme russe contemporain est un fait planétaire objectif, une réalité géographique, humanitaire et sociale qui reflète la situation géopolitique et planétaire de la Russie. Il est de notoriété générale que la Russie s'étend à des espaces européens et asiatiques pour les réunir au sein de l'Eurasie, sa sphère d'influence inclut des éléments des cultures européenne et asiatique pour synthétiser une culture spirituelle d'un ordre anthropocosmique supérieur.

Le code génétique de l'Eurasie russe correspond à une certaine attitude mondiale résumée par l'idée de néo-eurasisme. Elle a toujours été là, depuis la naissance de la Russie, mais sa perception n'était réservée qu'à un cercle restreint de penseurs. Malheureusement, son essence était diffuse dans la subconscience du peuple ou se manifestait par des formes religieuses inadéquates, subjuguée par des doctrines politiques spéculatives importées et interprétée de manière eurocentriste par les autorités pro-occidentales.

Ces doctrines s'essoufflent aujourd'hui, et l'idée renouée d'eurasisme ressurgit à la surface de la conscience des ethnies peuplant la Russie. Sa renaissance, sa formalisation catégorielle et son enracinement dans le sol national sont l'œuvre de l'élite scientifique et spirituelle nationale, des disciples des grands penseurs de l'eurasisme russe, philosophique et religieux.

Le néo-eurasisme est la clé du problème de l'auto-identification nationale russe, aussi bien géopolitique que spirituelle et humaniste, et de l'énigme spirituel de la civilisation russe, de sa téléologie et ses principes fondamentaux, sans quoi elle ne pourrait être considérée que comme un épigone, un produit secondaire de la civilisation romano-atlantique. L'idée du néo-eurasisme russe donne à la culture russe des forces nouvelles qui attirent dans sa sphère d'influence les autres cultures des

peuples de Russie, ouvrant devant eux de nouvelles horizons de codéveloppement, d'entraide et de coopération entre les gens et les peuples de Russie, en libérant le potentiel de la coopération fondé sur la conscience du destin historique commun.

L'idée de néo-eurasisme en tant que *principe universel de l'eurasisme* possède des traits non seulement russes par excellence, mais aussi planétaires. L'eurasisme est l'alternative de l'absorption de cultures, civilisations et ethnies par d'autres cultures, civilisations et ethnies ; c'est l'une des idées phares du futur nouvel ordre des relations planétaires entre les civilisations qui garantissent un bon environnement culturel, la préservation de la diversité ethnique et culturelle. En affirmant ces valeurs, l'eurasisme sert de facteur du développement mondial et met l'accent sur l'égalité en droits des peuples engagés dans la voie du progrès historique, sur le respect de leurs choix et l'enrichissement mutuel de diverses cultures.

Le néo-eurasisme est l'héritier, le continuateur et le conservateur des grandes traditions humanistes conciliaires de la culture russe. Il offre la possibilité de surmonter l'éternelle polarisation Est-Ouest, Nord-Sud et montre la voie vers la prospérité de l'ensemble des nations dans l'espace eurasiatique. Le néo-eurasisme comporte un mécanisme unique de convergence, de conciliation, de codéveloppement et de co-épanouissement des cultures asiatique et européenne, mécanisme qui redécouvre, vivifie et inspire les profondes traditions populaires, montre leurs origines, leur unité et leurs différences et trouve des moyens de les harmoniser.

Le prince Nikolai Troubetskoï, l'un des pères fondateurs de l'eurasisme des années 1920-1930, a défini l'eurasisme comme la réflexion du destin commun des peuples vivant en Eurasie : « Dans la fraternité eurasiatique, les peuples ne sont pas liés par telle ou telle série restreinte de signes distinctifs, mais par leur destin historique commun. L'Eurasie est un ensemble géographique, économique et historique. Les destinées des peuples eurasiatiques se sont enchevêtrées pour former un écheveau immense et complexe qu'il est impossible de dénouer¹⁰... »

Dans l'optique théorique et pratique, le néo-eurasisme comporte le code génétique de l'ensemble de la culture eurasiatique qu'il ancre

dans le sol ethnique et la réalité civilisationnelle (« lieu d'existence », « lieu de développement » de la civilisation) pour désacraliser ainsi le mystère sacré du nœud spirituel des systèmes civilisationnels, pour surmonter la réflexe d'hermétisme et inciter à l'ouverture, tout en garantissant l'absence de conflits, la préservation et l'épanouissement de chaque culture ethnique.

Ces tendances de l'eurasisme sont également bien visibles dans la culture de la Chine depuis l'Antiquité. Elles se traduisent, par exemple, par les idées confucéennes de l'humanisme, de l'amour du travail, de la bienveillance, par la règle de réciprocité : « ne fais pas aux autres ce que tu ne voudrais pas qu'on te fasse » et par les dix principes de Mozi, tels que « l'amour universel et l'avantage mutuel », « contre le gaspillage pour dépenser moins », « le fort aide les faibles », « la justice et l'utilité [publique] », etc.

Les temps modernes leur ont donné la forme du principe « *yang yu* » proclamé dans les années 1880-1890 (combinaison de la culture spirituelle et de l'éthique parfaite de la Chine avec les « technologies et techniques d'outre-mer »), du principe de l'emprunt créatif de l'expérience étrangère – *huaxi* (« sinisation de l'occidental ») développé par Sun Yat-sen au début du XX^e siècle, de la construction en cours du « socialisme à la chinoise » basé sur l'ouverture, les réformes et la modernisation, conjointement avec l'« édification de la culture spirituelle socialiste » et la « création de l'homme avec une matière hautement spirituelle ».

Ce sont autant de preuves de l'objectivité planétaire de l'eurasisme, de sa nature mondiale qui montrent que la culture spirituelle de la Chine, de l'Inde et d'autres de nos voisins asiatiques n'est pas étrangère aux nombreuses idées du néo-eurasisme, mais qu'elle représente leur modification culturologique nationale.

Du point de vue idéologique, le néo-eurasisme crée un champ planétaire où, premièrement, chaque culture peut se positionner par rapport aux autres cultures ; deuxièmement, elle redécouvre ses propres traditions qui donnent une impulsion à la conscience pour la porter à l'auto-identification ; troisièmement, elle trouve sa voie d'existence et de développement conformément

à sa nature ; quatrièmement, elle participe avec les autres cultures à l'élaboration du vocabulaire intellectuel de l'humanité ; cinquièmement, toutes les cultures retrouvent l'union qui ne laisse plus de place aux conflits interculturels et installe l'harmonie et un dialogue constructif mutuellement enrichissant.

C'est dans ce champ-là que le dialogue authentique entre les cultures chinoise et de Russie, déjà entamé, va prendre de l'ampleur. L'homme *hautement spirituel* côté Chine rencontrera l'homme *néo-eurasiste* côté Russie pour dialoguer dans la langue du vocabulaire intellectuel de l'humanité.

L'idée de l'identité eurasiatique de la situation géopolitique de la Russie et de sa civilisation revêt, selon notre profonde certitude, l'importance fondamentale pour un sain développement du pays, la garantie de son intégrité et stabilité intérieure, puisque l'idée eurasiatique prend en compte les origines historiques et les éléments autochtones endogènes et civilisationnels exogènes dont la synthèse a engendré la culture russe devenue le pilier de la culture de Russie. Son grand prestige en a fait le traducteur et le moteur de la croissance et de l'épanouissement des cultures des peuples parlant d'autres langues qui peuplent la Russie, en faisant de la langue russe le moyen de communication entre les langues et cultures nationales des peuples de Russie et la civilisation et culture mondiales.

Ignorer l'idée d'eurasisme finit par rompre les liens unissant les cultures des ethnies peu nombreuses peuplant la Fédération de Russie à la culture mondiale en freinant leur développement. Les élites de ces cultures se voient alors obligées de rechercher, sciemment ou pas, un substitut à la culture russe, à la langue russe et aux autres éléments faisant notre unité, s'en tenant aux approches eurocentristes, ce qui encourage la substitution de l'anglais au russe en tant que traducteur des cultures des ethnies peu nombreuses, en renforçant ainsi l'influence de la culture américano-européenne étrangère aux traditions de ces ethnies.

Ignorer la nature eurasiatique de notre culture c'est ébranler l'union et détruire la « ceinture » civilisationnelle de la Russie. Par contre, le paradigme eurasiatique contribue à solidariser les ethnies

peuplant la Russie autour de la culture russe. Arnold J. Toynbee, l'un des plus grands spécialistes de la civilisation mondiale, notait que « dans leurs rapports avec les non-Russes, les Russes ne connaissent pas de mépris à l'égard des autres nations ». Il pense que « c'est une tradition russe amicale et admirable »¹¹.

Les Russes sont le pilier porteur de l'État russe et forment la nation la plus nombreuse qui a créé une culture unique en son genre et a réuni sous son égide un immense territoire. Les Russes ont établi des rapports de bon voisinage, de coopération, de cohabitation et de codéveloppement avec plus de 120 ethnies et groupes ethniques. Les auteurs de l'ouvrage magistral « Doctrine russe » ont toutes les raisons d'affirmer ceci: « La culture russe est une capacité hautement développée d'assimiler les valeurs sociales. En assimilant les richesses culturelles de diverses traditions, les Russes préfèrent ne rien rejeter, ne rien renier. Grâce à cette qualité de notre culture, tout ce que l'humanité a généré de plus précieux trouvera sa place en Russie¹². »

Selon les auteurs de l'ouvrage cité ci-dessus, « la doctrine russe est en fait mondiale, mais elle s'adresse à la Russie en premier lieu »¹³. Dans cette optique, elle établit les principes de l'eurasisme, donne des points de repère idéologiques à l'édification étatique, au dialogue mutuellement enrichissant entre les cultures nationales au sein de la civilisation russe unique. Certains hommes politiques et auteurs d'ouvrages culturologiques préfèrent cependant ne pas mettre en relief le rôle capital de la culture et de la civilisation russes dans la formation et le développement de la civilisation unique de la Russie.

Même s'il s'agit précisément de la culture russe, de l'expérience et des traditions de la civilisation russe, ils l'appellent la culture de Russie, la civilisation de Russie. Cette négligence est loin d'être inoffensive et risque d'entraîner des conséquences indésirables. Cette approche mène à l'érosion de l'identité nationale du peuple russe, à l'abaissement du rôle historique joué par la culture russe et la civilisation russe tant au sein de la Russie qu'à l'échelle mondiale.

En faisant l'amalgame entre la culture russe et la culture de la Russie, on dévalorise les cultures des autres peuples de notre

pays en passant outre leurs particularités, alors que les autres ethnies apportent une contribution importante à la culture russe, un condensé de particularités et acquis compilés qui créent une symphonie de la diversité culturelle de l'ensemble des peuples de la Russie.

Nikolaï Danilevski avait fait cette remarque pertinente : « Ni la modestie authentique, ni la grandeur authentique ne permettent à la Russie de se considérer comme l'Europe. <...> Seuls des parvenus qui ne connaissent ni la modestie, ni la noble grandeur essaient de s'imposer dans la société qu'ils trouvent bonne ; or les gens conscients de leur dignité demeurent dans leur société qu'ils ne trouvent (en aucun cas) humiliante pour eux, mais cherchent à l'anoblir pour n'avoir à envier rien et personne¹⁴. »

Cependant il faut se souvenir de l'histoire contradictoire de la Russie tsariste pour ne pas tomber dans l'extrême de l'autre côté, lorsque tout ce qu'il y avait de positif dans notre histoire était déclaré slave. Le même Nikolaï Danilevski pour qui la Russie était l'« Europe adoptée »¹⁵, invitait à ne pas oublier la contribution des autres groupes ethniques à l'identité de Russie. C'est la bonne approche pour définir l'identité de l'ethnos russe, de l'État et des élites.

La « synonymisation » des termes « culture de Russie » et « culture russe » par les médias et dans les affaires publiques, qui résulte des négligences ou de l'inculture des fonctionnaires, fournit un prétexte aux représentants d'autres ethnies pour reprocher aux personnalités de la culture russe et à cette grande culture en général le manque de respect à l'égard des peuples non-russes vivant en Russie. C'est ainsi que les intellectuels, personnalités de la culture, patriotes étatistes russes deviennent coupables sans avoir rien fait pour l'être.

En adoptant de manière créative et en développant de nombreux acquis des cultures occidentale et orientale, la culture russe et celle de Russie ont élaboré un système de valeurs civilisationnelles capable, s'il entre en interaction avec d'autres civilisations orientales, de constituer une alternative constructive à l'idéologie agressive et destructrice de l'occidentalisation

générale. Ce système de valeurs est à même de contribuer à l'harmonisation du monde, de réunir des conditions propices à la préservation et l'épanouissement de la diversité culturelle, à la promotion du dialogue fructueux entre les civilisations.

Lorsqu'il s'agit de l'auto-identification de la Russie et de ses peuples, les facteurs géopolitiques doivent absolument être pris en compte. Les deux tiers du territoire russe sont constitués par la Sibérie et l'Extrême-Orient russe. La Russie est peuplée, en outre des Russes et d'autres peuples slaves proches d'eux, par une centaine de grands groupes ethniques dont des dizaines d'ethnies autochtones de Sibérie et d'Extrême-Orient russe qui ne sauraient nullement être rattachées à l'Europe sans se mettre à glisser sur la pente de l'occidentalisation ou du multiculturalisme qui a fait faillite.

Les nations et peuples d'Asie rangent la Russie parmi les cultures européennes, et les Européens, surtout occidentaux, la considèrent comme un pays asiatique. Aucun de ces points de vue ne permet d'avoir une vision complète de l'identité de la culture de Russie, surtout de la culture russe. Ignorer la nature eurasiatique de la situation géopolitique de la Russie et son identité civilisationnelle, laisser l'eurocentrisme dominer dans l'idéologie et la politique, tenter de représenter l'ensemble du territoire de la Russie en tant que l'espace de la « grande Europe », tout cela rend contradictoire le développement du pays en engendrant des fluctuations incessantes de sa politique, sape la solidarité interethnique des Russes et des autres peuples de Russie et aboutit à l'érosion de l'identité de la culture en affaiblissant les positions de la Russie dans l'arène mondiale.

La non-participation de la Russie (au moins jusqu'au passé récent) aux sommets politiques importants Europe-Asie en est un exemple éloquent. Les Occidentaux estiment que pour participer à ce dialogue, la Russie devrait être recommandée par les pays asiatiques car la majeure partie de la Russie se trouve en Asie. Mais vu que la Russie ne cesse d'insister pour avoir sa place parmi les puissances européennes, les Asiatiques pensent qu'elle doit être introduite à ces forums par des pays européens.

Il est à regretter que la politique intérieure russe n'ait pas fait preuve de cohérence depuis l'époque de Pierre le Grand en ce qui concerne l'identité géopolitique et civilisationnelle du pays et de sa culture. Pierre le Grand poussait la Russie vers l'Europe. À l'époque soviétique, Vladimir Lénine et plusieurs de ses continuateurs appelaient à combattre les éléments asiatiques de la politique et de la culture de Russie (« esprit asiatique »). Tout cela renforçait la domination de l'eurocentrisme dans la politique du pays en abaissant le rôle des origines russes et slaves et des éléments de la civilisation de Russie. Cette tendance s'est manifestée dans la politique pratique par la domination généralisée de l'eurocentrisme. Ces manifestations économiques et politiques sont les suivantes :

- la concentration des moyens principaux et des objectifs stratégiques du développement du pays dans sa partie européenne et la transformation de Moscou en super-monopole en matière de ressources financières et autres ;

- les vastes étendues des régions orientales riches en ressources naturelles sont de fait devenues une quasi-colonie de la partie européenne du pays. Les ressources de la Sibirie et de l'Extrême-Orient russe sont pompées au moyen du troc inéquitable, voire sans troc et sans compensation correcte pour développer et promouvoir les régions orientales ;

- l'Orient russe est développé de manière bancale et hideuse. Son économie est dominée par l'extraction des matières premières. Ce n'est que dans les années 1930 et surtout pendant la Grande guerre nationale de 1941-1945 que la Sibirie a bénéficié de grandes entreprises industrielles et de sites culturels et scientifiques transférés de la partie européenne. Il est vrai que des géants industriels tels que l'usine métallurgique de Kouznetsk ou plusieurs entreprises de constructions mécaniques en Extrême-Orient russe et dans la Sibirie orientale et occidentale ont fait leur apparition plus tôt. Cependant la mise en valeur de cette région se produisait surtout grâce au travail forcé, à la main-d'œuvre fournie par le GOULAG, ce qui ne faisait pas reluire l'image de cette région qui demeure presque intacte dans les esprits aujourd'hui ;

– la contradiction déchirant la culture de Russie et la civilisation dans son ensemble s'est exacerbée. Sous la pression de l'occidentalisation, les traits nationales de la culture russe et des cultures des autres ethnies s'estompaient en se diluant dans les traditions civilisationnelles et religieuses étrangères, dans la culture de masse européenne et américaine représentée par ses échantillons de bas de gamme. Pire : à la fin du XX^e siècle la culture et la civilisation de Russie étaient cotées aussi bas que l'objectif posé au niveau politique était de « s'intégrer dans la civilisation mondiale », ce qui sous-entendait la marginalisation de la culture de Russie.

Au milieu du XVIII^e siècle, en pleine consolidation de l'État russe centralisé qui a pris la forme de l'Empire de Russie, le fondateur de la science et de l'éducation russe et réformateur de la langue russe Mikhaïl Lomonossov formulait pour la première fois trois objectifs stratégiques à atteindre par l'État russe pour garantir son développement durable et assumer son rôle que l'Histoire lui a attribué. Ces trois objectifs se résument à ceci :

Primo, « la puissance russe croîtra par la Sibérie et l'Océan glacial et atteindra les grandes colonies européennes en Asie et en Amérique »¹⁶.

Secundo, « lorsque <...> la voie désirée vers l'Est à travers l'Océan glacial sera ouverte, il sera aisé de renforcer et de propager la puissance russe à l'Orient en joignant à la voie maritime la voie terrestre à travers la Sibérie vers le littoral du Pacifique »¹⁷.

Tertio, les autorités de la Russie devraient se faire une priorité, selon le grand savant, de la « préservation » et de la « croissance du peuple de la Russie » au rythme d'au moins 1 million de nouveau-nés par an. Il attachait aussi une grande importance à l'établissement de bons rapports entre la population russe et les peuples autochtones de la Sibérie et de l'Extrême-Orient.

Plus de 250 ans plus tard, les trois objectifs stratégiques du progrès national formulés par Mikhaïl Lomonossov ne sont toujours pas atteints et demeurent à l'ordre du jour.

De grands penseurs de la Russie faisaient valoir par la suite l'importance capitale de mettre en valeur la Sibérie et d'accomplir

les tâches citées ci-dessus. Ils attiraient l'attention des hommes politiques et des élites de la Russie sur la nécessité de prendre en considération la réalité géopolitique, à savoir la situation géographique insolite de la Russie en Eurasie, ainsi que d'utiliser le facteur international, c'est-à-dire coopérer avec les voisins orientaux dans la mise en valeur de la Sibérie et de l'Extrême-Orient russe. L'accent a été mis sur la nécessité de renforcer la coopération et l'entente réciproque, voire l'alliance, avec la Chine.

Le grand savant et patriote russe Dmitri Mendeleev soulignait l'importance de la coopération russo-chinoise dans son ouvrage « Pensées secrètes ». D'après lui, cette coopération possède une valeur inestimable pour réunir des conditions favorables au codéveloppement de nos deux pays. « La Chine qui a toujours gardé son indépendance originale pourrait gagner davantage en puissance, et nous en tirerons autant de profit que notre amitié avec les Chinois sera grande à cette époque »¹⁸, écrivait le scientifique.

En faisant valoir l'importance de la coopération russo-chinoise pour l'ordre mondial général, Dmitri Mendeleev soulignait : « L'union entre la Russie et la Chine sera le précurseur de l'union mondiale universelle pour cette simple raison qu'elle comprendrait plus d'un tiers de l'humanité et qu'elle ne pourrait être que pacifique et défensive, d'autant plus que les deux alliées ont des miriades de besoins et possèdent des ressources qui dépassent de loin celles de n'importe quel autre couple d'États, et pour jouer des poings, les alliés tels que la Russie et la Chine n'en ont ni envie ni l'habitude¹⁹. »

Pendant les cinq premières années après le démantèlement de l'Union Soviétique la politique de la Russie a acquis une orientation pro-occidentale, malheureuse et unilatérale, dans les domaines économique, social et culturel. Les conséquences désastreuses de ce penchant injustifié sont connues et peuvent se passer de commentaires circonstanciés. Un redressement s'est profilé pendant la brève période du ministère de Evgueni Primakov. Cette tendance a été ensuite relancée et s'est accentuée sous la présidence de Vladimir Poutine en donnant des résultats

positifs. Le renforcement de la stabilité intérieure en Russie et de son prestige international sont des preuves convaincantes du caractère constructif de l'orientation eurasiatique.

Nous estimons que n'importe quel concept stratégique du développement de la Russie dans son ensemble ou de ses régions en particulier peut et doit prendre en compte la dimension géopolitique eurasiatique de notre civilisation. Voilà pourquoi les projets de développement économique et social de la Fédération de Russie à l'horizon 2030 et les programmes régionaux du développement durable doivent se baser sur le paradigme de l'eurasisme.

Le concept de la Russie en tant que puissance eurasiatique implique une profonde réforme du système actuel de la gestion économique et un changement capital des procédés de la direction des régions depuis le centre.

Premièrement, le strict monocentrisme politique imposé par l'immensité des espaces et les manifestations locales du séparatisme, ainsi que par des facteurs régionaux, doit être complété par le respect des particularités régionales – géographiques, culturelles et sociales – et prévoir une importante autonomie régionale en puissance sur le plan économique, le droit des régions à l'autotransformation créative et à l'évolution, ainsi que le droit d'adapter aux réalités locales les instructions générales provenant du centre.

Deuxièmement, la solution des problèmes relatifs au développement de la Russie en tant que puissance eurasiatique nécessite une réforme en profondeur de son système économique et administratif, l'élargissement des entités administratives. L'expérience de la croissance économique des pays développés occidentaux, des États-Unis et du Japon, ainsi que de la Chine offre un exemple de la séparation des fonctions de gestion économique entre la capitale et les chefs-lieu des régions.

Pour ce qui est des États-Unis, le centre politique (Washington) et les pôles économiques bénéficient des droits importants en matière d'autogestion économique : New York, Philadelphie et Atlanta sur le littoral oriental ; Chicago, Detroit et Kansas-City

dans le centre ; San Francisco, Los Angeles et San Diego sur le littoral occidental. En Chine Pékin qui est le centre politique et économique partage la gestion économique avec d'importants centres économiques et culturels : Shanghai, Shenyang, Harbin, Changchun, Tianjin, Chongqing, Wuhan, Guangzhou, Taiyuan, Xi'an, Ürümqi. Le Japon possède, en outre de la capitale Tokyo, des pôles économiques à Osaka, Kyoto, Sapporo et Niigata. En Allemagne les leviers économiques sont manipulés par Berlin, Hambourg, Francfort, Munich, Düsseldorf, Cologne, Leipzig, etc.

La Russie, elle, n'a malheureusement qu'un seul pôle d'attraction qui domine absolument dans les domaines politique, économique et tous les autres, à savoir Moscou qui est d'ailleurs le lieu de concentration des flux financiers. Les autres grandes régions, même Saint-Pétersbourg appelé la seconde capitale, jouent un rôle de soutien. Pour ce qui est des grandes villes ouraliennes, sibériennes et extrême-orientales, leur autonomie se réduit dans une grande mesure aux possibilités strictement économiques dans tel ou tel secteur. Faute de finances suffisantes, les banques sibériennes et extrême-orientales ne sont pas à même de jouer le rôle qui leur revient de droit pour encourager la croissance économique et sociale de ces régions en y investissant, elles servent souvent de grands bureaux de change régionaux.

Pour trouver à terme une solution efficace au problème du développement économique et social de la Sibérie et de l'Extrême-Orient russe, il serait utile de réfléchir à l'intégration en vue de créer trois centres régionaux de gestion économique, mais aussi politique – en Sibérie occidentale, en Sibérie orientale et en Extrême-Orient russe. La coordination de ces activités devrait être confiée à un homme d'État de haut rang, tel le premier vice-Premier ministre.

Les États-Unis, le Japon, l'Australie, le Canada et certains pays d'Amérique latine ont mis en place des départements et ministères chargés du développement des régions attardées. Ainsi, le Japon a eu pendant longtemps un ministre chargé du développement de Hokkaido. La Russie s'est dotée de l'institution des représentants du président dans les régions. C'est un pas dans

la bonne direction, mais il convient de peaufiner ce système sur le plan politique, administratif et financier.

Le paradigme de l'eurasisme russe contemporain traduit les particularités du développement géopolitique et civilisationnel de notre pays sans se rattacher à une tendance pro-occidentale ou pro-asiatique. Au contraire, l'implantation de l'eurocentrisme sape les positions internationales de la Russie pour en faire de fait un partenaire secondaire de l'Occident, un simple fournisseur de matières premières.

Le néo-eurasisme est une alternative à l'eurocentrisme et à l'occidentalisme vulgaire non seulement du point de vue de la consolidation intérieure de la Russie en tant qu'État multiethnique, mais aussi sur le plan international, car il s'oppose au nivellement des cultures nationales et aux concepts de monde unipolaire, il jette les bases idéologiques théoriques, politiques et civilisationnelles (surtout culturelles) d'un monde multipolaire et de l'épanouissement de la civilisation mondiale en harmonie avec la diversité culturelle.

Pendant un moment, le sujet de la pluralité des voies du développement a été relégué au second plan ; le triomphe de l'Occident après la dislocation de l'URSS a créé l'illusion de l'omnipuissance du modèle euro-américain, alors que la crise financière asiatique de 1998 a fait douter de la viabilité des « miracles économiques » en Asie de l'Est. Or, aujourd'hui la Chine qui a su maintenir en temps de crise mondiale des rythmes de croissance sans précédent montre qu'il est possible d'atteindre ses objectifs de développement et de modernisation sans copier les recettes occidentales.

La crise de la finance mondiale qui a éclaté en 2008 a acquis le caractère systémique. Elle a mis en évidence le mal-fondé des théories libérales dont les chantres cherchaient à persuader le monde entier de l'« omnipuissance » du marché qui serait capable de garantir « à lui seul », sans ingérence de l'État, la croissance et la prospérité économique. Aujourd'hui les gouvernements des puissances occidentales mettent tout en œuvre pour enrayer la récession de leurs économies et pour les remettre sur les rails du redressement.

La crise a dévoilé les limites du modèle occidental et les dangers de la politique de l' « occidentalisation générale » pour les pays appartenant à d'autres cultures. Les graves problèmes encourus par l'économie mondiale ont incité à reconsidérer la thèse de l' « universalité » des valeurs occidentales. La crise a rappelé à l'humanité que les conflits dramatiques de ces deux dernières décennies découlaient non seulement des opérations militaires menées par les Occidentaux, les Américains à leur tête, en Afghanistan, en Irak, en Libye ou en Syrie, mais aussi des tentatives soutenues et des menaces occidentales de recourir à la force pour régler les différends avec l'Iran et la Corée du Nord : tous ces foyers de tension ont surgi à cause du refus et de l'incapacité des Occidentaux de respecter les valeurs civilisationnelles et culturelles des autres pays, leur mode de vie et leur voie de développement. Les événements en Ukraine offrent un exemple tout récent des conséquences de cette politique.

Les affirmations des Occidentaux sur la possibilité d'installer la stabilité planétaire dans les conditions du monde monopolaire dominé par une seule superpuissance s'accompagnaient de dissertations sur le caractère inéluctable et naturel du conflit des systèmes des valeurs occidental et oriental et des civilisations respectives. Ces théoriciens et les politiciens qui ont adhéré à leurs discours croyaient dur comme fer à la suprématie universelle indiscutable et à la perfection des civilisations euro-atlantique et américaine qu'ils identifiaient à la civilisation mondiale. Les événements en Irak et en Afghanistan ont montré que la coalition occidentale était capable de renverser *manu militari* un régime étranger indésirable.

La crise a rappelé que les pays du monde contemporain étaient étroitement liés entre eux. Il est impossible de résoudre le problème d'une si grande ampleur en faisant cavalier seul. La leçon à tirer de la crise consiste à adhérer à l'idée de la coopération indispensable entre tous les pays et nations pour surmonter d'un commun effort ses conséquences désastreuses. Le rôle de chef de file joué par la Chine, l'Inde et certains autres pays non-européens dans le maintien du développement

économique mondial montre clairement qu'il est important et nécessaire d'établir un dialogue constructif entre les civilisations occidentale et orientale.

Il sied de rappeler dans ce contexte les paroles de l'auteur du « Choc des civilisations » : « À la fin du vingtième siècle le concept de civilisation universelle permet de justifier la domination culturelle occidentale sur les autres sociétés et la nécessité pour ces dernières de copier les traditions et institutions occidentales. L'universalisme est une idéologie adoptée par l'Occident pour faire face aux cultures non-occidentales²⁰. »

Plusieurs décennies avant Samuel Huntington, Lev Goumilev a magistralement formulé une idée très proche : « L'expérience historique a montré que tant que chaque peuple gardait le droit d'être lui-même, l'Eurasie unifiée résistait avec succès aux attaques de l'Europe occidentale, de la Chine et des musulmans. Malheureusement, nous avons renoncé au XX^e siècle à cette politique saine et traditionnelle pour notre pays pour nous guider sur les principes européens : nous cherchions à mettre tout le monde dans le même moule. Mais qui voudrait ressembler aux autres ? Le transfert mécanique des comportements traditionnels ouest-européens sur le sol russe n'a donné presque rien de bon, ce qui n'est pas étonnant²¹. »

Au cours du siècle dernier, la Russie a dû faire face à plusieurs défis graves. Elle s'en sortait fort affaiblie ou se voyait donner une chance de rechercher de nouvelles voies de la renaissance, du regroupement national et territorial. Pour relever ces défis, les peuples de la Russie ont fait d'énormes sacrifices. C'était le cas pendant la Première guerre mondiale et pendant la Révolution socialiste d'Octobre et la Guerre civile qui s'ont ensuivies. Née de la Révolution de 1917, l'Union Soviétique a édifié un nouvel État puissant. Au début des années 1940, l'Allemagne nazie a lancé à l'URSS un défi mortel. Inspirés par l'héroïsme et l'abnégation du peuple russe, les peuples du pays soviétique ont remporté la victoire dans la Grande guerre nationale, ont sauvé l'humanité de la « peste brune » et ont contribué à l'anéantissement du militarisme japonais.

Dans l'euphorie qui a suivi le démantèlement de l'URSS (1991), l'Occident s'est déclaré « vainqueur » et a de fait posé un ultimatum à la Russie. Zbigniew Brzezinski, l'un des principaux idéologues de la lutte contre la Russie en tant que sujet de l'Histoire mondiale, a exposé de manière explicite dans ses ouvrages les prétentions et les réclamations des Occidentaux contre la Russie en formulant les règles du « comportement civilisé » que la Russie devrait suivre, selon lui. Il dessinait des scénarios, des schémas et des cartes géographiques des pays qui, d'après ses calculs, devraient émerger de la puissance russe unique après sa dislocation²².

L'espace eurasiatique auparavant occupé par l'Union Soviétique et où la Russie est située actuellement était pour Brzezinski « l'enjeu géopolitique principal » pour l'Amérique²³.

La désintégration de l'Union Soviétique, la pression colossale exercée par les Occidentaux sur la Russie, leur ingérence non-dissimulée et cynique dans les affaires intérieures de l'État russe souverain, l'expansion de la culture de masse ont eu pour résultat une érosion dangereuse de l'identité étatique et civilisationnelle de la Russie et de ses citoyens. Notre pays doit trouver d'urgence une réponse à la question de savoir « ce qu'est la Russie et quelle est sa voie de développement ».

Cette réponse ne se trouve que dans la voie de la compréhension critique de notre Histoire séculaire. Il faut tirer des leçons du passé, passer au crible d'une analyse objective les conditions favorables et défavorables, intérieures ou extérieures, du développement de notre État et de notre civilisation. La prise de conscience de la réalité eurasiatique de la Russie, géopolitique et civilisationnelle, est à l'ordre du jour pour rédiger une stratégie du redressement du pays, de son économie et sa culture.

Pour atteindre ces objectifs, il faut *maintenir de bons rapports de coopération et d'interaction avec l'ensemble des pays occidentaux et orientaux dans le contexte de la mondialisation*. Les principes du néo-eurasisme doivent servir de base méthodologique et idéologique à une stratégie à long terme du développement durable de la Russie en tant qu'État multiethnique, faire partie

intégrante de sa doctrine politique extérieure. Ils sont la pierre angulaire de la sécurité de notre pays, de la préservation de son intégrité territoriale, du renforcement de sa souveraineté et de son prestige international.

Le grand savant russe Lev Goumilev, théoricien du néo- Eurasisme, voyait juste lorsqu'il écrivait : « Je vous dirais en confiance que si la Russie est sauvée, cela ne se ferait que par l'Eurasisme, pour devenir une puissance eurasiatique²⁴. » Mais il ne faut pas oublier que dans la même interview accordée peu avant sa mort et devenue son testament scientifique, le savant a formulé sa fameuse « thèse eurasiatique » : « Ce ne sont pas les ennemis qu'il faut chercher, ils sont déjà nombreux, mais les amis, c'est ce qui compte le plus dans la vie. Nous avons besoins d'alliés sincères. Eh bien voilà, les Turcs et les Mongols peuvent être des amis sincères, et les Britanniques, les Français et les Allemands ne pourraient être que des exploitateurs malicieux, j'en suis certain²⁵. »

Dans le contexte actuel où l'intégration eurasiatique est tenue de s'associer, pour sa survie et son développement, aux processus intégrationnistes en cours dans la région euro-atlantique et en Asie-Pacifique, il importe cependant de ne pas porter cette thèse à l'absolu, surtout dans sa dimension politique appliquée. Or, Alexandre Douguine se serait engagé précisément dans cette voie en soulignant que les « Eurasiatiques touchent de près à la loi fondamentale de la géopolitique qui affirme *l'existence originale d'une contradiction insurmontable entre la métacivilisation eurasiatique dont le noyau est formé par la Russie et la communauté atlantique occidentale*. Contradiction qui exclut toute synthèse productive ou alliance stratégique viable. *Nous avons affaire ici à une nette opposition : c'est nous ou eux* »²⁶.

L'esprit du vrai néo-Eurasisme positif serait beaucoup mieux traduit par la formule « qui n'est pas contre nous est pour nous ». L'attachement aux principes fondamentaux du dialogue d'égal à égal, de la coopération et du codéveloppement lors du maintien des relations avec les pays voisins proches et éloignés au niveau de la diplomatie publique et populaire réunira des conditions

extérieures favorables à la Russie. Ce sera la contribution de la Russie à l'édification d'un monde multipolaire et à la promotion du dialogue constructif intercivilisationnel pour faire le contre-poids de diverses doctrines du « choc des civilisations » ou de la « fin de l'Histoire ».

La chronique des deux siècles derniers montre que toute ébauche d'un penchant de la politique russe d'un côté ou d'un autre, vers l'Europe ou l'Orient, se solde inévitablement par l'ébranlement des fondements de la société et sape les bases de l'identité culturelle des peuples en ôtant au pays la souplesse nécessaire à adopter des décisions cruciales pour son avenir. Seule la prise de conscience de l'intégrité indissociable des deux facettes de l'identité nationale, à savoir occidentale et orientale, permet à la Russie d'aller de l'avant avec droiture et certitude.

La Russie a besoin, pour son bien-être intérieur et international, de ne pas déroger au principe de l'équilibre en accordant une attention égale aux azimuts occidental et oriental de sa politique intérieure et extérieure. Autrement dit, il faut rester fidèle à l'identité géopolitique eurasiatique de la Russie représentée symboliquement par l'aigle bicéphale sur les armoiries nationales actuelles.

Dans la seconde moitié des années 1990 Mikhaïl Titarenko est monté au créneau pour dénoncer dans son ouvrage « La Russie face à l'Asie » les assertions de ceux qui étaient pressés d'enterrer la Russie, de diviser son territoire en domaines, de nier l'originalité de la civilisation russe, tout en considérant l'occidentalisation de la Russie comme l'intégration inévitable et nécessaire des pays dans une certaine « civilisation mondiale ». « Nous n'avons pas le choix », affirmaient-ils, parce que le monde évolue vers le choc des civilisations. L'académicien Titarenko prenait le contre-pied de cette attitude, car le choix existe : « Il consiste dans la renaissance de la Russie passant par celle de l'auto-identification nationale de tous ses citoyens, peuples et ethnies qui servirait de base au renforcement de leur coopération, de leur compréhension mutuelle et de l'amitié pour concentrer les efforts sur le développement de l'économie, de la culture, de l'éducation et de la science dans leur patrie. Le choix

consiste à cultiver sans cesse et avec soin les origines nationales de la culture, c'est dans ce cas seulement qu'une Russie démocratique ayant retrouvé ses repères ne fera pas figure de copie pitoyable de l'Occident ou de simple épigone, mais de partenaire respectable et solide des autres pays, qu'ils se trouvent en Europe ou en Asie, en Afrique ou en Amérique²⁷. »

L'idée de l'identité eurasiatique de la situation géopolitique de la Russie et de sa civilisation revêt une importance fondamentale pour un sain développement du pays, la garantie de son intégrité et stabilité intérieure.

Seule une Russie s'appuyant sur le paradigme eurasiatique, le pilier porteur de l'union et de l'interaction des civilisations, est capable d'assurer son redressement, la préservation de son intégrité territoriale, l'épanouissement des cultures des ethnies qui la peuplent et de la culture russe.

Seule une Russie s'appuyant sur le paradigme eurasiatique est capable de jouer un rôle de taille et de coopérer au sein de forums internationaux tels que l'OCS, RIC et BRICS, de participer au dialogue au sein de l'APEC, du Forum régional de l'ASEAN sur la sécurité et du Dialogue Asie-Europe, de prendre une part active aux conférences sur la coopération et les mesures de confiance en Asie et aux Sommets de l'Asie de l'Est. C'est sur la plateforme de l'eurasisme que la diplomatie russe sera la plus performante au sein de l'OCS ou de l'APEC pour apporter sa contribution à la suppression des lignes de clivage en Asie-Pacifique et à l'établissement d'une coopération équitable au sein du G20.

C'est en se faisant une puissance eurasiatique que la Russie sera capable de s'imposer en tant que partenaire égale en droits dans ses relations souveraines avec l'Union européenne et les États-Unis pour rendre ces relations mutuellement avantageuses, nouer des liens avec les économies émergentes et s'intégrer dans des structures régionales.

Les aspects géopolitiques et géo-économiques de l'intégration eurasiatique trouvent leur interprétation dans la remarque suivante de Vladimir Poutine : « Un système économiquement logique et équilibré du partenariat entre l'Union eurasiatique et

l'Union européenne servirait à réunir des conditions propices au changement de la configuration géopolitique et géo-économique du continent dans son ensemble dont l'effet positif planétaire serait indiscutable »²⁸.

Il est non moins important de se rappeler la nécessité d'associer l'intégration eurasiatique aux processus intégrationnistes en cours en Asie-Pacifique, cette région devenant un pôle économique et politique mondial. Deng Xiaoping a mis des années à nettoyer et libérer la conscience des cadres, de l'ensemble de la population active de la Chine pour en chasser les dogmes maoïstes en affirmant que « la pauvreté n'est pas le socialisme ». De la même manière, le développement et l'épanouissement de la Communauté économique eurasiatique et sa coopération multiforme, sa synergie avec la Ceinture économique de la Route de la Soie ne peuvent avoir pour fondement civilisationnel que l'identité eurasiatique de la Russie débouchant sur le Pacifique. À cet effet, il faudra se défaire du paradigme eurocentriste ou, dans d'autres termes, inculquer à une partie importante de l'élite politique et d'affaires l'idée de l'identité eurasiatique et océanique, libérer et rééduquer du point de vue idéologique la partie responsable de la société russe.

La Russie eurasiatique n'impose à personne ses opinions ni ses modes d'agir. Notre pays est ouvert au dialogue constructif avec les représentants des cultures occidentale et orientale. Le maintien et la promotion de l'identité eurasiatique de la Russie contribuera à la consolidation du pays, au renforcement de son intégrité territoriale pour en faire un partenaire fiable et prometteur pour l'ensemble des pays du monde.

Il y a donc tout lieu d'affirmer aujourd'hui que la notion traditionnelle d'eurasisme ne suffit plus, il faut le redéfinir en détaillant sa nomenclature. Cela permettrait de moderniser l'identité nationale de la population multiethnique de la Russie avant de poursuivre sa formation basée sur la polyphonie, le codéveloppement, la synthèse de ce qu'il y a de meilleur dans le monde et l'évaluation adéquate de nos potentialités et nos perspectives.

1. Vladimir Poutine : *Sténogramme du discours prononcé à une réunion de responsables du parti* Russie unie, Moscou, le 24 avril 2012. Cf. : <http://eurasian-movement.ru/archives/2136>
2. Evgueni Pivovar : *Rousskii iazyk i rousskii mir kak factory sotsiokoultournogo dialoga na postsovietskom prostranstve*. [La langue et le monde russes en tant que facteur du dialogue culturel et social dans l'espace postsoviétique.]// Réunion plénière du « Dialogue entre les cultures et partenariat entre les civilisation : la culture planétaire en devenir ». Cf. : http://www.lihachev.ru/pic/site/files/lihcht/2010_Sbornik/Tom_1_2010/000_Plenarnoe_zasedanie/056_E.I.Pivovar.pdf
3. Ce terme, introduit par Petr Savitsky, était fréquemment utilisé par Lev Goumilev. Cf.: Lev Goumilev : *Ritmy Evrasii : epokhi i tzivilizatsii* [Rythmes de l'Eurasie : époques et civilisations.] Moscou, 1993, p. 10.
4. *Ibid.*, p. 10.
5. D'après une juste remarque du professeur Sergueï B. Lavrov, « les eurasistes ont préconisé la préservation de l'identité des ethnos mais n'ont jamais proné un nationalisme étroit ». Cf. : Lev Goumilev : *Op. cit.*
6. *Doukhovnaïa koultoura Kitaïa*. [La culture spirituelle de Chine.] Encyclopédie en 6 volumes sous la rédaction de Mikhaïl Titarenko, tome I, Moscou, 2006, p. 284-285, 462-464.
7. Pour plus de détails, voir : Mikhaïl Titarenko : *Rossia litsom k Azii*. [La Russie face à l'Asie.] Moscou, 1998, p. 5-10 ; 13-79.
8. Gueorgui Vernadski : *Natchertanie russkoï istorii*. [Traçage de l'histoire russe.] Moscou, éd. Algorithme, 2007, p. 16.
9. Nikolai Troubetskoï : *Naslediye Tchinghishkhana*, [L'Héritage de Gengis-Khan.] Moscou, éd. Exmo, 2007, p. 291.
10. Nikolai Troubetskoï : *Evropa i tchelovetchestvo*. [L'Europe et l'humanité.] Sofia, 1920.
11. Arnold J. Toynbee : *Civilization On Tria*.
12. *Rousskaïa doktrina. Serguievski proekt*. [Doctrine russe. Projet Saint-Serge.] Sous la rédaction d'A. Kobakov et V. Averianov, Moscou, 2008, p. 29-30.
13. *Idid.*, p. 29.
14. Nikolai Danilevski : *Rossia i Evropa. Vzgliad na kulturnye I polititcheskiye otnocheniya slavianskogo mira k romano-germanskomu*. [La Russie et l'Europe. Un aperçu des rapports culturels et politiques entre le monde slave et celui romano-germanique.] Moscou, éd. de l'Institut de la civilisation russe, 2008, p. 76.
15. *Ibid.*, p. 81.
16. Mikhaïl Lomonossov : *Zapiski po russkoï istorii*. [Notice sur l'histoire russe.] Moscou, 2003, p. 392.
17. *Ibid.*, p. 388.
18. Dmitri Mendeleev : *Zavetnyie mysli*. [Pensées secrètes.] Moscou, 1995, p. 375.
19. *Ibid.*, p. 376.
20. Samuel P. Huntington : *The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order*.

21. Lev Goumilev : *Ot Russii do Rossii [De la Rus à la Russie.]* Moscou, éd. Iris Press, 2008, p. 292.
22. Cf.: Zbigniew Brzeziński : *The grand chessboard : American primacy ans its geostrategic imperatives*, New York, Basic books, October 1997 ; Idem, *The Choice : global domination or global leadership*.
23. *Idem*, *The grand chessboard...*
24. Lev Goumilev : *Op. cit.*, p. 31.
25. *Ibid.*, p. 13.
26. Alexandre Douguine : *Evraziïstvo : ot filosofiik r politike. [Eurasisme : de la philosophie à la politique.] //Principes de l'eurasisme*, Moscou, éd. Arctogeïa-centre, 2002, p. 17.
27. Mikhaïl Titarenko : *Op. cit.*, Moscou, 1998, p. 6. Ces idées sont développées et précisées dans les ouvrages suivants du même auteur : *Kitai : tsivilizatsii i reformy. [La Chine : civilisation et réformes.]* Moscou, 1999 ; *Bezopasnost tcherez sotroudnichestvo : vostotchnoaziatskii vektor. [La Russie. La sécurité par la coopération : le vecteur est-asiatique,]* Moscou, 2003 ; avec Boris Kouzyk : *Kitai-Rossia 2050 : strateguia sopazvitia. [Chine-Russie 2050 : stratégie de codéveloppement.]* Moscou, 2006 ; *Gueopolititcheskoïe znatchenie Dalnego Vostoka. Rossia, Kitai i drouguie strany Azii. [Rôle géopolitique de l'Extrême-Orient. La Russie, la Chine et d'autres pays d'Asie.]* Moscou, 2008.
28. Vladimir Poutine : *Novy integratsionny proekt dlia Evrazii – boudouchtchee, kotoroe rojdaetsa segodnias. [Le nouveau projet intégrationniste pour l'Eurasie, l'avenir qui naît aujourd'hui.]* In : *Izvestia*, le 3 octobre 2011// <http://izvestia.ru/news/502761>

Mots clés: eurasisme, néo-eurasisme, culture russe et culture de Russie, culture de masse, choc des civilisations, mondialisation.



Les droits de l'homme dans le judaïsme et dans la tradition juridique hébraïque



Valéri Vorobiov

Ambassadeur
Extraordinaire et
Plénipotentiaire
de la Fédération de
Russie au Royaume
du Maroc
ambusmaroc@inbox.ru

Roman Iliev

Analyste
indépendant
iliev.moscow@
gmail.com



Le perfectionnement du mécanisme qui garantisse constitutionnellement et juridiquement les droits et les libertés de l'homme figure parmi les plus grands enjeux des temps modernes, surtout ces dernières décennies, quand d'une part, les droits et les libertés de l'homme et du citoyen ont acquis une grande importance dans les législations et les pratiques judiciaires d'un nombre fortement accru de pays, et quand de l'autre, nous sommes confrontés à des défis inouïs lancés par les structures terroristes, surtout par l'organisation *L'État islamique de l'Irak et du Levant* et le front *Victoire* (plus connu chez nous comme *Jabhat al-Nusra*). Ce sont eux qui ont exacerbé les tensions, déjà considérables, qui existaient traditionnellement dans le monde entre la défense des droits de l'homme et les impératifs de sécurité.

Le concept moderne des droits de l'homme et du citoyen ne peut pas être saisi dans sa totalité sans savoir les origines de la formation de cette définition, en posant que les droits et les libertés de l'homme appartiennent à chaque individu, alors que les droits et les libertés du citoyen – uniquement aux personnes qui ont la citoyenneté d'un État concret.

La conception moderne des droits et des libertés de l'homme a été formulée par les grands penseurs des XVII^e-XVIII^e siècles, et a trouvé sa place dans la Déclaration d'indépendance des États-Unis de 1776 et la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, adoptée en France en 1789.

La question se pose cependant : la notion des « droits et libertés » serait-elle inventée seulement au XVIII^e siècle ? En effet, on peut en trouver les mentions dans les documents plus anciens. La doctrine des droits et des libertés de l'homme n'est pas née au moment où furent adoptées les déclarations du XVIII^e siècle, elle n'est pas le résultat du mouvement libéral et philosophique qui s'est développé à la même époque. De surcroît, les sources de cette doctrine ne se situent pas dans les républiques et les démocraties antiques. À propos, la notion des « droits de l'homme » n'existait dans aucun des systèmes juridiques de l'Antiquité, même romain, le plus avancé. La citoyenneté ne donnait ni liberté, ni le droit à la sécurité. Chaque homme était sujet au droit de vie et de mort dont disposaient les rois, les consuls et les empereurs. La notion universelle des « droits de l'homme » ne pouvait nullement apparaître dans une société fondée sur l'esclavage.

Il est admis que la notion des « droits de l'homme » fut formulée dans la tradition religieuse juive et que le judaïsme est l'une des sources primitives les plus abondantes et accessibles pour traiter ce sujet. La définition moderne des « droits de l'homme » s'appuie dans une grande mesure sur les principes, énoncés justement dans cette religion.

Le développement de la pensée sur les droits de l'homme fut un long et interdépendant processus d'évolution de cette idée, un cheminement qui s'étend depuis les Dix commandements jusqu'à la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 et la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, adoptée en 1950.

En réfléchissant aujourd'hui aux droits de l'homme, il sera instructif de comparer le chapitre 20 du Livre de l'Exode avec la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948. La

confrontation montre que toutes différentes que soient les formules utilisées, les deux textes font écho l'un à l'autre : « le septième jour est le jour du repos <...> tu ne fera aucun ouvrage » (verset 10) et « toute personne a droit au repos et aux loisirs » (article 24) ; « tu ne tueras point » (verset 13) et « tout individu a droit à la vie » (article 3) ; « tu ne déroberas point » (verset 15) et « toute personne a droit à la propriété » (article 17). Les exemples de ce genre peuvent être multipliés¹.

Les droits et les libertés fondamentales de l'homme, tels que la droit à la protection de la dignité humaine, à la liberté, à l'égalité, à la propriété, sont nettement formulés dans les traités religieux juifs, alors que leur observation est imposée par les textes fondamentaux : la Bible, la Torah et le Talmud. Notons cependant que le terme « les droits de l'homme » ne figure pas dans les textes religieux hébraïques.

Le judaïsme – tout comme les déclarations modernes des droits de l'homme – se propose de protéger l'homme contre l'injustice et l'arbitraire. La loi se place même au-dessus de la religion. Dieu préfère la justice au sacrifice, ce qui signifie qu'il faut s'en tenir rigoureusement à la loi qui est l'incarnation de la justice. Le Livre de la Genèse enseigne que la justice est un attribut inaliénable de Dieu. La Torah proclame dans de nombreux de ses préceptes que tous sont égaux devant la loi, que les commandements sont donnés pour tout le monde sans exception.

Il est important de noter que le judaïsme enseigne le respect absolu de la vie humaine. Par exemple, la Bible et les rabbins parlent souvent de l'interdiction de tuer. De ce point de vue, la loi proclame qu'aucune vie humaine ne peut être sacrifiée dans l'intérêt d'un autre homme. En réalité, quand nous parlons des droits de l'homme, nous sous-entendons – que nous le voulions ou non – la notion de « l'État », qui est l'unique institution capable de réaliser et – dans une mesure ou dans une autre – sauvegarder nos libertés. L'interprétation des droits de l'homme que nous utilisons n'a été formulée qu'au XVIII^e siècle, en même temps que la définition de ce qu'est un État moderne.

Tout porte à croire que le judaïsme a ceci de remarquable qu'il était non seulement l'un des premiers à définir la doctrine de la morale universelle, mais encore a tout fait pour appliquer en pratique les clauses de ce « noyer dur » des droits de l'homme, pour élaborer au quotidien un modèle de conduite à la fois individuel et universel.

Pour ce qui concerne l'esclavage, le peuple juif est l'unique à lui avoir consacré un grand nombre de lois relevant du droit humanitaire. À la différence des Grecs ou des Romains, les Hébreux ne s'attribuent pas le droit de décider du sort d'un esclave – doit-il vivre ou mourir. Ce droit à la vie se fonde sur l'unicité absolue de chaque individu.

Le judaïsme présente encore une particularité capitale : dès son origine, il ne se limite pas à formuler de beaux principes, mais les exécute en pratique.

Le judaïsme proclame que c'est le travail qui fait la dignité sociale de l'homme. Cependant, le travail ne doit pas tourner à l'esclavage. Le judaïsme fut le premier à parler du nécessaire repos hebdomadaire. Cette idée a été inscrite dans la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948. La Bible hébraïque condamne sans appel l'exploitation de l'homme par un autre homme.

La Torah – le livre saint des Israélites – indique que lorsque Dieu avait fait l'homme à son image et selon sa ressemblance, cela a marqué l'étape ultime de la Création du monde. Le livre parle de l'interdiction de tuer. Henri Baruk, membre de l'Académie nationale de médecine de France, évoque le traité « Pirké Avot » (« Maximes des Pères ») qui affirme que Dieu avait manifesté sa prédilection spéciale pour l'homme en le créant à son image². Ce fait donne à l'homme une signification suprême dans l'organisation de l'Univers, rendant tout homme en tant qu'être particulier égal par son importance à l'ensemble de la Création.

Le président de l'Académie internationale des droits de l'homme Marc Agi cite à l'appui les paroles du Talmud : quiconque tue un seul homme sera puni, c'est comme s'il avait

détruit un monde entier, mais quiconque sauve un seul homme, cela lui comptera, c'est comme s'il avait sauvé un monde entier³. Le droit à la vie est, aux yeux du judaïsme, le premier de tous les droits fondamentaux.

Le président de l'Amitié judéo-chrétienne de Strasbourg Lazare Landau note dans l'article « Judaïsme et droits de l'homme »⁴ que le droit à la vie se fonde sur l'unicité absolue de chaque individu. Le Très-Haut, écrit-il, a créé tous les hommes semblables à Adam, mais aucun homme n'est semblable à un autre. Quiconque lève la main sur son prochain, même sans le frapper, commet un acte ignoble : il est à considérer comme un scélérat.

Le droit à sauvegarder son honneur, le droit à la défense en cas d'offense est réservé à l'homme. On entend par atteintes à l'honneur le mensonge, la haine. Le Talmud assimile l'offense publique au crime au même titre que l'effusion de sang. L'homme a droit à l'autodéfense. « Si quelqu'un a l'intention de te tuer, préviens son action et tue-le », donne à ce propos une citation religieuse Marion Mushkat, ancien directeur de l'Institut israélien des relations internationales⁵. Autrement dit, le droit à la vie donne la possibilité de se sacrifier pour sauver un autre homme. Face au danger pour la vie, toutes les prescriptions prohibitives du judaïsme perdent leur force, sauf les cas d'idolâtrie, de trahison et d'assassinat : le respect des créatures de Dieu doit être au-dessus des interdictions, réunies dans la Torah.

D'après les canons du judaïsme, l'homme – qui est l'image de Dieu et l'incarnation de l'Univers – jouit d'une dignité et d'une grandeur inégalées. L'humanité tout entière descend d'un seul ancêtre commun, Adam. L'offense faite à l'homme se rapporte également à Dieu. Outre sa signification symbolique, cette affirmation porte nettement en elle une morale, mise en relief dans de nombreux traités du Talmud : « Pourquoi un seul homme, Adam, a-t-il été créé ? C'est pour conserver la paix entre les hommes, car alors personne ne pouvait dire au cours d'une discussion : mon ancêtre est supérieur au tien. » Le judaïsme suppose l'égalité entre les hommes. Le philosophe Élie Benamozegh écrivait qu'en puisant l'inspiration dans la Bible,

nous devons lutter pour l'égalité des hommes faits à l'image et selon la ressemblance à Dieu. L'homme est le roi de l'univers. Tout le monde doit lui obéir, pour qu'il puisse tout anoblir, apporter à tout un sens spirituel⁶.

Toutes les vies humaines sont également significatives : le Talmud indique que la vie du dernier des renégats reste une vie humaine, qui présente pour Dieu la même importance que notre propre existence. La Torah prescrit : « Tu aimera ton prochain comme toi-même. » Même s'il appartient à une nation différente de la tienne, « ne garde pas rancune à l'Iduméen, car il est ton frère ».

L'égalité au sein de la société est garantie par l'égalité de chacun de ses membres, en comprenant par là l'indépendance de l'homme, plus précisément l'indépendance économique. Marc Agi⁷ fait cas du travail qui, dans ce cas-là, se présente comme moyen de retrouver la liberté qui est la plus noble des obligations : si tu plantes un arbre et on t'annonce tout à coup l'arrivée du Messie, plantes d'abord l'arbre, et vas ensuite à la rencontre du Messie, écrit-il. Cependant, le travail ne peut pas être un esclavage. Il doit permettre à l'homme de récupérer régulièrement ses forces physiques et morales. Le judaïsme a été la première doctrine à affirmer le droit au repos hebdomadaire. (Ce droit devait ensuite être fixé dans l'article 24 de la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948.) Le judaïsme condamne fermement et interdit l'exploitation de l'homme par l'homme : « Malheur à celui qui, en ayant obligé le prochain à travailler, ne l'a pas payé. » Nous pouvons considérer à part les droits et les obligations économiques de l'homme : il y a le droit aux moyens de subsistance – ce droit interdit toute atteinte au gain d'autrui ; il existe l'interdiction de « tromper l'un l'autre » lors d'une transaction, on ne peut pas détourner la clientèle ou se livrer à une concurrence déloyale.

Le grand rabbin du Consistoire israélite de Paris, Alain Goldman, évoque les obligations de l'homme devant les démunis dans son livre « Les Sources juives des droits de l'homme »⁸. Il est dit dans la Torah : « Les indigents existeront toujours dans ton pays. » Chaque homme a des devoirs envers les pauvres : assistance matérielle, interdiction de les opprimer.

Tous les hommes doivent suivre l'exemple de Dieu et donner vêtements et nourriture aux nécessiteux, aider les malades, etc. Faire don d'argent, de nourriture, de vêtements est, selon le Talmud, l'une des premières et coutumières obligations du Juif dans sa vie quotidienne. Ce devoir est universel, la bienfaisance va jusqu'à faire l'aumône à un autre pauvre, qui est dans la nécessité encore plus cruelle.

Notons en tout premier lieu que le terme « les droits de l'homme » n'est employé ainsi formulé dans les traditions juives, ni écrite ni orale. Il suffit cependant de lire la Bible pour comprendre que cette question revient parmi les préceptes religieux sur chacune de ses pages.

On ne s'étonnera donc pas de lire dans l'article premier de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 que « les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits ». Le Livre de la Genèse dit la même chose. La Torah annonce, à propos de l'interdiction de tuer, que « l'homme a été créé à l'image et selon la ressemblance à Dieu ».

Le judaïsme attribue à l'homme une situation spéciale, une grandeur à laquelle rien ne peut être comparé. Ce qui est encore plus remarquable, c'est que la Bible accorde les privilèges non seulement au peuple juif, mais encore à tous les autres, quelles que soient leurs convictions religieuses.

La liberté a une signification capitale dans le contexte des droits de l'homme. Le peuple juif, comme on le sait, a été en esclavage en Égypte. Ce rappel historique porte en lui un profond sens spirituel. La Bible nous fait revenir encore et encore à cet événement, en nous conseillant par exemple de manifester l'amour pour les étrangers : « Adressez l'amour aux étrangers, car vous les étiez dans les terres égyptiennes. » En Égypte, nous étions un peuple privé de droits fondamentaux. Ceux qui privent quelqu'un de liberté, le font en violation des droits de l'homme, en qui ils refusaient de voir l'image de Dieu, transformant l'homme opprimé en être inférieur.

La tradition juridique hébraïque accorde la primauté aux devoirs envers l'homme, et non aux devoirs envers Dieu. Ces

devoirs sont au-dessus de toute autre considération. Le respect du prochain, de sa vie, ne dépend pas de la religion qu'il professe, ni de la race à laquelle il appartient. Le professeur Henri Baruk souligne dans son livre « Civilisation hébraïque et science de l'homme » que le mérite du judaïsme est d'avoir contribué, dès son origine, à réaliser la grandeur et les principes suprêmes sans se limiter à leur simple proclamation. Ne fais pas à ton prochain ce que tu ne supportes pas, écrit Baruk, toute la Torah est là, le reste n'est qu'un commentaire⁹.

La notion des « droits de l'homme » suppose un autre bien encore : la liberté est garantie à l'homme dans le monde où il vit ; de l'avis de nombreux théologiens, elle est à considérer comme fondamentale. Le droit à la sécurité est, lui aussi, l'un des fondements du judaïsme. Le droit de chaque individu de disposer de son corps le libère de la dépendance et signifie que les gouvernants antiques perdent leur droit à disposer de la vie des sujets. L'exemple en est l'exode des Hébreux hors d'Égypte, où le peuple juif s'était formé sous l'esclavage et se voyait refuser les droits humains les plus élémentaires. L'ancien vice-président de la Cour suprême d'Israël, Haïm Cohen¹⁰ remarque dans son article sur la liberté de pensée et d'expression dans le droit hébraïque que les lois de Dieu furent données dans le Sinaï aux Hébreux quand ils étaient déjà libres. La reconnaissance du droit à la sécurité, qui a progressivement fait son chemin, fut d'une grande importance en Occident : elle a mené à l'abolition du servage et à la formation de la notion moderne des droits de l'homme.

Jean Rivero, de l'Académie des sciences morales et politiques française, affirmait qu'il ne fallait pas abuser du mot « droits », car même si les Dix commandements expriment uniquement les obligations, le texte évoque aussi, quoique indirectement, les droits. « Tu ne tueras point » signifie que chaque homme a le droit à la vie, « Tu ne déroberas pas », que chacun a le droit à la propriété. Il en va de même avec les préceptes bibliques qui ne sont pas entrés dans le Décalogue¹¹.

Le Talmud formule plusieurs autres principes appelés à garantir la sécurité de la vie et la prémunir contre tout danger.

Par exemple, il faut assurer à tous une aisance minimale, ce qui suppose une répartition plus équitable des biens.

On ne peut pas ne pas mentionner la liberté de convictions, car existe la liberté de conscience, de pensée ou de religion. On ne peut pas poursuivre en justice, ou harceler physiquement la personne pour ses idées, ses convictions personnelles ou son attachement aux croyances religieuses différentes de celles de la majorité de la population. De quelque liberté que l'on parle – physique, spirituelle, du culte –, elles représentent toutes une valeur absolue et indivise, constituent en elles-mêmes un idéal et incarnent le droit inaliénable de chaque individu à se gérer lui-même.

Le judaïsme prévoit la protection de l'homme contre la justice inique et l'arbitraire. La soif d'équité sociale doit nécessairement aider à mettre en place un système judiciaire strictement organisé. L'exercice de la justice précède même l'exécution des règles religieuses : « Le respect de la vérité et de la justice plaît mieux au Seigneur qu'un sacrifice. » De l'autre côté, l'observation des lois, des principes de la justice exige une exactitude et une impartialité exemplaires.

La professeur de philosophie à l'Université Paris X – Nanterre, Blandine Barret-Kriegel, indique dans l'article « Judaïsme et droits de l'homme » que la justice suprême appartient à Dieu. Il est prescrit au juge de décider ni en faveur du riche, ni en faveur du pauvre. Il doit être incorruptible et élu par les membres de sa communauté, au lieu d'être nommé par les autorités. Le juge n'a pas le droit de toucher une rétribution. La personne qui cherche à accomplir son devoir doit s'appliquer à suivre le modèle d'équité absolue. Pour rendre un jugement équitable, il faut que l'enquête sur les fait incriminés soit menée le plus scrupuleusement possible.

Le principe du droit romain sur l'insuffisance des dépositions d'un seul témoin est fixé dans le Livre du Deutéronome : « Un seul témoin ne sera pas admis contre un homme pour constater un crime ou un péché, quel que soit le péché commis. C'est sur la parole de deux témoins ou sur la parole de trois témoins que la chose sera établie » (Deut. 19 : 15). On affirme que la tradition juive condamne les faux témoignages lors de l'enquête sur les crimes.

La dernière des lois données aux fils de Noé exige que soit établi un système judiciaire. Le judaïsme reconnaît aux autorités le droit d'adopter des lois pour le bien des citoyens, et d'exiger leur exécution. « La loi de ce pays, c'est la loi », dit le Talmud. En imposant à l'homme l'observation des lois du pays où il vit, les préceptes des fils de Noé accordent en fait à chaque homme le droit de compter sur la protection de la loi.

Le droit hébraïque, tant au temps des Juges, dans la période des anciens royaumes, du second Temple et dans la diaspora, mais aussi dans les conditions modernes, s'oriente vers une participation minimale de l'État à la vie de la société. L'homme remplit les obligations envers le véritable Roi et Juge directement, sans le moindre intermédiaire. L'État se charge de la défense et de la sécurité, mais n'est pas obligé de s'occuper de quoi que ce soit d'autre. Qui plus est, l'interdiction de « multiplier chevaux, or et argent », imposée aux rois appelés à guider le peuple comme chefs militaires sous le prophète Shmouel (Samuel), est parfaitement susceptible d'être interprété comme l'exigence d'avoir un État serré dans ses dépenses. Il est important de noter, pour la circonstance, que le mot « royaume » est en hébreu le synonyme d'« État ». Quant au mot « madinat » (« État »), le plus souvent employé aujourd'hui, il a la même racine que « din » (« justice, tribunal ») et souligne que l'obligation de l'État est de maintenir l'ordre légal, et non la paix sociale.

Le grand rabbin du Consistoire central René-Samuel Sirat note dans l'article « Les droits du Seigneur et les droits de l'Homme » que les droits de l'homme ne prennent pas beaucoup de signification, si à côté d'eux ne sont pas formulés les droits du Seigneur ou, en termes laïcs, les devoirs de l'homme¹².

Pour ce qui concerne la thèse que les Juifs sont choisis par Dieu comme peuple élu, la tradition judaïque n'explique pas ce fait par leur supériorité, mais leur plus grande responsabilité vis-à-vis des autres peuples du monde. « Tous les maux au monde viennent d'Israël », est-il dit dans le Talmud. Les malheurs dureront dans le monde tant qu'Israël n'aura pas accompli la Mission dont il est chargé. Cette Mission consiste à apporter au

monde la loi morale de probité et d'honnêteté, explosée dans les Saintes Écritures.

On peut dire que le trait caractéristique du judaïsme est de non seulement avoir formulé l'une des premières doctrines de la morale universelle, mais encore que les Hébreux ont déployé *des efforts* pour appliquer en pratique la notion des « droits de l'homme » et pour élaborer au niveau quotidien un modèle de conduite, applicable tant dans la société juive que par toute l'humanité. Comme toute religion qui hésite entre le particulier et le général, le judaïsme a proposé une forme médiane qui incarnait un certain équilibre.

La séparation idéologique entre les droits personnels et collectifs de l'homme a été parmi les causes premières de la rivalité politique. Certains États accordaient la priorité aux libertés individuelles au détriment de la justice sociale, certains autres, à l'égalité générale et collectiviste au préjudice des libertés individuelles. Certes, cette séparation en droits individuels et collectifs est profondément étrange au judaïsme, car il s'appuie sur l'intégrité de l'homme, estimant que l'homme social et l'homme individuel sont les deux parties d'un tout, qui ne peuvent pas être séparées sous la menace de la mort.

La représentation qu'on a de la valeur intrinsèque de la personnalité, d'un homme ordinaire, donc des droits de l'individu, se base sur l'enseignement de la Torah et sur les paroles des prophètes. Le concept des droits de l'homme représente, à la clé, le produit de la civilisation judéo-chrétienne, fait remarquer avec raison Mikhaïl Tchlénov¹³.

L'idée que l'homme possède une valeur intrinsèque est issue de la thèse judaïque, selon laquelle l'homme est fait à l'image et selon la ressemblance à Dieu, et est de ce fait particulièrement distingué dans le monde créé par Dieu (Gen. 1 : 27, cf. : Ps. 8 : 5-7). La même source parle des fondements moraux sur lesquels reposent les idées modernes sur les droits de l'homme : l'inviolabilité de la vie humaine (« Tu ne tueras point ») ; la négation de l'égoïsme et de la cupidité (« Tu aimeras ton prochain comme toi-même », Lévit. 19 : 18) ; « Ne te réjouis pas de la chute de ton ennemi, et que ton

cœur ne soit pas dans l'allégresse quant il chancelle » (Prov. 24 : 17) ; la compassion pour les faibles et ceux qui ne savent ou ont de la peine à se défendre (« Tu ne maltraiteras point l'étranger, et tu ne l'opprimeras point, car vous avez été étrangers dans le pays d'Égypte. <...> Tu n'affligeras point la veuve, ni l'enfant », Ex. 22 : 21-22), et d'autres encore. La Bible expose pour la première fois l'exigence de protéger juridiquement ceux dont les intérêts sont tout particulièrement vulnérables, à savoir l'étranger et le pauvre (Ex. 12 : 49), ainsi que la haute valeur de la liberté humaine, en prescrivant d'affranchir ceux à qui elle a été enlevée (Lév. 25 : 10, Jér. 34 : 17).

Le judaïsme affirme que l'existence de chaque homme a son propre but et sa place dans le dessein de Dieu¹⁴. Il en ressort que l'homme doit jouir de certains droits et libertés pour accomplir sa prédestination. La Torah parle du temps où les hommes étaient tellement méchants que « toutes les pensées de leur cœur se portaient chaque jour uniquement vers le mal » (Gen. 6 : 5). Cela signifiait littéralement que personne, en aucun lieu ni moment, ne commettait un seul acte de bonté. Ces gens-là n'accomplissaient aucun de leurs devoirs, autrement dit la moindre partie de ce pour quoi Dieu les avait amenés dans ce monde. Cela leur a fait perdre le principal droit de l'homme, le droit à la vie. Dieu les a exterminés, en envoyant le déluge sur la Terre.

Dans la vision du monde juive, comme nous l'avons déjà noté, les droits et les obligations sont inséparables les uns des autres. La foi juive enseigne que les droits de l'homme sont les règles de conduite essentielles que l'homme doit accepter pour soi-même et reconnaître aux autres hommes, pour que chacun puisse accomplir sa partie du dessein de Dieu. Certains droits essentiels de l'homme sont formulés dans les Sept Préceptes des fils de Noé qui, conformément à la tradition juive, s'appliquent à toute l'humanité. Par exemple, l'interdiction de tuer. En défendant aux hommes de priver de vie leurs semblables, ce précepte confirme le droit de l'homme à la vie.

Pour les Hébreux, la vie de l'homme est sacrée parce que donnée par Dieu (Gen. 2 : 7), si bien que dans une situation ordinaire, seul Dieu peut priver l'homme de sa vie : « C'est moi

qui fais mourir et qui fait vivre » (Deut. 32 : 39). Les érudits interprètent cette clause plus largement et affirment que vivre est le devoir de l'homme : « Tu dois vivre, même contre ta volonté » (« Maximes des Pères »). Le judaïsme affirme que la vie de l'homme est nécessaire, parce que chacun apporte sa contribution à l'exécution de la volonté de Dieu de trouver sa place parmi les êtres du « bas monde ». Pour cette raison, le judaïsme condamne catégoriquement le suicide et la mise à mort d'un malade incurable. L'embryon a lui aussi droit à la vie, car à chaque nouveau-né, son rôle est déjà inscrit dans le dessein de Dieu. Le judaïsme n'autorise l'avortement qu'en cas de danger pour la vie de la mère.

Les Préceptes des fils de Noé prohibent le vol. La loi hébraïque y inclut l'enlèvement de personnes (par exemple, la prise d'otages). Cette prohibition affirme ainsi le droit de l'homme et des différentes institutions d'avoir une propriété, ainsi que le droit des personnes au déplacement libre. La prohibition des crimes sexuels garantit la protection de l'homme contre l'outrage. Personne n'a le droit d'user de la violence contre un autre être humain. En prohibant l'adultère, les Préceptes des fils de Noé affirment le droit exclusif de l'homme à l'amour et à l'affection de la part du conjoint. Avoir un flirt, même passager, avec l'épouse ou le mari d'autrui constitue une violation de ce droit.

D'un autre côté, la richesse et les circonstances qui la créent ou la multiplient (le génie des affaires, un héritage ou une conjoncture favorable sur le marché) sont considérés comme un don du Très-Haut. Cela signifie que quelle que soit la source d'où elle provient, la richesse est tenue pour une responsabilité. Mais ce n'est pas une responsabilité qui vient de l'État ou de la société. L'homme riche est responsable, comme nous l'avons déjà dit, vis-à-vis de Dieu, en non de l'État ou de la société. Cette responsabilité se focalise sur l'obligation, égale pour tous, de suivre les préceptes et sur un aspect très particulier de cette responsabilité : remplir les obligations envers les salariés et faire la charité aux pauvres¹⁵.

Au Moyen Âge, les docteurs de la loi hébraïque adoptèrent une série d'actes, très avancés pour l'époque, qui protégeaient

les droits de différentes catégories sociales. Le Talmud prescrit également l'égalité entre hommes et femmes. « Voici les lois que tu leur donnera », lisons nous dans le texte, ce qui signifie que pour toutes les lois de la Torah, la femme est l'égale de l'homme. Le rabbin Guershom Meor ha-Gola (~ 960 - ~ 1028) a rendu un arrêté qui interdisait le divorce contre le gré de la femme et proclamait ce divorce nul et avvenu. Il a ainsi institué une loi qui faisait de la femme l'égale de l'homme : le mari divorce de l'épouse seulement si elle le désire, tout comme la femme peut divorcer uniquement si elle l'accepte¹⁶. Meir ben-Barukh (Maharam) de Rothenburg (1220-1293) et le rabbin Perez Ben Elijah de Corbeil adoptèrent des règlements qui interdisaient catégoriquement aux maris de battre leurs femmes ; les maris convaincus de cette action coupable risquaient d'être retranchés de la communauté (boycottage). L'arrêté rendu par le rabbin Perez déclarait également indispensable d'accorder une assistance matérielle à la femme, forcée à quitter la maison du mari à cause de mauvais traitements¹⁷.

Le concept de la loi hébraïque à l'égard des femmes s'appuie sur les trois premiers chapitres de la Livre du Genèse et sur les rôles différents impartis à l'homme et à la femme du fait de leurs distinctions biologiques. Malgré cette différence des rôles, nous constatons l'égalité des hommes et des femmes devant la loi.

Nous trouvons dans la Torah de très nombreuses dispositions concernant les droits des femmes. Tout d'abord, les lois mettent l'accent sur le rôle de la femme comme épouse et mère. Le droit de la femme d'exercer une profession était reconnu depuis les temps les plus anciens, ce qui corrobore l'image de la femme idéale telle que se la représentait le roi Salomon.

Dans la tradition juive, les femmes ne sont pas égales des hommes. Elles sont autres. Elles occupent une position symétrique, qui n'est pas égale à celle de l'homme, mais complémentaire. La femme ne fut pas créée en rapport avec l'homme, mais en quelque sorte parallèlement à lui. Les existences masculine et féminine sont incomplètes l'une sans l'autre. Toutefois, la femme n'était pas créée uniquement pour l'homme, car elle a ses propres obligations à elle.

Pour les Hébreux, le salut général ne vient pas uniquement du judaïsme, tout comme il ne vient pas de la religion en général. Le salut est accessible pour tous tant qu'ils observent les principes équitables. Le Talmud dit que les païens qui vivent dans l'équité peuvent espérer une place dans le monde futur.

À la fin du XIII^e siècle les Hébreux adoptèrent une décision importante disant que la procédure judiciaire devait être contradictoire, énonçant qu'aucun jugement ne pouvait être rendu sans avoir entendu les dépositions des deux parties. Aux termes de l'arrêté, publié par le rabbin Haïm de Vienne et les doyens de la communauté, « tout juge qui rendra une décision sans avoir entendu les deux parties, mais entendra seulement une partie qui dit : écoutez-moi, et puis décidez comme vous trouverez nécessaire – ce juge n'examinera plus aucune affaire »¹⁸.

Ce même principe a été justifié par le grand philosophe et docteur de la loi juif Rambam (1138-1204) : « Il convient d'égaliser en tout les deux parties en procès. Il est inadmissible d'être avenant avec l'un et lui parler doucement, et être rigoureux avec l'autre et lui parler sévèrement. Les deux parties au procès doivent être égales aux yeux et dans les cœurs des juges¹⁹. » Les docteurs de la loi du Moyen Âge trouvaient extrêmement important de garantir l'équité de la procédure judiciaire, car la Bible dit : « Tu feras ce qui est droit et bon aux yeux de Dieu » (Deut. 6 : 18).

Le terme « antisémitisme » fut inventé en 1879 par le journaliste allemand Wilhelm Marr, pour désigner la haine des Juifs. Les premières manifestations d'hostilité envers le judaïsme apparaissent dès l'époque antérieure à l'apparition du christianisme dans la Rome et en Grèce antiques. L'opposition entre chrétiens et israélites remonte au I^{er} siècle de notre ère. Devenue dominante au IV^e siècle par les efforts des empereurs Constantin et Théodose, l'Église redoutait l'extension de l'influence israélite sur les chrétiens.

Les Juifs qui habitaient en Europe au Moyen Âge étaient l'objet d'un antisémitisme farouche à cause de leur non-conformisme religieux. Toutefois, cet antisémitisme n'était pas permanent : les Juifs devenaient des boucs émissaires

dans les périodes de crises et de troubles. L'Église et les autorités séculières leurs réservaient quand même le droit de se convertir au catholicisme. C'est en cela que réside la différence fondamentale entre l'antijudaïsme au Moyen Âge et l'antisémitisme moderne.

L'antisémitisme moderne (XIX^e-XX^e siècles) ignore les aspects religieux et, contre toute évidence, attribue à la race juive une série de qualités spéciales, notamment la passion pour l'argent et l'absence de sentiments patriotiques. Les premiers fondements de cet antisémitisme furent posés en Espagne à l'aube de la Renaissance, quand une importance capitale était attachée à la « *limpieza de sangre* » (« pureté de sang »).

L'Espagne mise à part, le reste de l'Europe restait jusqu'au dernier tiers du XIX^e siècle assez tolérante à l'égard des minorités juives. Cela devait durer jusqu'aux années 1880, quand l'idéologie totalitaire se répandit dans les milieux intellectuels bourgeois. La Banque Rothschild, avec des agences ouvertes à Londres, Paris, Vienne, Francfort, est devenue aux yeux tant des nationalistes que des socialistes une incarnation du cosmopolitisme juif suçant le sang du peuple.

La Bible et le Talmud contiennent de très nombreuses dispositions limitant la liberté d'expression, mais ces limitations sont d'ordre moral et religieux. La plus forte restriction imposée à la liberté d'expression – et la plus importante sur le plan moral – est celle de ne pas calomnier. « Tu ne diffuseras pas de calomnies parmi ton peuple. »

Il faut souligner que la pensée juive traditionnelle, humaniste en son fond mais, hélas, souvent méprisée, constitue une base rationnelle, morale et humaine pour le droit à la paix et le droit de se comporter dignement et noblement même à l'égard de l'ennemi et même au cours des conflits ; elle représente une base incontestable sur laquelle s'appuient toutes les « générations » des droits de l'homme.

Le Talmud parle de différences entre les guerres. Les fils d'Israël n'étaient pas obligés de participer aux guerres pour élargir le territoire ou rapiner. Mais ils devaient s'enrôler dans

l'armée s'il fallait protéger la nation, mener « la guerre sainte » contre l'envahisseur.

La Bible proclame plusieurs fois qu'il faut protéger les femmes, les enfants et les biens en cas de conflits ; qu'avant d'attaquer l'ennemi, il faut essayer de le faire pencher pour la paix ; qu'il faut respecter la vie et les droits des étrangers, les traiter en frères, se montrer généreux envers les esclaves.

Si nous posons que le respect des droits de l'homme est précédé du droit de protester contre les mauvais traitements, l'injustice, l'accès inégal aux soins de santé ou à l'éducation, alors il y a lieu de noter que l'organisation même du Kahal suppose le respect de ses droits. Le Kahal est un lieu où les gens peuvent protester et où leur voix sera entendue.

La doctrine des droits de l'homme n'a pris que tout récemment son caractère universel. Le besoin de protéger les libertés individuelles est plus ancien que nous ne le pensons. L'idée ne remonte même pas aux déclarations du XVIII^e siècle, parmi lesquelles la française et l'américaine sont les plus célèbres, ni aux anciennes républiques de l'Antiquité. Le droit antique, notamment son système le plus développé – le droit romain – ne comprenait pas la notion des « droits de l'homme ». Le droit romain opposait le citoyen à l'homme sans droits, autrement dit à l'esclave.

La notion moderne de « l'homme » a son origine dans la tradition biblique. Sont également intéressantes les sources hébraïques qu'avaient étudiées N.Isaacs, P.Wale. En outre, Gershom Scholem examine dans ses ouvrages l'influence prépondérante de la pensée judaïque à l'époque de la Renaissance.

Sigmund Freud discerne dans le phénomène du totalitarisme un recul irrationnel vers un passé lointain, vers les temps préhistoriques. En analysant le national-socialisme allemand, Freud arrive à la conclusion que le totalitarisme nazi, qui avait pour principale force motrice l'antisémitisme du III^e Reich, s'appuyait sur les instincts et les tendances archaïques (haine, narcissisme, désir de tuer, inceste, la révolte contre les parents).

Les Juifs étaient l'objet central sur lequel portait l'agressivité des masses, qui voyaient dans le judaïsme l'origine du monothéisme auquel les peuples d'Europe furent soumis par la force.

Maintenant, il faut expliquer une nouvelle fois le sens de « la démarche juive » en matière des droits de l'homme : l'une des particularités de cette tradition est de nommer toujours les choses par leur nom.

L'univers juif s'articule autour de la législation : on parle des droits de l'homme et non seulement de la dignité ou de la valeur individuelle, ce qui atteste un consensus sur les jugements de valeur qui doivent être inscrites dans la loi pour devenir plus efficaces. Le Droit, ainsi que ces instruments, réunit en lui la Morale et le Pouvoir, c'est le croisement de l'Éthique avec la Politique.

Voyons, mais quel ombrage hideux est ainsi porté aux droits de l'homme ! En effet, si les hommes obéissent à Dieu en établissant les normes juridiques indispensables pour formuler ainsi plus concrètement l'idée de justice collective, alors comment peuvent-ils jouir de ce droit ? N'assistons-nous pas à une incohérence entre le Droit, qui codifie un type de rapports entre les hommes, et l'unique en son genre terme « l'Homme », que nous écrivons avec majuscule ? Marc Bonnefou, ancien ambassadeur français à Jérusalem, notait : « Écrire le mot " Homme " avec majuscule ? Ne serait-il pas trop que de mettre l'homme au même rang que les valeurs spirituelles, comprises comme Univers et Création ? »

Malgré cette inégalité et ce dédoublement, l'intérêt moderne que l'on porte aux droits de l'homme garde toujours son sens. « L'homme du XX^e siècle n'a plus besoin d'attendre, de réfléchir avant l'action. <...> Le lexique des droits de l'homme ne serait-t-il pas, en tout premier lieu, une thérapie pour rétablir l'équilibre psychique de nos contemporains ? »

Avec le temps, la place et le rôle du judaïsme dans le système juridique, que les Juifs pratiquaient dans les pays de la diaspora et, à partir de 1948, dans l'État d'Israël, ont complètement changé. Le droit hébraïque moderne est un système juridique qui s'est développé durant des millénaires. Initialement, le droit hébraïque

se fondait uniquement sur certaines dispositions de la Torah, mais avec le temps, la vie dans *Eretz Israël* y a apporté des changements nécessaires, dictés par les besoins de la société israélite. Le droit hébraïque, vu en tant que recueil de lois, s'est définitivement formé dans les pays de dispersion. Dans certains États, le droit hébraïque était une loi appliquée dans le cadre de l'autonomie politique et culturelle, accordée aux Juifs par le pouvoir, dans d'autres, il réglementait officieusement les rapports à l'intérieur de la communauté juive. Tout comme les autres minorités nationales, les Juifs préféraient régler leurs différends en conformité avec leurs usages, sans ingérence de la part du pouvoir public.

La formation de ces lois se passait durant la vie de plusieurs générations. Certaines d'entre elles sont essentiellement religieuses et réglementent l'observation des préceptes religieux, des interdictions ou les pratiques rituelles. Toutefois, la majorité de ces lois sont tournées vers le quotidien et traitent d'un grand nombre de situations conflictuelles. À l'instar du droit canonique chrétien du temps de son épanouissement, ainsi que des systèmes de règles et d'institutions élaborés par l'islam et l'hindouisme, le droit hébraïque couvre pratiquement tous les aspects de la vie sociale. Cependant, à la différence du droit canonique, des lois islamiques et hindouistes, qui se développaient et s'affirmaient sous l'égide du pouvoir politique dominant, le droit hébraïque s'instaurait pendant deux millénaires sans le soutien d'une institution publique analogue.

Même dans les périodes de dispersion, quand les communautés juives ne jouissaient que d'une autonomie relative au sein des systèmes institutionnels des pays où ils habitaient, elles se guidaient surtout, lors du règlement des litiges, sur le droit hébraïque, au lieu d'en appeler au droit public. Cette préférence s'explique par des considérations religieuses et par le respect profond pour le droit hébraïque et ses exégètes, dont les décisions sur les causes spécifiques plaidées en justice aidaient beaucoup la communauté à conserver l'estime de soi et sa vitalité. Il est incontestable que c'est justement cette structure politico-juridique qui fut la condition majeure de survie de la nation juive comme entité distincte.

Bien entendu, la clef de voûte religieuse, qui maintenait le droit hébraïque, était la principale cause de la haute considération que lui vouaient les communautés juives. Cela s'est manifesté surtout dans la période où la religion était un facteur dominant dans la vie de la majorité écrasante de gens. Outre cela, le droit hébraïque devait son prestige à ce que la communauté voyait en lui un mécanisme sans défauts, que le temps avait encore parfait, pour trancher équitablement les litiges juridiques.

Aujourd'hui le droit hébraïque est un modèle exemplaire de système juridique qui a survécu sans l'aide des institutions publiques. En envisageant le problème dans une optique plus large, la vitalité du droit hébraïque prouve que le pluralisme juridique est possible, autrement dit qu'il est possible que plusieurs systèmes juridiques existent au sein d'une seule et même structure politique²⁰.

Parallèlement à ces discussions, une équipe de légistes et d'intellectuels laïcs avait essayé d'introduire le droit hébraïque dans la vie des communautés juives en qualité de loi laïque. Dans leur idée, les personnes qui dirigent la communauté devraient perfectionner le droit hébraïque en l'adaptant aux réalités changeantes, au cours de la prise de décisions judiciaires. Les promoteurs de la « sécularisation » du droit hébraïque savaient que les communautés juives avaient dans la plupart des cas pour leaders des gens attachés à la religion, et proposèrent donc que cette adaptation fût poursuivie essentiellement par des légistes laïcs, afin de la prémunir contre les influences religieuses. Cette proposition fut déclinée tant par les pointures religieuses que par les dirigeants sionistes.

Il serait quand même intéressant d'examiner l'éventuelle application des idées réformatrices de cette équipe d'enthousiastes en Israël moderne, où les sommités religieuses, toutes orthodoxes ou ultra-orthodoxes, dispose d'un monopole quasi absolu d'interpréter les postulats du judaïsme. Réellement, le judaïsme n'est pas seulement une religion, mais encore une assise à la culture. Le droit hébraïque n'est donc pas uniquement une prescription divine commentée par des fonctionnaires religieux.

Il peut et doit se rénover pendant son adaptation aux réalités du jour. C'est cette façon de voir le judaïsme et le droit hébraïque qui apparaît la plus productive.

Sur le plan historique, le judaïsme a grandement contribué au développement du concept des droits de l'homme, mais cela n'empêche pas de voir qu'en Israël moderne, les milieux religieux soient les opposants les plus farouches à la promotion des lois sur la protection des droits de l'homme. Les aspects de la vie sociale israélienne les plus contestables du point de vue des droits de l'homme, proviennent justement des pressions venant du côté des éléments religieux. Il suffit de rappeler à cet égard l'interdiction du concubinage entre Juifs, l'absence des transports en commun les samedis et les jours fériés (dans la tradition juive), les difficultés qu'on rencontre pour enterrer des non-Juifs aux cimetières municipaux, et d'autres problèmes encore qu'on ne rencontre plus dans les États libéraux et démocratiques où la religion est, en règle générale, séparée de l'État²¹.

Le code des prescriptions du judaïsme orthodoxe (Halakha) ne s'adresse pas à ceux qui ne croient en Dieu, n'observent pas le sabbat, ne suivent pas les lois de la pureté familiale et mangent non-cacher, or ces gens-là constituent la majorité de l'actuelle population israélienne. Les préceptes du judaïsme orthodoxe vont à contre-courant de la manière de vivre des femmes israéliennes modernes, intégrées à part entière dans la société, égales aux hommes en droits et en obligations.

1. Les citations du judaïsme et d'autres sources religieuses sont données d'après le livre : *Judaïsme et droits de l'homme*, Paris, Des Idées et des Hommes, 2007.

2. Josy Eisenberg : *Une histoire des Juifs*, Paris, Bibliothèque de culture historique, 1970, p. 18.

3. *Judaïsme et droits de l'homme...* P. 19.

4. *Ibid.*, p. 65

5. *Ibid.*, p. 25

6. Élie Benamozegh : *Morale juive et morale chrétienne*, Paris, Éditions la Baconnière, 1946, p. 150.

7. *Judaïsme et droits de l'homme...* P. 19.

8. *Ibid.*, p. 14.

9. Henri Baruk : *Civilisation hébraïque et science de l'homme*, Aris, Éditions Ziraton, 1965, p. 58.
10. *Judaïsme et droits de l'homme...* P. 56.
11. *Bulletin de l'Association pour la fidélité à la pensée du président René Cassin*, Paris, Conseil d'État, Palais Royal, 1983, p. 17.
12. *Judaïsme et droits de l'homme...* P. 30.
13. M.A. Tchlénov: *Rossia i Izraïl : Pravoslavnoïe khristianstvo i ioudaïzm. Doklad na mejdounarodnoi konferentsii po problemam mejrélighioznogo dialogha*. [*Russie et Israël : La chrétienté orthodoxe et le judaïsme. Rapport à la conférence internationale sur les problèmes du dialogue inter-religieux.*] Maalé-Ahamischa, Israël, décembre 1998.
14. Cf. : Arye Forta : *Judaïsm*, Heinemann Educational Publishers, 1995, p. 114-115.
15. Cf. : K. Ianovski : *Ioudaïzm i sotsialnaïa otvetstvennost' predprinimatelei. Doklad v institouté Moskovski Libertarium [Judaïsme et responsabilité sociale des entrepreneurs. Rapport à l'institut Libertarium de Moscou.]* Le 10 mars 2004.
16. Cf. : M. Elon : *Evreiskoié pravo. [Le droit hébraïque.]* Vol. 2, Jérusalem, Amana, 1998, p.300.
17. *Ibid.*, p. 303.
18. *Ibid.*, p. 304.
19. *Ibid.*, vol. 1^{er}, Jérusalem, Amana, 1989, p. 194-195.
20. E.V.Vorobiova, R.L. Iliev : *Konstitoutsionno-pravovoï statouss tcheloveka i grajdanina v Gossoudarstvé Izraïl. [La statut constitutionnel et juridique de l'homme et du citoyen dans l'État d'Israël.]* Moscou, MGIMO-Université, 2009, p. 28.
21. Pour de plus amples informations voir : B. Neuberger : *Relighia, gossoudarstvo i politika. [Religion, État et politique.]* Tel-Aviv, Université ouverte d'Israël, 1977, p. 110-192.

Mots clés : judaïsme, droits de l'homme, Dix commandements, Talmud, Torah, Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789, Église.



Le « vecteur oriental » fut tracé par Evgueni Primakov



Kirill Barski

Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de la Fédération de Russie en Thaïlande

rusembangkok@gmail.com

Ces dernières années, comme jamais auparavant, la Russie se tourne énergiquement et assurément vers l'Est, vers la région Asie-Pacifique.

Cependant, rien n'est plus distant de la réalité que d'affirmer que la Russie aurait pris son virage vers l'Est en réaction aux sanctions occidentales. Cette orientation a une valeur capitale. Elle a été formulée après avoir profondément réfléchi et pris conscience des intérêts de la Russie en tant que grande puissance eurasiatique, asiato-pacifique et, dans un sens plus large encore, euro-pacifique. À l'origine de cette orientation se trouvait Evgueni Primakov, qui avait dirigé en 1996-1998 le ministère russe des Affaires étrangères.

Au moment de l'arrivée d'Evgueni Primakov au ministère, les idées qui servaient d'assise à la politique extérieure « kozyrevienne » étaient à plus d'un égard en fin de parcours. Hélas, les bonnes intentions inscrites dans le Concept de politique extérieure de la Russie de 1993 n'avaient pas résisté à l'épreuve du temps, se brisant contre les rudes réalités de la politique mondiale à l'époque post-confrontation. Au milieu des années 1990, il devint clair que le concept lui-même et les pratiques de politique extérieure exigeaient que l'on y apporte d'importants changements.

Au début d'un nouvel État russe, notre diplomatie proclamait parmi ses grands objectifs le développement du « partenariat d'égalité

avec les pays voisins à démocratie avancée et économiquement évolués, en défendant nos valeurs et intérêts par une coopération réelle, au lieu de basculer de la confrontation dans les utopies »¹. On affirmait que le groupe leader d'États industrialisés de l'Occident avait intérêt à rechercher des démarches communes dans les domaines politique, militaire, économique et autres avec la Russie démocratique. On en tirait la conclusion que « la Russie doit résolument avancer vers le développement des relations avec les pays dont la coopération pourrait concourir au règlement des problèmes de premier ordre en faveur de la renaissance nationale, avant tout avec ses voisins – les États occidentaux économiquement puissants et technologiquement évolués, et les nouveaux pays industrialisés dans les différentes régions du monde. C'est avec ce groupe d'États qu'elle s'apparente par l'interprétation commune des valeurs fondamentales de la civilisation mondiale, et par la communauté des intérêts dans les problèmes essentiels concernant la situation globale »².

Cela ne lui a pas réussi. L'Occident a appris la fin de la guerre froide comme sa victoire inconditionnelle, et a carrément décidé d'établir avec la Russie – qui a succédé à l'Union Soviétique – des relations comme si elle était un ennemi terrassé. Nos espoirs de parvenir à une nouvelle qualité du partenariat égal en droit ne se sont pas réalisés.

La crise de l'ancienne politique extérieure s'est manifestée avec un éclat particulier dans le contexte où l'OTAN avait opté pour son élargissement sans prendre en considération les intérêts de la Russie. Face à cette situation, les dirigeants et l'opinion russes ont commencé à comprendre qu'orienter la politique de la Russie uniquement vers l'Occident serait pernicieux et aurait pour conséquence sa sécurité nationale sapée, son retard social et économique et sa dépendance vis-à-vis de l'Occident conservés, et sa présence dans les affaires internationales marginalisée.

Au début de 1996, c'est Evgueni Primakov – remarquable personnalité, étatiste convaincu, homme aux vues larges et assurées, brillant diplomate ayant une énorme expérience pratique – qui fut nommé nouveau ministre russe des Affaires étrangères. L'arrivée

d'Evgueni Primakov au ministère des Affaires étrangères fut le signe annonciateur de l'imminent changement.

La politique extérieure russe rénovée s'appuya sur le concept d'un monde multipolaire, sur le principe de respect mutuel des intérêts et de coopération mutuellement avantageuse entre partenaires égaux en droits, sur le droit à l'hégémonie et au diktat refusé à tout État quel qu'il soit, sur le renforcement du rôle central de l'ONU.

La nouvelle politique extérieure russe a réservé une place importante à l'accroissement de la coopération avec un grand nombre de partenaires, y compris les pays d'Asie-Pacifique. Ce « vecteur oriental » s'appuyait sur l'analyse profonde des intérêts nationaux fondamentaux de la Russie, sur le travail accompli par de nombreuses générations de nos diplomates, sur nos solides études prospectives. Toutefois, il ne serait pas inexact d'affirmer que c'est justement Evgueni Primakov qui avait tracé ce « vecteur » au milieu des années 90 du XX^e siècle.

Il est à propos de faire ici une brève parenthèse, une digression historique. Tout avait commencé quand à travers ses recherches scientifiques, il a prédit les choses qui sont ensuite devenues réalité. Vladimir Ivanov, un spécialiste d'études indiennes qui travaillait sous la direction d'Evgueni Primakov à l'Institut d'études orientales et à l'Institut de l'économie mondiale et des relations internationales (IMEMO), écrit : « Evgueni Primakov était parmi les partisans les plus fermes et énergiques du tournant du pays vers l'Est, il était le moteur de la recherche des solutions efficaces aux problèmes sociaux et économiques auxquels sont confrontées les régions orientales de la Russie. Directeur, à l'Académie des sciences, de l'Institut d'études orientales, et puis de l'IMEMO, l'académicien Primakov était un interlocuteur privilégié aux dialogues avec les partenaires chinois et japonais, avec les centres scientifiques du Vietnam, d'Inde et des États-Unis, avec les organisations régionales émergentes. » Il se distinguait par « une énergie explosive et une rare faculté de travailler pour un avenir lointain, par la connaissance profonde des intérêts du pays et la capacité de défendre ces intérêts au moyen de bonnes relations humaines même avec ses contradicteurs »³.

Vingt ans se sont passés depuis le moment où Evgueni Primakov avait pris les rênes de la politique étrangère russe. Essayons donc d'embrasser d'un regard non engagé tout ce qui a été fait pendant ces années en direction de l'Asie-Pacifique, pour voir quels résultats ces efforts ont-ils apporté au bout de vingt ans.

Après l'arrivée d'Evgueni Primakov au ministère des Affaires étrangères, les choses ont bien changé dans notre politique extérieure. L'un des changements majeurs consistait à mettre partout de l'ordre dans les relations entre la Russie et les pays d'Asie-Pacifique, et à redoubler d'attention pour le volet oriental de la diplomatie russe.

Vingt années c'est beaucoup, il vaut donc la peine de rappeler que l'an 1996 n'était pas simple pour la Russie. Le conflit en Tchétchénie se poursuivait, le pays s'engagea dans la campagne des présidentielles, l'économie n'était pas au mieux de sa forme. De nombreux problèmes pesaient sur les relations avec l'Occident qui avait choisi d'élargir l'OTAN, au mépris des intérêts russes. Cependant cela ne supprimait pas, mais au contraire rendait encore plus impérative la construction d'un monde multipolaire en réservant un rôle important à son secteur asiatique.

Les responsables du ministère des Affaires étrangères russe se sont donc attelés à la besogne. Au cours de sa première année ministérielle, Evgueni Primakov effectua de nombreuses visites dans les pays d'Asie-Pacifique et accueillit à Moscou des dizaines de délégations venues de pays asiatiques. En avril, il accompagna le Prédésident Boris Eltsine pendant son déplacement en République populaire de Chine, en juillet il se rendit en Indonésie pour participer à la rencontre des ministres des Affaires étrangères de l'ASEAN et à la session du Forum régional de l'ASEAN (FRA), en novembre il fit une tournée en Chine, au Japon et en Mongolie. Il est difficile de compter les délégations de pays asiatiques qui avaient visité en cette période Moscou, les rencontres et les négociations qu'ont eues le ministre, ses adjoints en charge de l'Asie-Pacifique (d'abord c'était Alexandre Panov, ensuite Grigori Karassine) et les directeurs des départements « asiatiques » du ministère.

Il en est résulté que la Russie a enregistré des succès notables et assez rapides au « front Est ». Un de nos diplomates et orientaliste

de renom, Alexandre Panov, qui était à l'époque vice-ministre russe des Affaires étrangères chapeautant les relations avec les pays asiatiques, écrivait que « dès 1997, furent jetés et commencèrent à prendre corps les grands principes de la politique russe à l'égard de l'Asie-Pacifique. L'objectif central de cette politique est de former à l'est du pays une « ceinture » de bon voisinage, de confiance et de sécurité afin de garantir les conditions favorables au développement économique et social de la Russie, au succès des réformes. Le but était de développer au maximum les relations bilatérales avec les pays de la région et de faire avancer ces relations aussi loin que cela sera acceptables pour les partenaires russes. Une importance capitale était accordée à l'affiliation de la Russie à toutes les organisations et à tous les forums régionaux »⁴.



Il ne serait pas exagéré de dire qu'Evgueni Primakov a puissamment boosté le développement des relations russo-chinoises. C'est justement au temps où il dirigeait le ministère des Affaires étrangères que les rapports entre la Russie et la Chine ont pris une qualité nouvelle : nos pays sont devenus partenaires stratégiques. C'est justement dans ces années-là qu'il fut possible de jeter les fondements solides, scellés par les traités et autres actes juridiques, de la coopération politique russo-chinoise, que des progrès notables furent acquis dans les liens militaires et technico-militaires, et que dans les dossiers sécuritaires, nous conclûmes avec le Kazakhstan, la Kirghizie et le Tadjikistan des accords multilatéraux de première importance. Il serait probablement injuste de dire que le mérite d'avoir renforcé les liens entre les deux États revient entièrement à un seul homme, mais il est incontestable que l'attention que le ministre Primakov prêtait à la Chine était à l'époque vraiment d'une grande portée.

Au cours des années précédant son ministère Evgueni Primakov avait plus d'une fois visité la Chine en différentes qualités – comme scientifique, comme parlementaire, comme directeur du SVR (Service de renseignements extérieurs). Cependant, le premier épisode d'une importance exclusive, qui devait révéler toute la sagesse de Primakov, eut lieu en mai 1989 à Pékin, au

cours de la visite – qui a fait époque – du Président de l'URSS Mikhaïl Gorbatchev en Chine. Cette visite a eu pour résultat la normalisation de nos relations avec la Chine.

Citons les témoins oculaires de ce qui se passait alors dans la capitale chinoise. « Le 14 mai, dès le matin, le centre de Pékin et les rues voisines étaient inondés de jeunes. Selon des calculs approximatifs, environ deux millions de jeunes gens se trouvaient alors dans les rues de Pékin, dirigés depuis un QG étudiant et le Commandement des jeunes auxiliaires de police bénévoles. Plusieurs demandes de rencontrer les délégués de jeunes et de faire une conférence à l'université de Pékin ont été transmises à Gorbatchev par l'intermédiaire de l'ambassade soviétique à Pékin. "Nous admirons profondément votre livre *Perestroïka : vues neuves sur notre pays et le monde*, lisait-on dans l'un de ces messages, et espérons que votre visite en Chine présentera au peuple chinois de nouvelles notions et idées à propos de la mise en œuvre des réformes et de l'édification dans un État socialiste..."

Il était visible que Gorbatchev sympathisait sincèrement avec la jeunesse chinoise. Les slogans qu'on voyait dominer sa foule immense sur la place Tian'anmen étaient "Hourra pour Gorbatchev" en russe et en chinois, ainsi que "Pour notre et votre liberté !". Gorbatchev était disposé à rencontrer les délégués de jeunes⁵. »

Oleg Troïanovski, qui était à l'époque notre ambassadeur à Pékin, se souvenait plus tard : « Parmi ceux qui accompagnaient Gorbatchev, il y avait un ou deux radicaux, qui lui proposaient de se rendre sur la place Tian'anmen pour y adresser un discours aux manifestants, mais ces conseils extrémistes ont été déclinés⁶. »

Evgueni Primakov était de ceux qui n'approuvaient pas que Gorbatchev prenne la parole devant les étudiants. Il s'est prononcé contre cette variante lors de la réunion que le Président de l'URSS avait convoqué à l'ambassade soviétique le premier soir de son séjour en Chine. Vitali Ignatenko affirme que « le premier à dire que cela ne devait être fait en aucun cas, c'était Primakov »⁷.

« Les étudiants ont adressé à Gorbatchev la demande d'intervenir devant eux au meeting, écrit-il dans son livre "Les Rencontres aux carrefours". Nous – j'étais parmi les plus insistants – lui déconseillons

catégoriquement de le faire. Probablement, nous avons raison. Dans toutes les circonstances, si Gorbatchev prenait la parole devant les étudiants, il est peu probable que sa rencontre avec Deng Xiaoping eût été si amicale et fructueuse⁸. »

Le vice-ministre des Affaires étrangères de l'époque Igor Rogatchev et l'ambassadeur Oleg Troïanovski se rangeaient à cet avis. Dieu soit loué, Mikhaïl Gorbatchev a suivi leur conseil.

En septembre 1995, le directeur du SVR Evgueni Primakov, qui se trouvait en visite en Chine, a été invité, contrairement au programme préalablement concerté, à Zhongnanhai, pour un entretien avec le Président chinois. Au lieu des 30 minutes prévues, Jiang Zemin a parlé avec son interlocuteur une heure d'horloge. « Il faut développer les liens sino-russes sur une base nouvelle, avait alors dit le leader chinois. Cela est indispensable tant pour nos pays que pour le monde environnant⁹. »

C'est précisément à Evgueni Primakov que nous devons la formule qui caractérise, depuis 1996, les relations russo-chinoises. C'est lui qui avait proposé au Président russe de s'entendre avec Pékin pour élever la coopération au niveau du partenariat stratégique. La conversation à ce sujet s'est déroulée dans une ambiance pas tout à fait ordinaire. Voici comment le souvenir s'en est gravée dans la mémoire de Sergueï Gontcharov, alors ministre-conseiller de l'Ambassade de Russie en Chine.

« En janvier 1996, Evgueni Primakov a remplacé Andreï Kozyrev au poste de ministre russe des Affaires étrangères. À cette occasion, au cours des négociations le 25 avril 1996, Boris Eltsine a déclaré à Jiang Zemin que “nous avons un nouveau ministre des Affaires étrangères. Il est orientaliste. Chez Kozyrev, les yeux regardaient du côté droit, chez Primakov, ils regardent à gauche”.

Au cours du trajet de la délégation conduite Boris Eltsine à Pékin, en avril 1996, un briefing eut lieu dans l'avion même pour discuter des questions à examiner aux négociations en Chine. Le président russe a accepté la proposition d'Evgueni Primakov de établir avec la partie chinoise une nouvelle formule officielle des liens bilatéraux comme “relations de partenariat d'égalité et de confiance, tournées vers le partenariat stratégique au XXI^e siècle”.

Un télégramme proposant d'inclure cette formule dans le document final du sommet bilatéral a été envoyé à l'ambassade russe à Pékin du bord même de l'avion. La partie chinoise une fois avisée, une réunion urgente du Comité permanent du Bureau politique du CC du PCC a décidé d'accepter l'initiative russe. Les résultats de la visite et les décennies du développement des relations qui ont suivi devaient montrer que la nouvelle formule n'était pas une simple fleur de rhétorique¹⁰. »

Evgueni Primakov s'est très bien entendu avec le vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères chinois Qian Qichen. Étant de la même génération, les deux hommes étaient apparentés par leur expérience de vie, avaient en commun la capacité d'analyser en profondeur la situation internationale. Et ce n'est pas encore tout. Au cours des négociations, les deux hommes brillaient par leur finesse d'esprit. Je me rappelle la visite d'Evgueni Primakov en Chine du 17 au 19 novembre 1996. Comme elle se passait immédiatement après l'élection présidentielle aux États-Unis, la conversation a tourné sur les candidatures au poste de nouveau secrétaire d'État américain. « Toutefois, a noté Qian Qichen après avoir passé en revue les principaux postulants, il pourrait y avoir des candidatures tout à fait inattendues. » Evgueni Primakov a réagi par ces propos : « C'est juste. Comme par exemple c'était moi, en Russie. »

Les 25-27 mars 1997 Evgueni Primakov accueillait Qian Qichen à Moscou. Le ministre a emmené son hôte à la Résidence Mescherino, dans la banlieue de la capitale. L'ambiance y rendait toujours les conversations plus confiantes et sincères, on pouvait se permettre de plaisanter et de rire plus qu'en autres endroits. Je me souviens d'un toast porté par Evgueni Primakov : « Buvons au développement du partenariat avec la Chine. Sur ce plan, nous somme tout aussi dogmatistes que vous. »

Pendant l'une des visites de Qian Qichen à Moscou, aux terme des négociations qui se passaient à la Maison des réceptions du ministère des Affaires étrangères, rue Spiridonovka, un lunch de travail fut offert au visiteur de marque. Evgueni Primakov a parlé à Qian Qichen de l'incendie à l'Hôtel et de son rétablissement « avec l'aide venue de partout » ; il a exprimé sa reconnaissance aux partenaires chinois qui avaient fait cadeau d'un nouveau tapis, commandé exprès à la

tapisserie de Tianjin. Qian Qichen a été tellement impressionné par ce qu'il a vu et entendu, que portant son toast, a dit tout ému : « L'Hôtel a brûlé, mais tel un phénix, renaquit de ses cendres. Cette histoire ressemble à l'histoire de nos relations, qui ont connu pas mal de hauts et de bas. » « Heureusement, les choses n'en sont pas venues aux cendres... », a répliqué avec esprit Evgueni Primakov.

En été 1997, Evgueni Primakov représentait la Russie à la cérémonie de rétrocession de Hongkong. Tout comme lors des visites précédentes du ministre en Chine, j'ai eu la chance de l'accompagner dans ce déplacement. Nous nous sommes posés – notre petite délégation – à Hongkong, qui comptait ses derniers jours sous l'empire de l'Union Jack britannique. Dans la soirée du 30 juin, les Anglais ont organisé une belle et solennelle cérémonie d'adieu à leur colonie, en présence du prince Charles. Tout se passait en plein air. Au moment précis où le prince, accompagné de gardes et de joueurs de cornemuse, montait sur la scène, une pluie diluvienne tomba. Aucun moyen d'y échapper, même avec les parapluies et les imperméables que les organisateurs prévoyants avaient préparés. Evgueni Primakov, mouillé comme un canard comme toute l'assistance, a vaillamment tenu le coup jusqu'à la fin de la cérémonie, planté sur sa place d'honneur, au premier rang.

Le soir même, le prince Charles et le gouverneur général Christopher Patten partirent de la ville à bord du yacht « Britannia ». Certaines autres délégations étrangères quittèrent aussi Hongkong, y compris la secrétaire d'État américaine Madeleine Albright, avec laquelle notre ministre avait eu le jour d'avant un entretien bilatéral bien étoffé. Mais Evgueni Primakov est resté.

Comme par magie, le 1^{er} juillet, quand les dirigeants suprêmes de la République populaire de Chine prenaient les rênes du pouvoir sur la Région administrative spéciale de Xianggang, la journée était ensoleillée et le ciel dégagé. Le matin, notre ministre a eu un entretien très chaleureux avec le Président chinois Jiang Zemin. Le leader chinois a exprimé sa reconnaissance à Evgueni Primakov – qu'il appelait sans cesse son vieil ami – pour avoir assisté aux solennités, considérant cette présence comme une expression de soutien amical à l'égard de Pékin.



Orientaliste érudit et chevronné, Evgueni Primakov comprenait parfaitement bien le rôle du Japon dans le monde moderne et pensait qu'il fallait trouver des moyens de mettre sur une pente positive les relations avec ce pays, important pour nous. Ces efforts ont permis d'établir, dès les années 1970, les échanges réguliers entre l'IMEMO et le Conseil de sécurité japonais « Ampoken » ; c'est par l'intermédiaire du Conseil qu'il a été possible de contacter les pontes du Parti libéral-démocrate, y compris Yasuhiro Nakasone, que Primakov qualifiait d' « homme politique éminent, qui n'a pas son égal au Japon contemporain ».

La politique asiatique de la Russie, mise à jour par les soins d'Evgueni Primakov, a également commencé à attacher une plus grande attention aux relations avec le Japon. Il semblait contre nature qu'en participant aux sommets du G7, la Russie avait les liens les moins développés avec l'un des membres les plus importants et économiquement évolués de ce « club », le Japon.

La visite au Japon du ministre des Affaires étrangères Evgueni Primakov à la mi-novembre 1996 a beaucoup ranimé les relations russo-japonaises. Le ministre russe menait la conversation avec son homologue nippon Yukihiro Ikeda sur un ton très respectueux envers le Japon, il soulignait qu'il était important de réactiver les négociations sur le traité de paix, et proposait donc d'organiser des contacts et des échanges plus actifs dans les Kouriles du Sud, a confirmé que la partie russe avait en projet le retrait de ses troupes de ces îles. Pour la bonne bouche, il a proposé de réfléchir aux activités économiques communes dans les îles et, si la partie japonaise s'y intéresse, d'examiner sous un nouvel angle y compris les problèmes de juridiction.

Sur le plan général, disait le ministre russe, cette activité commune aurait une signification non seulement économique, mais encore politique, elle rapprocherait les pays de décisions de compromis dans le dossier de délimitation territoriale.

Yukihiro Ikeda a promis que le Japon réfléchirait aux activités économiques communes sur les îles, à cette condition que cela ne remplace pas les négociations sur le problème territorial, mais serve

de mesure provisoire – avant que le problème ne soit résolu – qui créera un climat plus propice à ces négociations. Cette démarche n'a pas trouvé d'objections du côté russe.

Au printemps 1997 Evgueni Primakov s'envola une nouvelle fois au Japon pour de nouvelles rencontres et négociations, dans le souci de dénouer les problèmes complexes, de mettre les relations russo-japonaises sur une trajectoire positive.

Ces efforts ont grandement aidé à rompre la glace de l'incompréhension et des malentendus, causés par l'inhabile tentative, faite au début des années 1990 par les dirigeants de l'époque de la RSFSR, de trancher le problème du traité de paix avec le Japon. « C'est à partir du milieu de 1997 que les liens bilatéraux commencent à reprendre de la vigueur, se souvient Alexandre Panov qui était à l'époque notre ambassadeur au Japon, et entrent dans la période d'essor, que rien n'égale dans l'historique des relations russo-japonaises en intensité et en productivité, période qui devait durer jusqu'à la fin de 2001 ».

Lorsque Evgueni Primakov prit la barre des Affaires étrangères, les changements s'imposaient dans les relations russo-japonaises, écrit Alexandre Panov dans son livre « Une vue sur le Japon ». Cependant, pour les faire démarrer, il fallait réellement bouger. « J'ai entrepris de contacter Evgueni Primakov, le Président Boris Eltsine, j'ai essayé de porter à leur connaissance qu'il fallait intensifier le travail en direction du Japon. Il faut rendre justice au président et à Evgueni Primakov : ils m'ont compris, et alors, de concert avec les dirigeants japonais, une véritable percée a été accomplie, l'"âge d'or" a commencé dans nos relations¹¹. »

Les 1^{er} et 2 novembre 1997, la première rencontre informelle russo-japonaise au sommet eut lieu et adopta « le Plan Eltsine – Hashimoto ». La deuxième rencontre entre Boris Eltsine et Ryutaro Hashimoto eut lieu les 18-19 avril 1998 dans la villégiature de Kavana.

Les rencontres étaient préparées par un intense travail diplomatique, y compris au niveau des chefs de diplomaties. Keizo Obuchi s'est rendu en février 1998 à Moscou en qualité de ministre des Affaires étrangères et en novembre de la même année, il revint en Russie, mais cette fois en qualité de Premier ministre. Quant à

son interlocuteur du côté russe, c'était le même Evgueni Primakov, promu chef du gouvernement.

La visite de février a donné lieu à une histoire de cravates : au cours de l'entretien au Kremlin, Boris Eltsine a proposé aux deux ministres, à l'exemple des leaders, de mener entre eux une rencontre « sans cravates », et pour commencer, d'échanger sur le champ leurs cravates. Selon le témoignage d'Alexandre Panov, qui assistait à la rencontre, le ministre japonais s'est immédiatement exécuté et a commencé à dénouer la sienne, alors que Evgueni Primakov, cela se voyait, n'a pas trouvé l'idée à son goût. La cause en était évidente : né en l'année du Taureau, Keizo Obuchi collectionnait les objets avec les images de cet animal. « On voyait figurer sur sa cravate des vaches en rangs bien serrés, on dirait tout un troupeau. La cravate d'Evgueni Primakov était d'une autre allure, c'était du haut de gamme, le top d'un grand couturier. L'échange qui s'annonçait n'était pas égal, on s'en doute. Mais que pouvait-il faire ? Il fallait bien exécuter l'ordre provenant du chef de l'État. Après avoir reçu la cravate de Primakov, Keizo Obuchi l'a immédiatement nouée. "Ma cravate, elle vous va parfaitement bien, monsieur le ministre ..." articula Primakov¹². »

Les cravates n'étaient pas les seules choses qu'échangeaient les ministres. Bien plus important était un échange de vues sur les moyens de développer les relations russo-nippones. Les deux pays avaient alors déployé pas mal d'efforts qui, joints à une nouvelle ambiance de confiance mutuelle, ont permis de s'approcher de près de la conclusion d'un traité de paix.



Dans les années dont il est question, l'Inde a commencé à figurer de bon droit et toujours plus distinctement sur les « écrans radar » de la politique extérieure russe. En mars 1997, après une pause assez prolongée, la Russie accueille la visite du Premier ministre indien Deve Gowda qui eut à Moscou des négociations et des rencontres très positives. Les liens ont été activés, les deux parties ont manifesté un intérêt croissant pour les relations d'affaires, la coopération économique. Les pays ont entrepris de préparer le Programme

à long terme de coopération militaire et technique à l'horizon 2010. L'atmosphère russo-indienne s'est rapidement améliorée. En décembre 1998 Evgueni Primakov, déjà chef du gouvernement russe, s'est envolé pour l'Inde, pays où, selon ses propres souvenirs, il s'en est fallu de peu, en 1989, qu'il soit nommé ambassadeur¹³.

Les graines semées au milieu des années 1990 ont abondamment levé. Nos relations avec l'Inde sont entrées dans l'étape d'un nouveau renforcement. Aujourd'hui, elles correspondent au partenariat stratégique privilégié. L'Inde est un partenaire majeur en communion d'idées et d'actions avec la Russie dans les affaires internationales, notre coopération dans l'économie et les armements a pris une dimension dynamique encore jamais vue, les liens culturels et humanitaires ont connu un formidable épanouissement.



Il fallait aussi revigorer les relations avec la République de Corée. Après la visite du Président de la Russie à Séoul en 1992, les relations russo-sud-coréennes progressaient mais pas comme elles l'auraient pu. La pause entre les visites politiques de haut niveau avait tout l'air de devenir un peu trop longue.

Evgueni Primakov s'est rendu en Corée du Sud en juillet 1997. Les négociations qu'il y a eues ont contribué à activer la coopération bilatérale. La visite a donné lieu à un accord sur le « téléphone rouge » crypté entre le Kremlin et la Maison Bleue, les négociateurs ont réglé le différend à propos du terrain où se trouvait l'ambassade de la Russie impériale à Séoul (le bâtiment de la nouvelle représentation diplomatique fut inauguré en 2004). Un débat sérieux a porté sur la situation dans la péninsule coréenne. Certes, il n'y a pas eu d'assentiment à la proposition russe de lancer les négociations à six sur le problème nucléaire de la péninsule coréenne (à l'époque, les Sud-Coréens se rangeaient à l'idée américaine de négociations quadripartites), mais les maîtres de céans ont été impressionnés par la position constructive de la Russie et par sa volonté, que Primakov a exprimée, de soutenir toute mesure susceptible de renforcer la stabilité dans la péninsule de Corée. Six ans plus tard, en août 2003, les négociations à six sont devenues chose réelle.

Le ministère russe des Affaires étrangères a repris avec une attention qu'il méritait le développement des contacts avec la RPDC, notre partenaire important et de longue date en Extrême-Orient.

Hélas, « le casse-tête coréen » n'est toujours pas résolu. Des années plus tard, en réfléchissant au nœud serré qui s'était noué sur la péninsule coréenne, et tout en désapprouvant la conduite irresponsable de Pyongyang, Evgueni Primakov soulignait que la RPDC avait des raisons légitimes de s'inquiéter de l'absence de garanties internationales pour sa sécurité. Il réfléchissait aussi aux perspectives de la Corée du Nord. « Il paraît incorrect de croire que rien ne change en RPDC. Il n'est pas exclu que dans un certain temps, le pays puisse adopter, disons, le modèle de réformes vietnamien, assorti de spécificités locales. Toutefois, pour passer aux réformes, il faut passer par une période de stabilisation qui implique, sans conteste, une situation sociale et économique stable. Dans ce contexte, une signification particulière revient au maintien et au développement de l'assistance humanitaire de la part d'autres pays et à l'arrivée des investissements étrangers <...> au règlement des problèmes énergétique graves¹⁴. »



C'est avec le concours personnel d'Evgueni Primakov qu'un formidable coup d'accélérateur a été donné au partenariat-dialogue Russie-ASEAN, auquel il attachait une grande importance. Evgueni Primakov était persuadé que l'ASEAN est une organisation régionale de premier ordre, dont la philosophie et les intérêts l'unissent objectivement avec la Russie, et qui désire elle-même coopérer étroitement avec notre pays.

En juillet 1996, le ministre des Affaires étrangères a dirigé la délégation russe à la rencontre ministérielle de l'ASEAN à Jakarta, où notre partenariat par dialogue avec l'Association fut officiellement acté. Il a aussi participé aux rencontres ministérielles Russie-ASEAN et aux sessions du FRA, en 1997 à Kuala Lumpur et en 1998, à Manille. C'est justement dans cette période que furent signés les textes fondateurs et mises en place les institutions qui déterminent, jusqu'à ce jour, le caractère de nos relations avec les Dix de l'ASEAN.

Le 23 juillet 1997, le quotidien « Kommersant » écrivait dans l'article « Evgueni Primakov s'en va-t-en campagne asiatique » : « Aujourd'hui le ministre russe des Affaires étrangères Evgueni Primakov est arrivé à Séoul, première escale de la tournée qui doit le conduire dans trois pays de la région Asie-Pacifique. Ensuite il effectuera des visites officielles en Malaisie et en Thaïlande, et encore, participera dans la capitale malaisienne au forum régional de l'ASEAN auquel arriveront, outre les délégations des États de l'ASEAN et de Russie, les représentants des États-Unis, du Japon, de la Chine et de sept pays encore de la région Asie-Pacifique.

À en juger d'après le niveau auquel le ministre russe est reçu dans les pays de cette région, et d'après les questions proposées pour l'examen, on peut dire que la diplomatie russe connaît un nouvel essor sur ce secteur de la politique internationale. Il se trouve que le concept russe du "monde multipolaire" et la tendance, qui en découle, à augmenter et à diversifier les partenariats, s'harmonise avec la volonté de ces pays de conduire une politique plus indépendante vis-à-vis de l'Occident, qui leur donne la liberté de manœuvre économique et politique.

Que nos relations soient actuellement en essor est confirmé par la simple énumération des initiatives d'une ampleur sans précédent, déjà réalisées ou programmées dans le cadre Russie-ASEAN et Russie-APEC, et centrées sur le renforcement de la coopération, notamment économique. Citons, à titre d'exemple, la première réunion du Comité de coopération Russie-ASEAN (les 5-6 juin, Moscou), la rencontre pour le dialogue Russie-ASEAN lors du forum régional de l'ASEAN (le 29 juillet, Kuala Lumpur), le congrès de l'Association des banques d'Asie (du 1^{er} au 7 septembre, Moscou)¹⁵. »

Entre autres choses, on doit à Evgueni Primakov la tradition, qui remonte à ces années-là, d'organiser des concerts comiques pour les membres des délégations officielles – pratique vraiment inouïe dans la diplomatie mondiale. Evgueni Primakov, homme d'apparence sérieuse pour ne pas dire parfois sévère, se passionnait pour la poésie chantée, composait de remarquables vers, passait pour un excellent conteur et encourageait comme il pouvait les artistes amateurs. Il a aimé l'idée de monter de petits spectacles diplomatiques avec numéros comiques, et y a mis le vif éclat de sa nature.

L'envoyé de l'agence RIA « Novosti » Mikhaïl Tsyganov, qui couvrait dans ces années-là la politique russe en Asie du Sud-Est et les projets de l'ASEAN, écrivait dans un de ses reportages : « La rencontre des ministres des Affaires étrangères de l'ASEAN et de ses pays partenaires est l'unique forum international où les diplomates ne font pas que discuter les grands problèmes internationaux et régionaux, mais se produisent dans des emplois absolument surprenants – de musiciens, de comédiens, de chanteurs.

L'idée de représenter les petits sketches « à la mode ASEAN » est apparue en même temps ou presque que le Forum régional de l'ASEAN (FRA) sur la sécurité, qui existe depuis 1994. Ces spectacles, qui concluent le forum, rehaussent le caractère informel des discussions menées dans le cadre de l'ASEAN.

Les ministres et les membres de délégations montent des numéros plaisants, badinent et dissertent, avec une pointe de malice, sur les problèmes de l'ASEAN, ainsi que sur les caractères individuels et les traits amusants les uns des autres.

Il arrive souvent que les diplomates se préparent aux spectacles tout aussi sérieusement qu'aux réunions plénières et autres négociations. Les comédiens d'occasion apportent avec eux costumes de scène et accessoires, et consacrent leur temps libre à s'exercer au chant en chœur et à répéter les rôles.

Ceux qui avaient assisté aux spectacles précédents reconnaissent que les prestations de la délégation russe faisaient toujours un carton. Bien souvent, après le spectacle, il y avait queue pour venir saluer les « artistes » du ministère des Affaires étrangères russe à l'occasion d'un numéro particulièrement réussi. Le premier des ministres russes à se produire au gala fut Evgueni Primakov, en 1997 à Kuala Lumpur¹⁶. »

Chaque année, ces spectacles drôles gagnaient en popularité aux forums régionaux de l'ASEAN, même les délégations russe et américaine y participant de bon cœur en y mettant parfois, pourquoi pas, un brin de folie. Voici comment s'en souvient Alexandre Lossukov, diplomate et orientaliste russe qui dirigeait en 1997-1999 le Deuxième département d'Asie au ministère des Affaires étrangères russe : « Nous avons imaginé de monter un numéro commun avec les Américains. Cela n'était encore jamais

arrivé dans la diplomatie mondiale. Les partenaires américains ont soutenu le projet.

Nous avons décidé, d'un commun accord, que le sujet du célèbre spectacle musical "West Side Story" joué à Broadway pourrait nous servir de trame. Cependant la musique, ce n'était pas tout : il fallait remanier les paroles des chansons de façon à ce que le texte soit amusant, mais aussi convenable aux Russes et aux Américains. Or, c'était déjà de la politique.

J'ai rédigé la première ébauche du texte – en anglais et rimée – et l'ai remise aux Américains. C'était une satire politique mordante. Comme il fallait s'y attendre, les collègues du département d'État américain ont proposé de la refaire entièrement, de fond en comble. Nous avons ainsi entamé de véritables négociations diplomatiques par correspondance qui devaient durer plusieurs mois : j'envoyais à mon partenaire nos propositions, il me renvoyait le projet par retour du courrier, avec modifications et suggestions inverses.

Au terme de ces longues et laborieuses discussions, le texte fut enfin concerté. Je suis allé le présenter devant le ministre. Evgueni Primakov m'a demandé, d'un ton sec : "En bien, qu'est-ce que vous avez gribouillé là?". Il m'a pris le papier et a levé sur lui sa plume. Effrayé, une pensée m'a traversé la tête : "S'il se met à corriger le texte bâti avec tant de peine, la représentation commune sera à oublier : nous n'aurons pas le temps de le concerter une nouvelle fois...". Heureusement, le ministre a apprécié les paroles de la chanson, et n'a demandé que d'y apporter quelques modifications infimes.

Maintenant, il fallait répéter la mélodie, en supposant qu'elle sera exécutée par les chefs de diplomatie russe et américaine. À vrai dire, c'est cela qui devait être la surprise du chef : Evgueni Primakov et Madeleine Albright chantant en duo l'air de deux amoureux ! La répétition, bien entendu, ne pouvait avoir lieu qu'après leur arrivée à Manille.

Une circonstance non négligente vint simplifier l'affaire. On sait que de très bons rapports personnels s'étaient établis entre Madeleine Albright et Evgueni Primakov. Evgueni

Primakov appréciait en elle les qualités professionnelles, mais aussi humaines : son “absence de présomption” et sa “spontanéité accueillante”. Il avait une idée tout aussi haute des dons artistiques de sa partenaire. Se souvenant du concert “informel” donné après la 4^e session du FRA en juillet 1997, il écrit : “La salle a explosé en applaudissements quand <...> à Kuala Lumpur, Madeleine accompagnée de sa délégation a brillamment exécuté la chanson à la Madonna, sur un texte exprès et ingénieusement écrit à propos de la politique extérieure des États-Unis !”¹⁷».

Les répétitions, il n’a été possible d’en organiser qu’une, et à un jour seulement du spectacle. Mais c’était vraiment une de ses soirées qui arrivent rarement et qui est restée mémorable pour le monde. On s’est réuni dans la chambre d’hôtel de la secrétaire d’État, l’ambiance était presque familiale. Evgueni Primakov dans un fauteuil et Madeleine Albright les jambes repliées sur le divan, les deux avec leurs « antisèches » en main, ont vocalisé durant toute la soirée, adaptant les nouvelles paroles à la mélodie bien connue, et s’entre coupant à tout bout de champ de rires et de propos à part. Selon les témoins, au début le chant leur réussissait plutôt mal, mais quand le jour d’après ils montèrent sur les planches, le miracle se produisit : les deux ministres chantaient avec une parfaite harmonie, à l’unisson !

Evgueni Primakov relate lui-même un épisode de ce « chef-d’œuvre dans son livre « La politique : un champ de mines » :

« “LOTAN a reçu la Hongrie dans son sein”, chantait Madeleine Albright sur la musique de Bernstein pour “West Side Story”.

“C’est la plus grosse des erreurs”, lui répondais-je sur la même musique, déchaînant l’hilarité approbatrice de la salle où tous les délégués étaient venus¹⁸. »

Aujourd’hui le partenariat Russie-ASEAN, qui marque cette année son vingtième anniversaire, s’ouvre vers des horizons qu’on n’a jamais vu auparavant. Le troisième sommet Russie-ASEAN, réuni en mai 2016 à Sotchi, a décidé de le porter au

niveau de partenariat stratégique. En cette année anniversaire, nous ne pouvons pas ne pas rappeler que c'est Evgueni Primakov qui se trouvait à l'origine du partenariat par dialogue.

Une grande avancée fut enregistrée au milieu des années 1990 dans les relations bilatérales entre la Russie et de nombreux pays d'Asie du Sud-Est : le Vietnam, l'Indonésie, la Malaisie, la Thaïlande. Cela ne signifie pas qu'au cours des décennies précédentes, notre pays développait peu ses relations avec les pays asiatiques, bien au contraire. L'Union Soviétique avait toujours beaucoup d'alliés et d'amis en Asie. N'oublions pas que c'est justement l'URSS qui avait apporté une contribution décisive à la libération nationale des nations de cette région du joug colonial, c'est l'URSS qui avait énormément aidé de nombreux pays d'Asie-Pacifique à accéder à l'indépendance, à protéger leur souveraineté contre les agressions extérieures, à mettre en place leurs structures institutionnelles. Les fondements de l'industrie moderne en Chine, en Inde, au Vietnam, au Laos, au Cambodge, en Indonésie, en Mongolie, au Myanmar, au Bangladesh, en Afghanistan furent jetés dans une grande mesure avec l'aide soviétique. Le noyau des ingénieurs et cadres industriels, mais aussi des élites artistiques de ces États a été formé dans les universités soviétiques ou par les spécialistes soviétiques, envoyés porter leur assistance à ces jeunes pays d'Asie, socialistes ou émergents. Certes, la politique asiatique de l'URSS était à plus d'un égard soumise aux impératifs idéologiques, mais elle restait toujours conséquente et honnête.

Les temps difficiles sont ensuite arrivés pour notre pays, marquant de leur coin le dynamisme de la Russie dans cette partie du monde. Cependant, à compter de la deuxième moitié des années 1990, la coopération avec les partenaires en Asie-Pacifique commence à prendre une nouvelle dimension, le caractère d'une politique finalisée et systémique, ayant pour priorité le développement de la coopération tous azimuts et multiforme.



Après la normalisation des relations avec la Chine en 1989, nos deux pays ont commencé leur rapprochement intense, basé sur la conformité des intérêts réels, sur l'avantage mutuel et le règlement des problèmes que le passé nous légués. En 1996, la Russie et la Chine ont établi entre elles les relations de partenariat stratégique encore « cimentées » cinq ans plus tard, en 2001, par le Traité de bon voisinage, d'amitié et de coopération.

De ces relations nouvelles ont dérivé les accords sans précédent entre la Russie, la Chine, le Kazakhstan, la Kirghizie et le Tadjikistan : en avril 1996, ces pays ont signé l'Accord sur le renforcement de la confiance dans le domaine militaire à la frontière, et en avril 1997, l'Accord sur la réduction mutuelle des forces armées et des armements à la frontière. Evgueni Primakov a hautement apprécié le long et minutieux travail que les experts russes et chinois avaient accompli, et a accéléré au maximum son heureux achèvement.

Lors du sommet d'avril 1996, qui avait réuni à Shanghai les chefs des cinq États, l'idée leur vint de réunir désormais régulièrement les rencontres de ce niveau. Ainsi apparurent les Cinq de Shanghai. En 1997, les cinq leaders se réunirent de nouveau, à Moscou, puis en 1998, à Alma-Ata. Il est significatif qu'en l'absence de Boris Eltsine, dont la participation au sommet d'Alma-Ata était impossible, c'est le ministre des Affaires étrangères Evgueni Primakov qui y représentait la Russie. « La Russie sera le participant le plus actif parmi les Cinq »¹⁹, avait-t-il alors déclaré.

Cette déclaration n'était pas gratuite. Le ministre déployait des efforts concrets pour renforcer les Cinq de Shanghai. Au moment de la convocation de son sommet à Bichkek, en 1999, on avait déjà commencé de former les mécanismes opérationnels d'une alliance nouvelle, encore informelle. En l'an 2000, le sommet de Douchanbe décida d'instituer une nouvelle organisation. Le 15 juin 2001, les dirigeants des cinq États et d'Ouzbékistan ont signé la Déclaration sur la création de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS).



L'Iran, l'un des États observateurs dans l'OCS, est l'un des candidats les plus réels à l'entrée dans cette organisation en tant que membre à part entière. Evgueni Ptrimakov soulignait spécialement dans ses mémoires la signification de Téhéran en tant que partenaire important de notre pays. « L'Iran est un pays voisin qui est lié avec nous par des dizaines d'années de relations mutuellement avantageuses. Ces relations n'ont jamais été interrompues et comportaient non seulement un puissant élément économique, mais encore, depuis le milieu des années 1990, la coopération politique, surtout dans les dossiers où nos intérêts s'étaient rapprochés²⁰. »

En venant au rôle d'Evgueni Primakov dans le développement de la coopération avec les pays d'Asie, il est impossible de ne pas dire quelques mots à propos de l'Afghanistan. Après le retrait des troupes soviétiques, en février 1989, le pays conservait pendant un certain temps encore son statu quo, mais la chute du pouvoir du Parti démocratique du Peuple (PDP) a plongé l'Afghanistan dans le chaos de la guerre civile. Les moudjahidins prirent Kaboul, mais en furent aussitôt délogés par un nouveau et bien plus dangereux acteur sur le terrain afghan, le mouvement « Taliban ». Le développement des relations russo-afghanes fut momentanément interrompu.

Mikhaïl Konarovski, expert en études afghanes et diplomate russe de renom, se souvient que pendant son ministère aux affaires étrangères, mais aussi muté à d'autres postes, Evgueni Primakov accordait un maximum d'attention au dossier afghan.

« En février 2002, j'ai rencontré Evgueni Primakov, qui occupait alors le poste de Prédident de la Chambre de commerce et d'industrie de Russie, à la veille de mon départ pour Kaboul en qualité d'ambassadeur russe en Afghanistan. Evgueni Primakov a exposé sa vision des choses en Afghanistan post-taliban, et autour de lui. Il faut remarquer que nos appréciations ont concordé sur plusieurs points, ce qui était pour moi très encourageant avant d'aller travailler dans les conditions nullement simples du pays hôte. En exposant ses pensées,

Evgueni Primakov a non seulement fait preuve de largesse de vues propre à un orientaliste et homme politique de métier, mais encore de qualités d'expert avec une vision stratégique des processus, comprenant en profondeur le sens du conflit dans ce pays. Parmi ses conseils concrets, il y avait l'idée – qui n'était pas très appréciée dans ces années-là – qu'il fallait établir de larges contacts avec les Pachtouns afghans et leurs leaders, au lieu de donner la préférence – comme autrefois, comme c'était dans la tradition soviétique – aux minorités nationales du nord de l'Afghanistan. J'ai aussi reçu de sa part le soutien total à l'opportunité de créer auprès de la CCI un Conseil d'affaires russo-afghan, ou une autre structure, afin de tirer de l'oubli la coopération commerciale et économique bilatérale, projet qui devait prendre corps dès l'automne 2002, pendant la visite à Moscou d'Abdullah Abdullah, alors ministre afghan des Affaires étrangères, et sa rencontre avec Evgueni Primakov. »



Evgueni Primakov a manifesté son intérêt pour la diplomatie plurielle en Asie-Pacifique très tôt, quand les premières structures régionales hasardaient seulement leurs démarches institutionnelles. Je pense qu'il pressentait le grand avenir qui appartiendra dans cette région du monde aux organisations et forums multilatéraux. Au milieu de la décennie 1980, c'est le Conseil de coopération économique du Pacifique (PEEC) qui était l'une des associations de ce genre en format « deuxième piste ». Evgueni Primakov devint dirigeant de la délégation russe auprès de PEEC. « Les participants à la rencontre du Conseil de coopération économique du Pacifique, qui se passait à Osaka en mai 1988, ont retenu sa brillante allocution de cinq minutes, qui présentait l'Union Soviétique comme exemple parfait de puissance régionale, avec intérêts diversifiés et intentions constructives²¹. »

Evgueni Primakov fut élu premier président du Comité national soviétique de la Coopération économique pour l'Asie-Pacifique (CNSAPEC), formé sur sa propre initiative en 1988

et ayant ouvert la voie vers la participation de la Russie, en tant que membre, au forum de Coopération économique pour l'Asie-Pacifique (APEC). « Tout à fait dans le style Primakov, il a immédiatement organisé, dans un but pratique, une tournée éclair du groupe de travail de CNSAPEC à Blagovestchensk, Ioujno-Sakhalinsk, Vladivostok et Khabarovsk. De nombreuses rencontres de travail et entretiens spontanés et sincères y ont eu lieu avec les responsables régionaux, les directeurs d'entreprises, les scientifiques. En automne 1988, c'est dans la ville de Vladivostok encore "interdite" que Evgueni Primakov présida la rencontre internationale "Région Asie-Pacifique : dialogue, paix, coopération", sans précédent quant au nombre de ses participants et à leur représentativité²². »

Toutefois, ce n'était qu'un début. En arrivant au ministère des Affaires étrangères, Primakov a tourné son regard, avec une attention soutenue, vers les processus d'intégration régionale qui commençaient à se développer.

Il est capital de noter qu'en établissant, il y a une vingtaine d'années, une coopération active avec ses voisins à l'est et avec les centres de force régionaux, la Russie œuvrait avec esprit de suite pour s'intégrer dans les processus de coopération multilatérale en Asie-Pacifique. En 1996, notre pays adhéra au Forum régional de l'ASEAN pour la sécurité. La même année, les lettres signées par le ministre des Affaires étrangères Evgueni Primakov, furent envoyées pour déclarer la volonté de se joindre au forum « Asie-Europe » (ASEM). La procédure d'adhésion à cette association s'est étendue sur une quinzaine d'années, mais finalement la mission fut accomplie.

En 1998, « au terme d'un long martyre et d'efforts diplomatiques » (expression d'Evgueni Primakov) la Russie adhéra au forum « Coopération économique pour l'Asie-Pacifique » (APEC). Le ministre en personne représentait la Russie au premier sommet avec la participation de notre pays, en octobre 1998 à Kuala Lumpur, alors qu'initialement on y supposait la présence du Président Boris Eltsine. Voici un extrait des mémoires d'Evgueni Primakov : « Le 16 octobre

1998, le président a annulé son déplacement en Malaisie, où un sommet des États de la région Asie-Pacifique était programmé. La Russie devait être représentée à cette rencontre pour la première fois après qu'on nous eut enfin admis dans l'APEC. À la place du président, c'est moi qui ai pris l'avion pour la Malaisie²³. »

Cette politique fut poursuivie après la nomination d'Evgueni Primakov à la tête du gouvernement. En 2002, la Russie a participé au Premier sommet de la Conférence pour la coopération et les mesures de confiance en Asie (CICA) et est devenue membre du Dialogue de coopération asiatique (ACD), en 2004 elle a adhéré au Traité d'amitié et de coopération en Asie du Sud-Est, en 2010 elle a été admise (avec les États-Unis) aux Sommets de l'Asie orientale (EAS) et en même temps que l'Australie et la Nouvelle-Zélande, à l'ASEM. Le droit d'accueillir un sommet de l'APEC, accordé à la Russie (Vladivostok, 2012), a témoigné d'une opinion favorable de la communauté régionale sur notre participation énergique aux affaires d'Asie-Pacifique.

La coopération avec les pays d'Asie-Pacifique nous est précieuse parce que nous y plaçons un espoir spécial pour développer la Sibérie et l'Extrême-Orient russe. Après une réunion qui a analysé l'ensemble de ces problèmes – sous la conduite du Président de la Russie en juillet 2010 à Khabarovsk – on a élaboré le Programme complexe d'action en vue de renforcer les positions de la Russie en Asie-Pacifique.

Ces dernières années, des changements vraiment grandioses s'y produisent. Vladimir Potine a déclaré que le développement de l'Extrême-Orient russe était « une priorité de la Russie pour l'ensemble du XXI^e siècle ». Le « vecteur oriental » est appelé à accélérer son avancement.



Grand est l'héritage théorique d'Evgueni Primakov, dont les prévisions à longue vue commencent déjà à se réaliser. Intervenant le 2 juillet 2015 à la soirée consacrée à la mémoire du

patriarche de notre diplomatie, tenue au siège du ministère russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov a dit : « Sans exagération, Evgueni Primakov est l'auteur des orientations fondamentales de notre doctrine de politique extérieure, orientations qui durant deux décennies ou presque, gardent toute leur actualité. En premier lieu, c'est la politique étrangère indépendante, souveraine de notre pays, ouvert à la coopération avec tout autre État, avec un groupe d'État dans l'égalité en droits, le respect mutuel et l'avantage réciproque²⁴. »

Selon Sergueï Lavrov, Evgueni Primakov a la priorité conceptuelle dans la formulation de la doctrine du monde multipolaire, qu'on appelle souvent et à juste raison « la doctrine Primakov ». Dans les années 1990, d'aucuns pouvaient voir dans cette formule une utopie idéologisée de la Russie humiliée, ou une construction de l'esprit livresque, inventée par des savants en rupture avec les réalités, alors que maintenant, la formation d'une structure mondiale polycentrique fait résolument son chemin malgré les vaines tentatives de l'Occident, qui perd sa domination d'autrefois, de garder par tous les moyens le monde sous son contrôle.

La thèse sur l'intégration européenne à plusieurs niveaux a été émise par Evgueni Primakov bien avant qu'elle n'eût gagné les esprits d'autres scientifiques et politiques. Il était persuadé qu'il était nécessaire et inévitable de savoir distinguer, dans ce processus, son « noyau d'intégration ». Cette conclusion s'est trouvée confirmée par la création, le 1^{er} janvier 2015, de l'Union économique eurasiennne (UEEA).

Evgueni Primakov a été le premier à déclarer que la coopération entre la Russie, la Chine et l'Inde était possible. Au début, bien peu y croyaient. Cependant, très rapidement, à la fin des années 1990, l'idée du « trio » s'est matérialisée en mécanisme du dialogue trilatéral RIC, sigle formé d'après les premières lettres des noms des trois pays.

Sergueï Lavrov en a parlé dans sa célèbre poésie de félicitations à Evgueni Primakov à l'occasion de son 80^e anniversaire de naissance :

*« Et le célèbre triangle -
Pékin, New Delhi et Moscou ?
D'abord l'idée semblait bizarre,
Mais le "trio" tient bien le coup ! »*

D'ailleurs, le « trio » a donné le coup d'envoi à des processus bien plus vastes. En 2006, on a vu apparaître parmi les constellations internationales un nouveau forum promu à un bel avenir, appelé BRIC. En 2011, après l'adhésion de l'Afrique du Sud, il s'est transformé en BRICS. Aujourd'hui c'est l'une des plus dynamiques associations d'États, dont l'influence sur la politique mondiale, la gestion globale et la réforme des relations économiques internationales est difficile à surestimer.

Ces dernières décennies ont rendu méconnaissable une autre œuvre d'Evgueni Prmakov et de ses collaborateurs, les « Cinq de Shanghai », devenue en 2011 Organisation de coopération de Shanghai (OCS). Jeune organisation régionale, formée pour renforcer les liens d'amitié entre les pays voisins et relever ensemble les défis terroriste, séparatiste et extrémiste, l'OCS a puissamment accéléré son moteur qui tourne à un rythme encore jamais vu. L'organisation augmente en thèmes – par exemple, la lutte contre le trafic de drogue et la coopération économique mixte – et en nombre. La décision est prise d'adopter dans l'OCS l'Inde et le Pakistan, ce qui promet de radicalement modifier le paysage régional. Une bonne dizaine d'États sont déjà observateurs à l'OCS ou ses partenaires de dialogue, si bien que « la maison OCS » compte au total dix-huit membres. Inutile de dire que l'intérêt des pays de la région pour l'OCS ne cesse de s'accroître.

En tant que puissance nucléaire et membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, la Russie assume une responsabilité spéciale de la paix et de la sécurité internationales. Pour cette raison, il nous est impossible de ne pas nous préoccuper de la présence, en Asie-Pacifique, de foyers de tension en l'absence d'une confiance suffisante et d'un système de sécurité fiable et juridiquement valable. Voilà pourquoi notre pays persiste dans son opinion qu'il faut élaborer dans cette

partie du monde des préceptes de sécurité nouveaux, exempts d'idéologie de confrontation, qu'il faut construire en Asie-Pacifique une architecture de sécurité et de coopération globale, ouverte et inclusive, basée sur le droit international, la confiance mutuelle et le respect réciproque des intérêts, sur le non-emploi de la force ou de la menace d'user de la force, sur le règlement pacifique des différends. Ces impératifs d'un nouveau paradigme des relations furent le plus nettement formulés au milieu des années 1990.

C'est dans la lignée de ces idées que Moscou et Pékin ont proposé l'initiative commune russo-chinoise pour renforcer la sécurité régionale. Le soutien ferme que lui avaient accordé leurs partenaires dans l'ASEAN, a servi de déclencheur pour un dialogue extrêmement important que mènent maintenant les acteurs majeurs de la communauté régionale dans le cadre des Sommets d'Asie orientale.

Lorsqu'on dit qu'Evgueni Primakov «mettait en avant de façon énergique et créative un agenda international positif, encourageait les efforts collectifs pour rechercher des réponses aux défis globaux par le droit international »²⁵, cela nous renvoie tout droit vers « le vecteur oriental » que cet homme hors du commun avait tracé pour la politique extérieure russe.



Evgueni Primakov était un politique sage et lucide. Tout en indiquant que la Russie devait tourner son regard vers l'Asie-Pacifique, il comprenait et ressentait profondément qu'un pays comme le nôtre a besoin d'une stratégie équilibrée en matière de politique extérieure et des échanges. « La force de notre politique extérieure, disait-il, consiste à couvrir un nombre maximal d'États divers et surtout, à développer les relations avec les pays asiatiques. Avec cette configuration, il nous sera aussi plus facile de traiter avec l'Occident²⁶. »

Ce n'est pas un hasard que dans son dernier discours devant le public, réuni en janvier 2015 à « Merkouri klub », il

a prononcé ces paroles : « Peut-on parler de la réorientation de la Russie vers l'Est ? Je réponds : ce n'est pas le cas. La Russie voudrait normaliser les relations avec les États-Unis et l'Europe, mais il serait déraisonnable de fermer les yeux sur l'importance rapidement croissante de la Chine et des autres pays qui entrent dans la Coopération économique pour l'Asie-Pacifique. »

On dirait que c'est le testament politique d'Evgueni Primakov...

1. Le Concept de politique extérieure de la Fédération de Russie // *Diplomaticheski vestnik*. (Courrier diplomatique.) Livraison spéciale, 1993, janvier, p. 3.
2. *Ibid.*, p. 5.
3. V.I. Ivanov : *Evgueni Maximovitch Primakov i mesto Rossii v ATR*. [*Evgueni Maximovitch Primakov et la place de la Russie dans la région Asie-Pacifique.*] // <http://alpinaviperson.ru/articles/evgeniy-maksimovitch-primakov-i-mesto-rossii-v-atr>
4. A.N. Panov : *O Iaponii. Otcherki i issledovania diplomata*. [*Une vue sur le Japon. Essais et études d'un diplomate.*] Moscou, éd. OLMA Média Group, 2014, p. 415.
5. R.A. Medvedev : *Vizit M.Gorbatcheva v KNR v 1989 godou*. [*La visite de M. Gorbatchev en RPC en 1989.*] // *Novaïa i noveichaïa istoria* (Histoire nouvelle et moderne), 2011, n° 3.
6. O.A. Troïanovski : *Tcherez gody i rasstoïania. Istoria odnoi semyi*. [*À travers les âges et les espaces. L'Histoire d'une famille.*] Moscou, éd. Vagrius, 1977.
7. L.M. Mletchine : *Primakov*, Moscou, éd. Molodaïa gvardia, 2015, p. 115.
8. E.M. Primakov : *Vstretchi na perekrestkakh*. [*Les Rencontres aux carrefours.*] Moscou, éd. Tsentrpoligraf, 2015, pp. 63.
9. *Ibid.*, p. 182
10. S.N. Gontcharov : *Zametki o voïenno-tekhničeskom sotrudničestve Kitaïa s SSSR vo 2-i polovine XX veka*. [*Notes sur la coopération militaire et technique de la Chine avec l'URSS dans la seconde moitié du XX^e siècle.*] // <http://www.synologia.ru/monograph-1531-5>
11. A.N. Panov : *Op. cit.*, p. 560-561.
12. *Ibid.*, p. 229-230.
13. L.M. Mletchine : *Op. cit.*, p.116.
14. E.M. Primakov : *Mir bez Rossii ? K tchemou vedet političeskaïa blizoroukost*. [*Le monde sans la Russie ? À quoi mène la myopie politique.*] Moscou, éd. Rossiiskaïa gazeta, p. 48.
15. www.kommersant.ru/doc/181409
16. m-tsyganov.livejournal.com/347157.html
17. E.M. Primakov : *Vstretchi na perekrestkakh...* [*Les Rencontres aux carrefours.*] P. 248.

18. E.M. Primakov : *Minnoïe pole politiki*. [La politique : un champ de mines.] Moscou, éd. Molodaïa gvardia, 2007, p. 191.
19. www.kommersant.ru/doc/201291
20. E.M. Primakov : *Vstretchi na perekrestkakh...* [Les Rencontres aux carrefours.] P. 493.
21. V.I. Ivanov : *Op. cit.*
22. *Ibidem.*
23. E.M. Primakov : *Vstretchi na perekrestkakh...* [Les Rencontres aux carrefours.] P 526.
24. Discours du ministre des Affaires étrangères S.V. Lavrov//Nacha Smolenka : ludi i dela (Notre Smolenka : les gens et les affaires.) 2015, №6.
25. www.mid.ru/main_en/_asset_publisher/.../content/id/1511244
26. E.M. Primakov : *Vstretchi na perekrestkakh...* [Les Rencontres aux carrefours.] P. 64.

Mots clés : Evgueni Primakov, politique extérieure indépendante, monde multipolaire, partenariat stratégique, Chine, Inde, Japon, ASEAN, RIC (Russie, Inde, Chine), BRICS, Cinq de Shanghai, Organisation de coopération de Shanghai (OCS).



Le conseil de la revue

Sergueï LAVROV

Ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie

Alexandre Avdeev, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire au Vatican

*Youri Chafranik, PDG de la compagnie pétrolière « SoyouzNefteGaz »,
président de la fondation « Politique internationale et Ressources »*

*Andreï Denissov, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire en
Chine, docteur en sciences économiques*

Alexandre Dzassokhov, Docteur d'État en sciences politiques

*Alexei Fedotov, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de la Fédération
de Russie en Slovaquie, docteur en droit*

*Igor Ivanov, Président du Conseil russe des Affaires internationales, membre-correspondant
de l'Académie des sciences de Russie, docteur d'État en histoire*

*Constantin Kossatchev, Président du Comité pour les Affaires étrangères du
Conseil de la Fédération, docteur en droit*

*Vladimir Loukine, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire, docteur
d'État en histoire, professeur*

Mikhaïl Marguelov, Vice-président de la société anonyme ouverte « CA Transneft »

Alexei Mechkov, Vice-ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie

Alexandre Panov, Docteur d'État en sciences politiques

Gueorgui Petrov, Vice-président de la CCI de la Fédération de Russie

Alexei Pouchkov, Docteur en histoire

Sergueï Riabkov, Vice-ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie

Mikhaïl Seslavinski, Directeur de l'Agence fédérale pour la presse et la communication

*Vladimir Tchijov, Représentant permanent de la Fédération de Russie auprès
de l'Union européenne*

Vitali Tchourkine, Ambassadeur de la Fédération de Russie à l'ONU, docteur en histoire

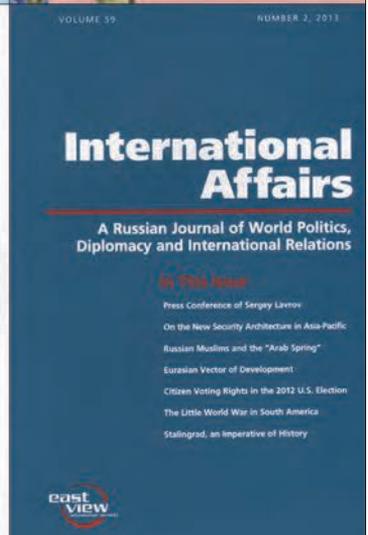
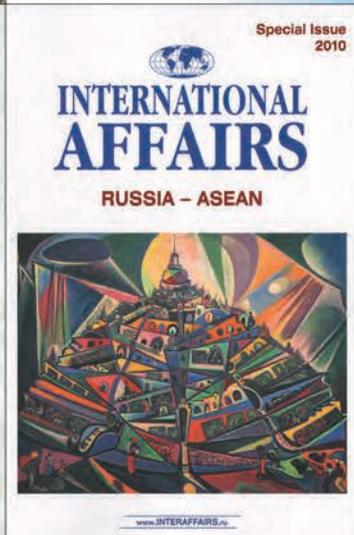
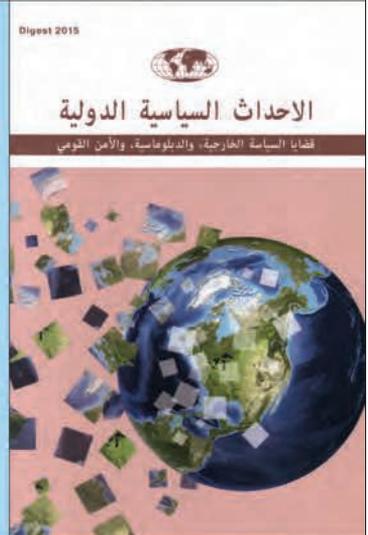
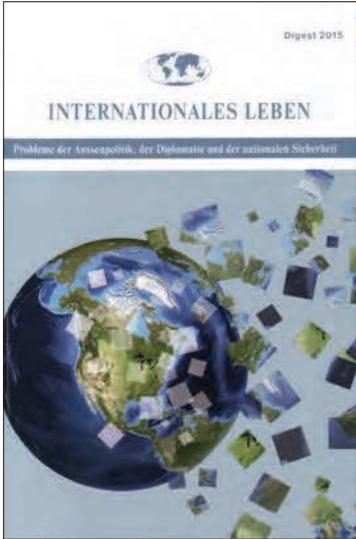
Vladimir Titov, Premier vice-ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie

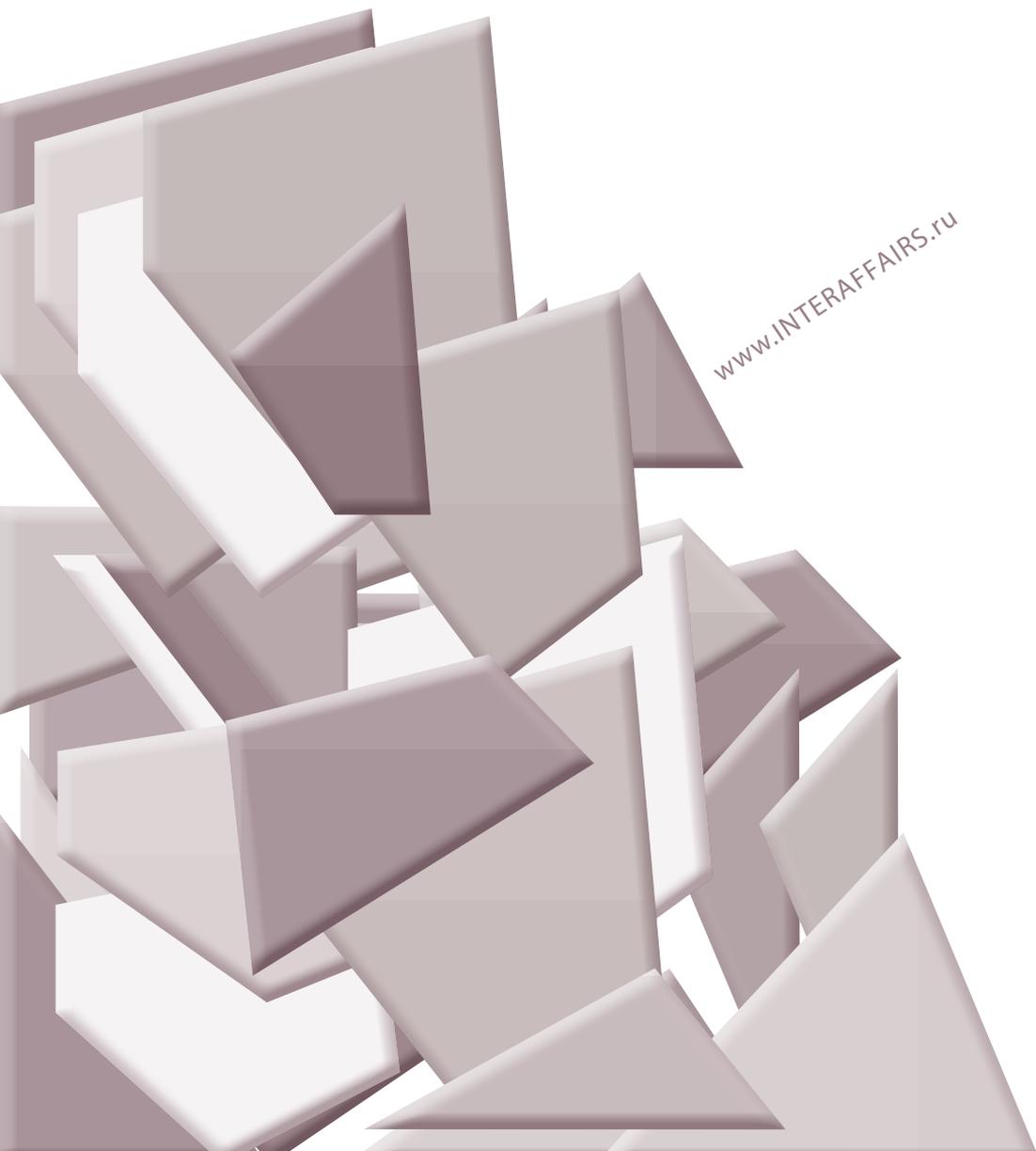
*Anatole Torkounov, Recteur de l'Institut (Université) d'État des relations internationales
de Moscou (MGIMO), académicien de l'Académie des sciences de Russie,
docteur d'État en sciences politiques*

*Sergueï Viazalov, Directeur général du ministère des Affaires étrangères
de la Fédération de Russie*

*Alexandre Yakovenko, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire en
Grande-Bretagne, docteur d'État en droit, professeur*

Armen Oganessian, Rédacteur en chef





www.INTERAFFAIRS.ru